

L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LES PMA: PREMIERS RÉSULTATS



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LES PMA: PREMIERS RÉSULTATS

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre, où les gouvernements de 34 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que la gouvernance d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les meilleures pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont: l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce a été créée en 1995 pour succéder au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui avait vu le jour en 1947 après la Seconde Guerre mondiale. Son principal objectif est d'établir des règles régissant la politique commerciale de ses Membres en vue de favoriser l'expansion du commerce international et d'élever les niveaux de vie. Ces règles cherchent à promouvoir la non-discrimination, la transparence et la prévisibilité dans la conduite des politiques commerciales. À cet effet, l'OMC:

- Administre les accords commerciaux;
- Offre un cadre pour les négociations commerciales;
- Règle les différends commerciaux;
- Examine les politiques commerciales nationales;
- Aide les pays en développement pour les questions de politique commerciale au moyen de programmes d'assistance technique et de formation; et
- Coopère avec d'autres organisations internationales.

L'OMC compte 153 Membres, qui assurent plus de 90 pour cent du commerce mondial. La plupart d'entre eux sont des États, mais certains sont des territoires douaniers. D'autre part, 29 pays mènent actuellement des négociations pour accéder à l'OMC. Les décisions sont prises par l'ensemble des Membres de l'Organisation, généralement par consensus.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue officiels de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses États membres, ou ceux de l'Organisation mondiale du commerce ou de ses Membres.

AVANT-PROPOS

L'initiative «Aide pour le commerce» lancée en 2005 commence à porter ses fruits pour les pays les moins avancés (PMA). Les fonds alloués aux PMA dans le cadre de cette initiative ont augmenté chaque année depuis son lancement. En 2009, ces fonds se sont élevés à 12,1 milliards de dollars EU – soit une augmentation de 5,5 milliards de dollars EU par rapport aux dépenses moyennes effectuées pendant la période allant de 2002 à 2005.

Les PMA et leurs partenaires de développement savent de mieux en mieux utiliser le commerce comme vecteur de croissance et de développement économiques et l'inscrire dans leurs stratégies de développement. Et l'on entrevoit des signes encourageants indiquant que, de ce fait, les choses sont peut-être en train de changer sur le terrain, même si ce progrès est fragile et obtenu de haute lutte.

La crise économique a de nouveau souligné la vulnérabilité des PMA vis-à-vis des chocs commerciaux. Même si en 2010, les exportations ont pratiquement retrouvé leurs niveaux de 2008, nous ne devrions pas oublier qu'elles ont subi une chute de 28 pour cent en 2009 propre à porter un coup sévère à n'importe quel groupement économique, d'autant plus s'il est moins bien armé pour résister à un tel choc. Les PMA demeurent très exposés à des forces économiques échappant à leur contrôle.

La crise économique a plus que jamais fait comprendre que s'il était urgent jusqu'ici d'apporter une Aide pour le commerce aux PMA, c'était désormais impératif. Et si nous avons encore beaucoup à apprendre sur l'impact de l'Aide pour le commerce sur le terrain, il existe des signes encourageants montrant qu'elle commence à avoir les effets souhaités.

En bref, il est temps de faire fond sur ces succès difficilement obtenus. Nous devons pour cela continuer à mobiliser toutes les composantes de la communauté de l'Aide pour le commerce afin de faire le point sur ce qui s'est révélé ou non opérant dans ce domaine et de s'en inspirer pour la conception des nouvelles modalités d'assistance.



Pascal Lamy
Directeur-Général
Organisation mondiale
du commerce



Angel Gurría
Secrétaire-Général
OCDE

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3	Tableau 3: Appui au Cap-Vert dans les secteurs liés à l'Aide pour le commerce	18
SIGLES ET ACRONYMES	7	Tableau 4: Flux d'aide pour le commerce en faveur du Rwanda 2002-2009	25
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	9	Tableau 5: Importations en provenance des PMA par principaux marchés et groupes de produits, en millions de dollars EU, 2000-2009	29
AIDE POUR LE COMMERCE EN FAVEUR DES PMA: MOBILISATION DE RESSOURCES ADDITIONNELLES	13	Tableau 6: Aperçu des obstacles au commerce intrarégional	29
RETRAIT DE LA LISTE DES PMA: MISE EN ÉVIDENCE DU RÔLE DU COMMERCE	17		
LE CADRE INTÉGRÉ RENFORCÉ: UTILISATION DU COMMERCE COMME INSTRUMENT DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	21	Figures	
		Aide pour le commerce par catégorie	10
		Figure 1: Aide pour le commerce en faveur des PMA	13
RWANDA: AMBITION NATIONALE, RÉALITÉS RÉGIONALES	25	Figure 2: Aide pour le commerce et APD ventilable par secteur en faveur des PMA	14
NOUVEAUX PÔLES DE CROISSANCE ET PROGRÈS ACCOMPLIS POUR REMÉDIER À DES PROBLÈMES DE LONGUE DATE	29	Figure 3: Indice de concentration - Aide pour le commerce en faveur des PMA 2002-2009	15
LES PMA ET LES NORMES: UN ENGAGEMENT PERMANENT PLUTÔT QU'UNE DÉFENSE PONCTUELLE	33	Figure 4: Répartition sectorielle de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA	16
LA POLITIQUE SUIVIE PAR LE CAMBODGE POUR LE RIZ EST-ELLE APPLICABLE AU PADDY OUEST-AFRICAİN?	37	Figure 5: Aide pour le commerce en faveur des PMA pour les donateurs ayant fourni plus de 10 millions de dollars EU, 2009	16
RÉFÉRENCES	39	Figure 6: Part des dons dans l'Aide pour le commerce en faveur des PMA	21
ANNEXES	43	Figure 7: Part des trois premiers produits des PMA dans leurs exportations totales de marchandises, 2008	26
APPORTS D'AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC	47	Figure 8: Temps nécessaire à l'exportation (en jours)	26
TABLES AND FIGURES		Figure 9: Trade restrictions in West Africa	30
Tables		Figure 10: Préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC 1995	33
Tableau 1: Dix premiers bénéficiaires, par engagements totaux en millions de dollars EU	14		
Tableau 2: Dix derniers bénéficiaires de l'aide pour le commerce en millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009)	15		

APPORTS D'AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

Afghanistan	48	Lesotho	71
Angola	49	Libéria	72
Bangladesh	50	Madagascar	73
Bénin	51	Malawi	74
Bhoutan	52	Maldives	75
Burkina Faso	53	Mali	76
Burundi	54	Mauritania	77
Cambodge	55	Mozambique	78
Cape Verde	56	Myanmar	79
République Centrafricaine	57	Népal	80
Chad	58	Niger	81
Comores	59	Ougande	94
République Démocratique du		Rwanda	82
Congo	60	Samoa	83
Djibouti	61	Sao Tomé-et-Principe	84
Guinée équatoriale	62	Sénégal	85
Érythrée	63	Sierra Leone	86
Éthiopie	64	Somalie	88
Gambie	65	Soudan	89
Guinée	66	Tanzanie	90
Guinée-Bissau	67	Timor-Leste	91
Haïti	68	Togo	92
Îles Salomon	87	Tuvalu	93
Kiribati	69	Vanuatu	95
Laos	70	Yémen	96
		Zambie	97

SIGLES ET ACRONYMES

AGOA	Loi des États-Unis sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
ATLC	Assistance technique liée au commerce
BAfD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CCI	Centre du commerce international
CDCI	Comité directeur du Cadre intégré
CI	Cadre intégré
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe
CSEND	Centre for Socio-Economic Development
CUTS	Consumer Unity and Trust Society
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
EPC	Examen des politiques commerciales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
G-8	Groupe des Huit
MCC	Millennium Challenge Corporation
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacle technique au commerce
PAB	Programme d'action de Bruxelles
PDD	Programme de Doha pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PMA-III	Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RNB	Revenu national brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SGP	Système généralisé de préférences
SNPC	Système de notification des pays créanciers
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
SYDONIA	Système douanier automatisé

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

«L'Aide pour le commerce vise à aider les pays en développement à accroître leurs exportations de biens et de services, à s'intégrer dans le système commercial multilatéral et à tirer parti de la libéralisation du commerce et de l'élargissement de l'accès aux marchés. Si elle est effective, l'Aide pour le commerce améliorera les perspectives de croissance et réduira la pauvreté dans les pays en développement; de plus, elle viendra compléter les réformes commerciales multilatérales et elle en répartira plus équitablement les avantages entre les pays en développement et à l'intérieur de ces pays.»¹

Qu'est-ce que l'Aide pour le commerce?

L'Aide pour le commerce n'est pas un nouveau fonds mondial pour le développement ni une nouvelle catégorie d'aide. Elle fait partie intégrante des programmes normaux d'aide publique au développement (APD). C'est un cadre global qui encourage les décideurs à utiliser le commerce comme levier de croissance économique et d'atténuation de la pauvreté. Elle incite les pays en développement à inscrire des objectifs commerciaux dans leurs plans de développement – et les donateurs à donner suite en mettant à disposition des ressources pour répondre aux besoins exprimés. Cela est particulièrement indispensable pour les pays les moins avancés (PMA) dont les échanges restent très concentrés sur une gamme étroite de produits. En moyenne, les PMA dépendent de trois produits seulement pour plus de 70 pour cent de leurs recettes d'exportation, de sorte que ces pays sont très exposés aux fluctuations de prix dans un sens défavorable et aux baisses de la demande.

C'est aux pays en développement, aux communautés économiques régionales et à leurs partenaires de développement qu'incombe la responsabilité de l'Aide pour le commerce, pas à l'OMC. La mise en œuvre des programmes d'Aide pour le commerce fait intervenir un éventail de mécanismes et d'organisations (y compris les donateurs bilatéraux, les institutions financières internationales (comme le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement) et les organismes multilatéraux).

Quel est le rôle de l'OMC?

L'OMC a un rôle de sensibilisation: elle milite pour le commerce en tant que levier de croissance économique et d'atténuation de la pauvreté. Ce rôle est en partie rempli par des examens globaux périodiques de l'Aide pour le commerce – dont le prochain se tiendra les 18 et 19 juillet 2011 à Genève. L'OMC dispense une formation spécialisée et une assistance technique mais cela représente moins de 1 pour cent du total de l'Aide pour le commerce. Elle travaille en étroite collaboration avec l'OCDE au suivi et à l'évaluation de l'Aide pour le commerce. Les deux organisations publieront cette année la troisième édition du Panorama de l'Aide pour le commerce.

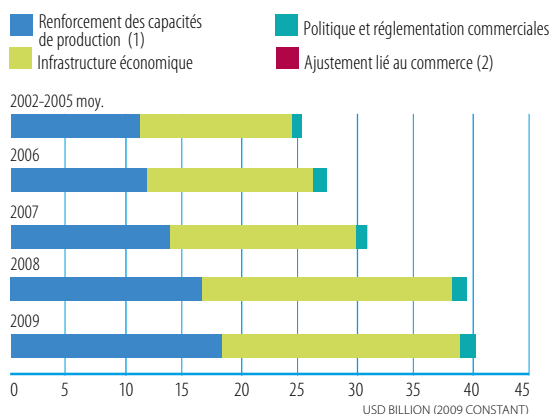
Qu'est-ce que l'initiative «Aide pour le commerce» a permis de réaliser pour les PMA depuis 2005?

a) Ressources additionnelles

Depuis l'adoption du Programme d'action de Bruxelles en 2001, les donateurs ont engagé 66 milliards de dollars EU pour aider les PMA à surmonter les déficiences structurelles et le manque de capacités qui limitent leur aptitude à tirer le meilleur parti des débouchés commerciaux. Les engagements sont passés de 5,2 milliards de dollars EU en 2002 à 12,1 milliards de dollars EU en 2009, soit une augmentation de 133 pour cent en termes réels et un taux de croissance beaucoup plus rapide que le taux de 73 pour cent enregistré pour les flux globaux d'aide pour le commerce. Par ailleurs, si ces derniers n'ont augmenté que de 2 pour cent entre 2008 et 2009, ceux en faveur

Aide pour le commerce par catégorie

Engagements, en milliards de dollars EU (dollars constants de 2009)



Source: Base de données du CAD de l'OCDE sur les activités au titre de l'aide (SNPC)

1. Le renforcement des capacités de production englobe les activités de développement du commerce identifiables dans le SNPC depuis 2007.
2. Les données sur l'ajustement lié au commerce sont disponibles depuis 2007.

des PMA ont continué de progresser de 20 pour cent. En conséquence, la part des PMA dans l'Aide totale pour le commerce est passée de 26,5 pour cent en moyenne entre 2002 et 2005 à 30,4 pour cent en 2009 – alors même que l'Aide pour le commerce atteignait au total 40,1 milliards de dollars EU.

b) Intégration du commerce dans les PMA

La plupart des gouvernements sont conscients du rôle crucial du commerce, mais ils ne sont pas aussi nombreux à mettre en place des stratégies opérationnelles qui visent à exploiter le potentiel en faveur de la croissance économique et du développement qu'offre l'intégration dans des systèmes commerciaux régionaux et multilatéraux. Or, si le commerce n'apparaît pas comme une priorité dans la stratégie nationale, la communauté des donateurs se concentrera sur d'autres

Selon les études effectuées par l'OCDE et l'OMC, le message commence à passer – à la fois dans les PMA et parmi les donateurs. Plus de 40 pour cent des PMA qui ont répondu au questionnaire conjoint OCDE-OMC pour le

suivi et l'évaluation ont fait état d'importantes améliorations dans le dialogue engagé avec les donateurs depuis 2008 dans le cadre de l'Aide pour le commerce – et plus de 50 pour cent ont aussi signalé des progrès au niveau des dialogues internes. Les examens des politiques commerciales de la République démocratique du Congo, du Malawi et un examen conjoint du Burkina Faso, du Bénin et du Mali soulignent toutes les avancées réalisées pour ce qui est de l'intégration opérationnelle du commerce dans les stratégies nationales de développement.

c) Impact de l'Aide pour le commerce sur le terrain

Dans le cadre de leur étude de suivi et d'évaluation, l'OCDE et l'OMC ont demandé des renseignements sur les expériences acquises dans le domaine de l'Aide pour le commerce. Le nombre des réponses reçues a été de 269, dont 33 ont été présentées par des PMA. Dans le texte qui en a résulté, un choix indicatif de cas d'expérience extraits de cette riche masse d'informations a été effectué qui met en relief l'expérience accumulée par les PMA sur le terrain en matière d'Aide pour le commerce. Le tableau général qui s'en dégage fait apparaître des progrès réguliers mais obtenus de haute lutte. L'analyse thématique porte sur les points suivants:

- Le rôle que l'Aide pour le commerce et l'accession à l'OMC ont joué à l'appui de la stratégie de croissance économique du Cap-Vert, laquelle a permis à ce pays de quitter le statut de PMA;
- Les progrès obtenus en Zambie en matière d'intégration du commerce dans la stratégie nationale de développement au moyen du CIR – et le fait que des processus analogues montent actuellement en puissance dans d'autres PMA;
- La manière dont l'Aide pour le commerce aide le pays désigné comme plus grand pays réformateur selon l'indice «Doing Business» (facilité de faire des affaires) de la Banque mondiale, le Rwanda, à faire en sorte que son programme de réforme ait des retombées positives en collaborant avec les pays voisins pour promouvoir des réformes analogues;
- La raison pour laquelle, dans le cadre des perspectives commerciales sud-sud et régionales croissantes, les pays redoublent d'efforts pour remédier aux problèmes des échanges transfrontières – et le fait que l'Aide pour le commerce commence à engranger des succès;
- La manière dont l'Aide pour le commerce peut faciliter le respect des normes et le passage de l'accès au marché à l'entrée sur le marché – et ce qu'il adviendra si cette aide est traitée comme une dépense ponctuelle et non comme un engagement permanent; et
- Les enseignements que les PMA peuvent tirer de l'expérience de chacun, par exemple pour la production et l'exportation de riz.

d) Résultats commerciaux des PMA

Durant la décennie 2000-2009, les exportations totales des PMA ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 14,6 pour cent, soit presque le double de la moyenne mondiale (7,8 pour cent). Les combustibles et les produits des industries extractives, qui représentent plus de 60 pour cent des exportations totales des PMA, ont été le moteur principal de cette croissance. Toutefois, les vêtements constituent la deuxième catégorie d'exportations, suivis par les produits alimentaires (15 et 10 pour cent des exportations totales des PMA, respectivement). Si leur base d'exportation est restée étroite, les PMA sont parvenus à diversifier quelque peu les marchés de destination de leurs produits. Les marchés des pays en développement absorbent 49 pour cent des exportations totales des PMA – la Chine étant désormais le principal marché de destination, ayant absorbé 21 pour cent des exportations de marchandises des PMA en 2009. Ainsi, si la concentration des exportations reste une réalité, des signes encourageants de diversification existent principalement à l'échelle des marchés.

Diverses études soulignent la corrélation positive qui existe entre l'Aide pour le commerce et les résultats à l'exportation. Par exemple:

- Il ressort d'une étude de l'impact des projets de renforcement des capacités commerciales exécutés par l'USAID que 1 dollar EU investi par l'Agence rapporte 42 dollars EU en exportations originaires de pays en développement deux années plus tard. L'étude a aussi montré que les incidences étaient encore plus favorables sur les exportations de pays où l'USAID travaille au titre du «Cadre intégré» pluridonateurs, ce qui accrédite la thèse selon laquelle une coordination et une collaboration étroites des donateurs permettent d'optimiser les effets potentiels des projets. L'évaluation a aussi permis d'établir que les projets axés directement sur les femmes obtenaient des résultats supérieurs à la moyenne. Selon les évaluateurs, les projets de l'USAID ont un impact direct et mesurable sur certains indicateurs de croissance économique communs que sont la création d'emplois, l'amélioration du revenu des ménages et l'accroissement des recettes du secteur privé.
- Les évaluations empiriques entreprises par le Secrétariat du Commonwealth montrent que les flux d'Aide pour le commerce se sont très favorablement répercutés sur les pays bénéficiaires. Il a été noté en particulier que les mesures de facilitation prises dans le cadre de l'Aide pour le commerce avaient eu des effets conséquents sur la réduction des coûts commerciaux. On a constaté qu'en doublant l'aide consacrée à la facilitation des échanges, on pouvait réduire les coûts d'importation de 5 pour cent. Des éléments d'ordre quantitatif prouvent aussi qu'une augmentation de l'aide accordée aux infrastructures économiques se répercute favorablement sur les résultats à l'exportation. En général, pour l'ensemble des économies en développement, en multipliant cette aide par deux, on obtient une augmentation de 3,5 pour cent des exportations de marchandises des pays bénéficiaires.
- La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique s'est interrogée sur le fait de savoir s'il y avait un lien entre l'Aide pour le commerce et les coûts d'exportation d'un conteneur de 20 pieds en provenance de l'Afrique. Les résultats montraient qu'une augmentation de 1 pour cent de l'aide pour le commerce réduisait les coûts d'exportation d'un tel conteneur de 0,11 pour cent. Autrement dit, une augmentation de 10 pour cent de l'aide pour le commerce réduit les coûts d'exportation de 1,1 pour cent. Pour apprécier ce résultat à sa juste valeur, il faut rappeler que des millions de conteneurs de 20 pieds transitent par les ports africains pour l'exportation. Dans ce contexte, l'Aide pour le commerce peut beaucoup jouer sur la réduction des coûts commerciaux en Afrique.
- De bons résultats s'affichent actuellement à l'échelle des projets et des programmes. Parmi les exemples cités figurent la réduction des temps de transit aux frontières: par exemple, le temps nécessaire pour traverser la frontière de Laobao (RDP lao) à Dansavanh (Viet Nam) est passé de 487 minutes (avant le projet de la Banque asiatique de développement) à 151 minutes (après le projet). Et la réduction des délais de dédouanement, par exemple grâce à l'installation du logiciel mondial

SYDONIA dans le système douanier haïtien avec l'appui de la CNUCED, a permis de réduire les délais nécessaires de quatre jours à deux heures pour les déclarations en circuit vert.

e) L'Aide pour le commerce en faveur des PMA donne ses premiers résultats

L'initiative «Aide pour le commerce» commence à donner des résultats pour les PMA. Elle mobilise actuellement davantage de ressources. Les PMA et leurs partenaires de développement commencent à recourir plus activement au commerce comme instrument de croissance et de développement économiques. Les études effectuées actuellement sur l'impact de l'Aide pour le commerce sur le terrain incitent à l'optimisme. Les résultats commerciaux des PMA sont en train de s'améliorer et même si la concentration des exportations reste une préoccupation capitale, la diversification du marché affiche des tendances encourageantes. Le défi consiste maintenant à consolider ces succès difficilement obtenus et à s'appuyer sur eux pour la suite.

NOTES

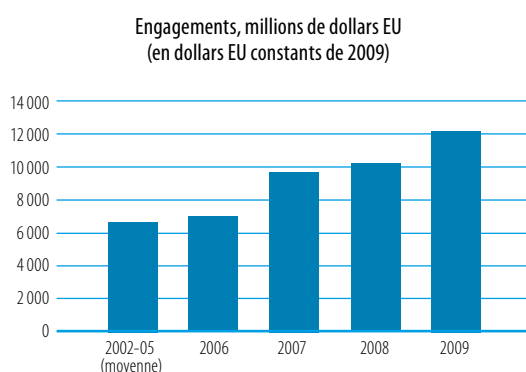
1 Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce de l'OMC (WT/AFT/1), 27 juillet 2006.

AIDE POUR LE COMMERCE EN FAVEUR DES PMA: **MOBILISATION** DE RESSOURCES ADDITIONNELLES

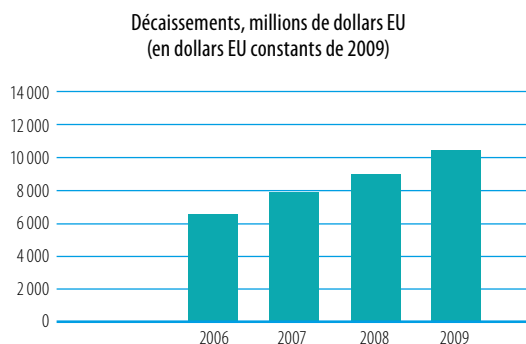
L'Aide pour le commerce engagée en faveur des PMA s'accroît ...

Depuis l'adoption du Programme d'action de Bruxelles en 2001, les donateurs ont engagé 66 milliards de dollars EU pour aider les PMA à surmonter les déficiences structurelles et le manque de

Figure 1: Aide pour le commerce en faveur des PMA



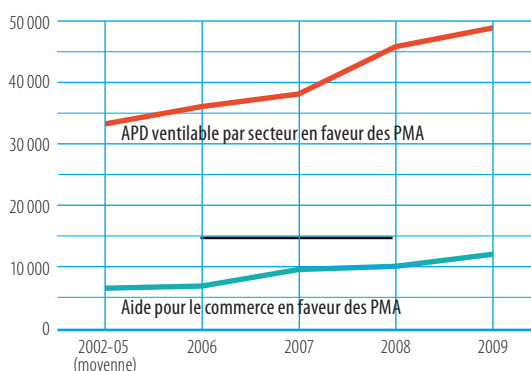
Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)



Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)

Figure 2: Aide pour le commerce et APD ventilable par secteur en faveur des PMA

Engagements, millions de dollars EU (en dollars EU constant de 2009)



Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)

capacités qui limitent leur aptitude à tirer le meilleur parti des débouchés commerciaux.¹ Les engagements sont passés de 5,2 milliards de dollars EU en 2002 à 12,1 milliards en 2009, soit une hausse de 133 pour cent en termes réels et un taux de croissance beaucoup plus rapide que les 73 pour cent enregistrés pour les flux mondiaux d'aide pour le commerce.¹ En outre, alors que les flux mondiaux d'aide pour le commerce n'ont augmenté que de 2 pour cent entre 2008 et 2009, ceux en faveur des PMA ont continué de croître de 20 pour cent. En conséquence, la part des PMA dans l'aide totale pour le commerce est passée de 26,5 pour cent pendant la période de référence à 30,4 pour cent en 2009. En outre, plus des deux tiers de l'ensemble des nouveaux engagements sont fournis sous forme de dons contre la moitié seulement pour les engagements contractés pendant la période de référence.

... les décaissements progressant au même rythme ...

On entend par décaissements les versements effectifs opérés au titre des engagements contractés les années précédentes à l'appui des programmes et des projets. Le montant croissant des décaissements en faveur des PMA témoigne du fait que les engagements de plus en plus importants pris ces dix dernières années se concrétisent. En effet, entre 2006² et 2009, 27 milliards de dollars EU au total ont été versés pour financer un large éventail de programmes et de projets liés au commerce. Suivant cette tendance à la hausse, les décaissements ont aussi progressé régulièrement, passant de 5,2 milliards de dollars EU en 2006 à 8,3 milliards de dollars EU en 2009.³

... mais elle ne progresse pas autant que l'aide aux secteurs sociaux ...

Au vu des besoins urgents d'un certain nombre de PMA, en particulier dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation, il faut s'attendre à ce que l'aide pour le commerce passe après l'aide aux secteurs sociaux. De fait, pour le groupe des PMA dans son ensemble, la part de l'aide pour le commerce dans l'aide ventilable par secteur s'établit en moyenne à 22 pour cent, contre 33 pour cent actuellement pour le monde. Toutefois, la part des PMA ne cesse d'augmenter, ce qui montre que les donateurs sont sensibles à l'importance et à la priorité croissantes accordées au commerce dans les stratégies de développement nationales des PMA.

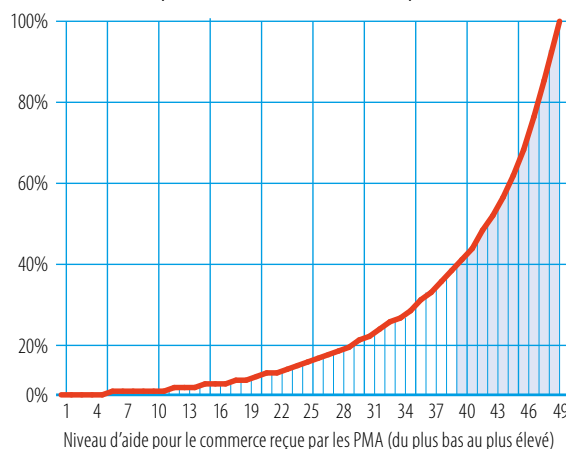
... elle est relativement concentrée ...

L'Aide pour le commerce en faveur des PMA est relativement concentrée, les dix premiers bénéficiaires représentant 66 pour cent des flux entre 2002 et 2009. À l'inverse, les dix derniers PMA ont reçu 1,3 pour cent des flux totaux en direction des PMA. Les dix premiers bénéficiaires, toutefois, représentent 58 pour cent de la population totale des PMA, alors que les dix derniers n'en représentent que 7 pour cent (le Myanmar à lui seul en représente 6 pour cent).

... les dix premiers PMA recevant les deux tiers de cette aide ...

L'Afghanistan a reçu près de 9 milliards de dollars EU entre 2002 et 2009 et reste le premier PMA bénéficiaire de l'aide pour le commerce, suivi par le Bangladesh avec 7 milliards de dollars EU. Les huit autres principaux bénéficiaires sont des PMA africains. Les flux d'aide pour le commerce en République démocratique du Congo, en Ouganda et au Burkina Faso ont tous augmenté de manière conséquente pendant la période allant de 2002 à 2009, alors que les flux en direction de l'Afghanistan, du Bangladesh, de la Tanzanie, du Mozambique et de Madagascar ont tous diminué en 2009.

Figure 3: Indice de concentration
Aide pour le commerce en faveur des PMA 2002-2009
Engagements, millions de dollars EU
(en dollars EU constants de 2009)



Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)

TABLEAU 1: Dix premiers bénéficiaires, par engagements totaux en millions de dollars EU

(en dollars EU constants de 2009)

	Engagements					Engagements totaux 2002-09
	2002-05 (moyenne)	2006	2007	2008	2009	
Afghanistan	759.2	1 267.2	1 478.2	1 692.0	1 509.5	8 983.8
Bangladesh	830.0	580.1	1 008.9	1 187.9	892.2	6 989.2
Éthiopie	533.5	729.2	912.8	740.7	883.6	5 400.3
Tanzanie	412.5	429.8	586.9	1 325.2	881.3	4 873.1
Congo, Dém. Rép.	512.9	161.0	479.7	267.4	724.6	3 684.3
Ouganda	258.3	191.7	739.7	305.5	1 017.9	3 288.1
Mozambique	354.5	346.5	488.1	520.0	430.4	3 202.8
Mali	183.0	154.8	776.3	582.7	604.5	2 850.3
Burkina Faso	230.5	173.7	174.9	255.6	577.7	2 103.8
Madagascar	294.5	163.2	233.5	404.7	55.2	2 034.7
TOTAL						43 410.4

Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC) au 04/04/2011

... et les dix derniers en recevant moins de 1,5 pour cent.

De nombreux petits États insulaires et États touchés par des conflits figurent parmi les PMA qui ont reçu des flux d'aide pour le commerce modestes pendant la période 2002-2009. La Somalie, le Myanmar ont reçu une assistance limitée pour renforcer leurs capacités commerciales, et les autres pays figurant parmi les dix derniers comptent pour la plupart peu d'habitants. Tuvalu, par exemple, ne compte qu'un peu plus de 13 000 habitants et Kiribati 99 000. En conséquence, ces pays reçoivent de petits flux d'aide

pour le commerce, même si l'aide pour le commerce par habitant est plutôt élevée – 107 et 87 dollars EU respectivement pour Tuvalu et Kiribati – contre un peu moins de 6 dollars EU pour les flux mondiaux. Pour beaucoup des dix derniers bénéficiaires, toutefois, les flux ont augmenté pendant la période allant de 2002 à 2009. Par exemple, les Comores ont reçu 31,8 millions de dollars EU, soit plus que les huit années précédentes prises ensemble, tandis que Sao Tomé-et-Principe, les Maldives et Myanmar ont aussi enregistré des hausses régulières et conséquentes. Les flux d'aide pour le commerce en direction des Îles Salomon et de Djibouti ont beaucoup fluctué.

TABEAU 2: Dix derniers bénéficiaires de l'aide pour le commerce en millions de dollars EU

(en dollars EU constants de 2009)

	Engagements					Engagements totaux 2002-09
	2002-05 (moyenne)	2006	2007	2008	2009	
Guinée équatoriale	0.9	0.0	0.8	0.2	1.1	5.9
Tuvalu	4.2	0.9	10.5	5.1	1.4	34.9
Kiribati	7.9	1.4	16.4	5.0	8.7	63.2
Comores	4.6	9.4	7.4	1.8	31.8	68.9
Sao Tomé et Principe	8.1	8.8	6.6	3.8	23.9	75.7
Somalie	4.5	9.3	9.5	25.5	39.9	102.2
Maldives	8.7	2.6	30.8	13.4	26.7	108.5
Myanmar	11.7	16.0	10.9	21.7	21.1	116.7
Îles Salomon	12.2	46.5	5.5	18.8	6.5	126.1
Djibouti	23.4	0.8	5.5	12.9	22.7	135.6
TOTAL						837.7

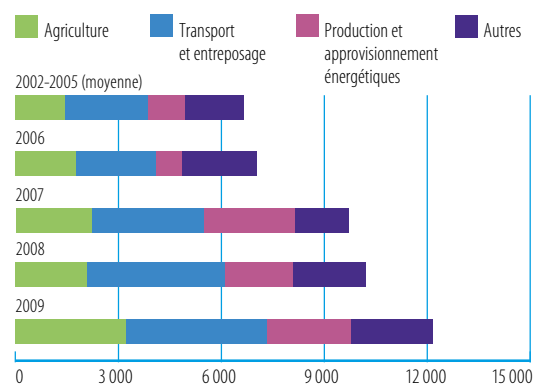
Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC) au 04/04/2011

Les transports, l'agriculture et l'énergie reçoivent la plus grande partie du soutien ...

Trois secteurs dominent les flux d'aide pour le commerce: les transports et l'entreposage, l'énergie et l'agriculture. Ensemble, ils attirent 80 pour cent des ressources au titre de l'aide pour le commerce. C'est systématiquement le cas depuis la période 2002-2005 où les trois secteurs représentaient déjà 74 pour cent des flux d'aide totale pour le commerce. C'est l'aide à des conditions libérales au secteur agricole qui s'est le plus développée, en particulier depuis 2008, lorsque les PMA ont donné une attention prioritaire à l'agriculture en réaction aux crises alimentaires. En 2009, 38 pour cent de tout le soutien des donateurs à ce secteur se destinait aux PMA. Ces trois secteurs et en particulier les infrastructures économiques ont été cités comme des domaines prioritaires par les PMA dans leur réponse à l'étude effectuée par l'OCDE et l'OMC sur l'Aide pour le commerce en 2009 et 2011.

Figure 4: Répartition sectorielle de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA

Engagements, millions de dollars EU (en dollars EU constant de 2009)



Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)

Les cinq premiers donateurs fournissent plus de 70 pour cent de l'aide pour le commerce en faveur des PMA ...

Le Groupe de la Banque mondiale, avec 3,4 milliards de dollars EU, est le premier prestataire d'aide pour le commerce en faveur des PMA, suivi par les États-Unis (1,9 milliard de dollars EU), l'Union européenne (1,3 milliard), le Japon (1 milliard) et la Banque africaine de développement (1 milliard aussi). Ensemble, ces cinq premiers donateurs ont fourni plus de 70 pour cent de l'aide totale pour le commerce en faveur des PMA en 2009, suivis par le Royaume-Uni, le Fonds international de développement agricole, les Émirats arabes unis, le Canada et la Corée qui comptent pour 14 pour cent de l'aide totale pour le commerce en faveur des PMA. La croissance de l'aide pour le commerce fournie par la Corée en faveur des PMA est particulièrement remarquable. Depuis que la Corée a commencé à fournir des données au SNPC en 2006, l'aide est passée de 60 à 250 millions de dollars EU, ce qui fait de ce pays le dixième donateur en volume pour l'aide au commerce en faveur des PMA.

En 2009, les donateurs bilatéraux ont alloué pratiquement un quart de leur aide totale pour le commerce aux PMA, ce pourcentage s'établissant à 37 pour cent pour les organismes multilatéraux. En outre, les donateurs bilatéraux ont tendance à axer davantage leur soutien sur le secteur agricole et bancaire, alors que les organismes multilatéraux s'attachent plutôt à renforcer les infrastructures économiques. La part qui revient aux politiques et règlements commerciaux est relativement faible du fait que ce type d'aide pour le commerce prend la forme d'une assistance technique.

... le plus souvent sous la forme de dons ...

Dans les deux tiers des cas, les PMA reçoivent l'APD sous la forme de dons, et dans le tiers restant, sous la forme de prêts. Suivant les PMA et les périodes, les montants d'APD fournis sous forme de prêts varient beaucoup. Par exemple, entre 2007 et 2009, le Bangladesh a reçu plus de 80 pour cent de son aide pour le commerce sous forme de prêts, l'Éthiopie 53 pour cent en moyenne et l'Afghanistan, systématiquement moins de 10 pour cent.

Des progrès encourageants ont été accomplis, mais les niveaux d'APD plafonnent ...

L'APD bilatérale dans son ensemble a augmenté de 6 pour cent en 2010 et l'OCDE prédit, sur la base d'une étude des plans de dépenses indicatifs, que l'APD globale continuera de s'accroître d'environ 2 à 3 pour cent en 2011 et en 2012. Si la part de l'aide pour le commerce dans l'aide ventilable par secteur se maintient et si les PMA conservent leur part croissante de l'aide totale pour le commerce, on peut alors escompter une croissance modeste à moyen terme. En outre, l'engagement récent pris par le G-20 concernant l'aide pour le commerce pourrait aussi avoir pour effet de mobiliser le soutien. L'engagement pris dans le cadre du Plan d'action pluriannuel pour le développement de Séoul a pris acte de l'engagement contracté par le G-20 d'au moins maintenir, au-delà de 2011, des niveaux d'Aide pour le commerce qui correspondent à la moyenne des trois dernières années (2006 à 2008).

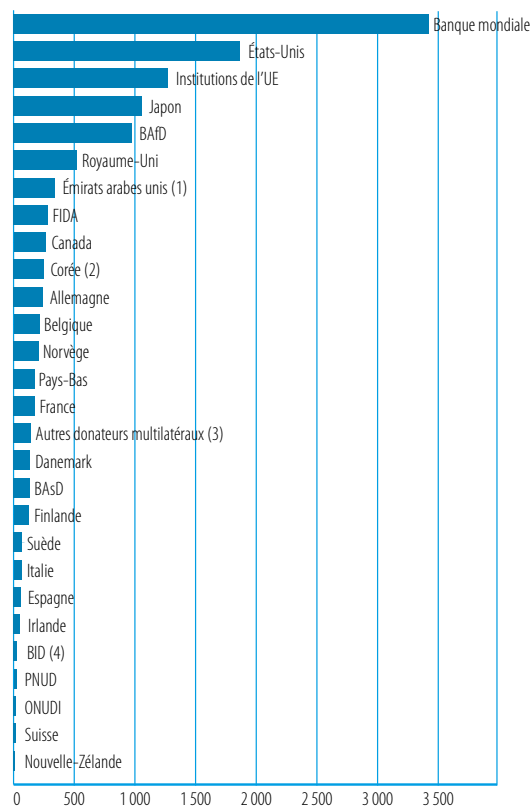
NOTES

1 Afin de suivre les flux d'aide pour le commerce et d'évaluer les progrès accomplis dans la concrétisation des annonces de contributions faites à la Conférence ministérielle de Hong Kong de 2005, l'OCDE a établi un niveau de référence pour l'aide pour le commerce de 2002 à 2005.

2 Initialement, le SNPC devait servir au suivi des engagements. Ce n'est que par la suite que des données sur les décaissements y ont été ajoutées et que depuis 2006 que ces données sont suffisamment fiables aux fins d'analyse.

3 On observe presque toujours un décalage de plusieurs années entre les décaissements et les engagements, surtout pour les infrastructures (OCDE/OMC 2009).

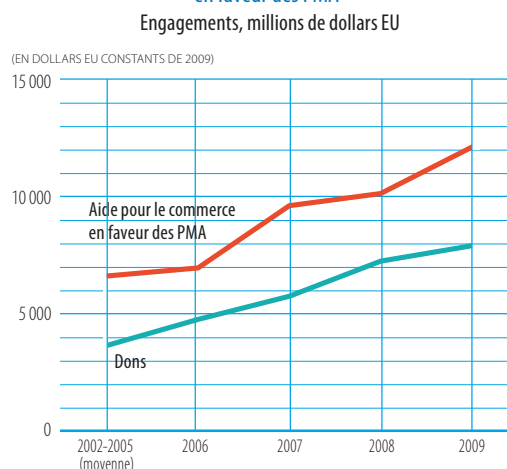
Figure 5: Aide pour le commerce en faveur des PMA pour les donateurs ayant fourni plus de 10 millions de dollars EU, 2009
Engagements, millions de dollars EU (en dollars EU constant de 2009)



Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)

1. Ce pays a commencé à fournir des données sur les flux au SNPC à compter du 2009.
2. La Corée est devenue membre du CAD le 1^{er} janvier 2010. Elle a commencé à rendre compte officiellement des flux d'aide en 2009. Les données relatives aux années précédentes peuvent être partielles.
3. Ce groupe comprend l'ACICI, l'UNICEF, le Fonds de l'OREP pour le développement international, le FEM, le PAM et le fonds nordique de développement. L'ACICI fournit aussi au SNPC des données spécialisées sur les flux concernant l'Aide pour le commerce.
4. La BID a révisé sa méthode d'élaboration de rapports au SNPC en 2010 concernant les flux de 2009. Toutefois, à l'heure actuelle, les données ne sont pas complètes pour les années précédentes.

Figure 6: Part des dons dans l'Aide pour le commerce en faveur des PMA



Source: OCDE-CAD, Système de notification des pays créanciers (SNPC)
Note: Les valeurs mobilières sont classées comme des prêts.

RETRAIT DE LA LISTE DES PMA: MISE EN ÉVIDENCE DU RÔLE DU COMMERCE

Seuls trois pays ont quitté la catégorie des pays les moins avancés (PMA) depuis sa création dans les années 1970: le Botswana (1994), le Cap-Vert (2008) et les Maldives (2011). L'un des cas d'expérience présentés concerne le Cap-Vert, qui a été radié de cette liste en 2008. Cet exemple souligne aussi la nécessité d'une transition fluide et d'un soutien permanent du processus de mutation économique – une conclusion importante pour d'autres PMA qui sont en voie de quitter ce statut.

Surmonter les défis intrinsèques du Cap-Vert ...

Archipel composé de dix îles, le Cap-Vert doit relever des défis intrinsèques liés à la fragmentation de son petit marché interne de 0,5 million de personnes et à des infrastructures de transport limitées très coûteuses. Le secteur manufacturier est soumis à des contraintes financières et représente moins de 20 pour cent du PIB. La capacité de production énergétique est limitée et les ressources en eau peu abondantes. Avec une faible superficie de terres arables et des conditions climatiques difficiles, le pays est peu propice à l'agriculture. La production alimentaire intérieure est limitée et le secteur agricole représente moins de 10 pour cent du PIB. De par ses taux élevés de migration de main-d'œuvre et sa dépendance vis-à-vis des importations, le Cap-Vert est particulièrement exposé aux chocs de la balance extérieure.

En dépit de ces paramètres défavorables, le Cap-Vert a été en mesure de tracer une trajectoire de croissance économique fondée sur la transformation structurelle. L'intégration du Cap-Vert dans l'économie mondiale se fonde sur la compétitivité croissante de son secteur des services. Sous l'impulsion d'un secteur touristique prospère, ces dernières années, les services sont devenus un moteur de croissance et de développement, représentant plus de 70 pour cent du PIB. La hausse des recettes qui en a résulté a aussi aidé le pays à compenser son déficit courant – l'exportation des marchandises d'origine nationale représente moins de 7 pour cent du PIB. Le commerce en pourcentage du PIB est passé de 67 pour cent environ en 2005 à 89 pour cent en 2009.

... en adoptant une vision et des priorités claires, incluant le commerce ...

Les progrès accomplis par le Cap-Vert ont été encouragés par des stratégies nationales de développement à long terme qui ont favorisé la mutation économique et la réduction de la pauvreté à compter des années 1990. Depuis 2003, la Stratégie de transformation économique trace la trajectoire du Cap-Vert de PMA à pays émergent. Cela s'est traduit par deux **Stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté** pour les périodes 2004-2007 et 2008-2011, qui soulignent la nécessité de promouvoir la croissance économique comme moyen de renforcer la capacité des plus défavorisés à accroître leurs revenus. La seconde stratégie, qui a été définitivement mise au point en mai 2008, a établi un «Programme de transformation» et souligné la nécessité de mieux intégrer le Cap-Vert dans l'économie mondiale afin de tirer parti de la mondialisation, d'assurer la viabilité du développement social et économique et d'améliorer la qualité de vie de la population.

TABLEAU 3: Appui au Cap-Vert dans les secteurs liés à l'Aide pour le commerce*En millions de dollars EU (aux prix constants de 2008)*

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Transport & entreposage	40.80	4.18	3.76	170.91	22.77	75.34	107.75
Communications	0.12	0.12	1.25	1.88	1.77	1.11	0.06
Énergie	0.37	0.19	..	0.02	..	0.21	51.40
Services bancaires & financiers	0.82	19.42	0.17	7.94	0.23	1.69	1.82
Services aux entreprises & autres services	0.89	1.48	0.07	28.00	0.53	0.28	0.66
Agriculture	4.06	3.59	1.08	15.86	0.92	2.05	5.87
Pêche	5.38	0.48	1.03	0.48	1.20	3.65	2.25
Industrie	1.07	1.11	0.02	0.43	0.55	0.74	0.57
Ressources minières & industries extractives	0.53	0.32	0.20	0.11	0.06	..	0.04
Politiques & règlements commerciaux	0.48	0.60	0.02	1.05	0.12	0.16	0.35
Tourisme	0.19	0.28	0.50	0.01	0.11	0.56	0.12
TOTAL	54.71	31.93	8.10	226.69	28.26	85.79	170.89

Source: OECD

... l'accession à l'OMC, vecteur de changement ...

L'accession du Cap-Vert à l'OMC a été un catalyseur nécessaire pour la transformation du pays et la réalisation des aspirations qui sont les siennes de devenir une économie de marché ouverte et concurrentielle à l'échelle mondiale. Le gouvernement du Cap-Vert a demandé l'accession à l'OMC en novembre 1999 et le 23 juillet 2008, le pays est devenu le 153^{ème} Membre de l'Organisation. La procédure d'accession a favorisé une profonde mutation législative et réglementaire: par exemple, pour se mettre en conformité avec les engagements pris dans le cadre de l'OMC, les pouvoirs publics ont été amenés à revoir la structure centralisée des marchés publics, et le code fiscal et douanier.

... un engagement soutenu des partenaires de développement ...

Divers partenaires de développement ont appuyé le processus d'accession du Cap-Vert à l'OMC, dont l'UE (par le biais de son Programme TradeCom) et l'OMC elle-même. Plus largement, le Cap-Vert a bénéficié de la participation active d'un large éventail de donateurs bilatéraux et multilatéraux et de partenaires sud-sud, dont l'Autriche, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Brésil, la Chine, l'Espagne, le Fonds d'Abu Dhabi, le Fonds de l'OPEC, le Fonds saoudien, la France, le Japon, le Luxembourg, le Portugal et d'autres. Depuis 2005, le Cap-Vert a aussi bénéficié d'un Groupe d'appui budgétaire pour aligner l'appui budgétaire des donateurs sur sa Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté et procéder à l'harmonisation nécessaire. Les données de l'OCDE montrent que l'essentiel de l'appui extérieur relevant des catégories classées comme Aide pour le commerce a été affecté à l'amélioration des infrastructures portuaires, aéroportuaires et routières pour prendre en charge le transit accru de marchandises, de voyageurs et de fret (quelque 425 millions de dollars sur un total de 606 millions entre 2002 et 2008). L'Aide pour le commerce a favorisé l'essor du secteur des services.

... a encouragé la confiance des investisseurs ...

Une bonne gestion économique, un soutien durable des donateurs au programme économique et à la refonte structurelle mis en œuvre par l'administration publique ont contribué à favoriser des évolutions positives dans le domaine de l'investissement privé au Cap-Vert. Les entrées nettes d'investissement étranger direct ont régulièrement progressé. L'investissement étranger direct est passé de 1,6 pour cent du PIB en 2001 à 13,8 pour cent en 2008. **En 2007, pour la première fois, les entrées d'IED ont davantage augmenté que l'aide reçue par le Cap-Vert.**

... a porté ses fruits en matière d'atténuation de la pauvreté et de progrès dans la réalisation des OMD ...

Le Cap-Vert a été radié de la liste des PMA au début de 2008. La croissance économique, accompagnée par des politiques rationnelles et une stabilité politique, a permis de faire beaucoup progresser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le Cap-Vert a déjà atteint quatre des sept OMD – éducation primaire pour tous, égalité entre les sexes, réduction de la mortalité infantile et maternelle – et c'est l'un des pays africains qui a les meilleurs indicateurs sociaux. L'indice de pauvreté du Cap-Vert a enregistré une forte baisse, tombant de 36,7 pour cent en 2000 à 26,7 pour cent en 2008 et des progrès ont été accomplis dans la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies. Le Cap-Vert est sur la bonne voie pour atteindre tous les OMD.

... mais un soutien reste nécessaire pour poursuivre cette trajectoire positive ...

Les pays qui sortent du statut de PMA rencontrent tout de suite des problèmes. Par exemple, en ne bénéficiant plus de préférences commerciales, ils doivent faire face à un environnement commercial plus concurrentiel. Le risque existe aussi que les partenaires de développement détournent leur attention en faveur d'autres pays prioritaires. La communauté internationale reconnaît ces problèmes et a pris des mesures pour faciliter l'intégration dans l'économie mondiale des pays qui perdent leur statut de PMA. Le Cap-Vert continue de bénéficier du soutien permanent de partenaires de premier plan. Par exemple, l'Union européenne a établi un Accord de partenariat spécial qui ouvre accès au marché européen et promeut les activités tendant à réduire les vulnérabilités structurelles du pays; le Cap-Vert a aussi obtenu des fonds des États-Unis dans le cadre du Compte du Millénaire qui vise à contribuer au passage d'une économie dépendante de l'aide à une économie durable menée par le secteur privé.

Leçons à tirer pour les autres PMA

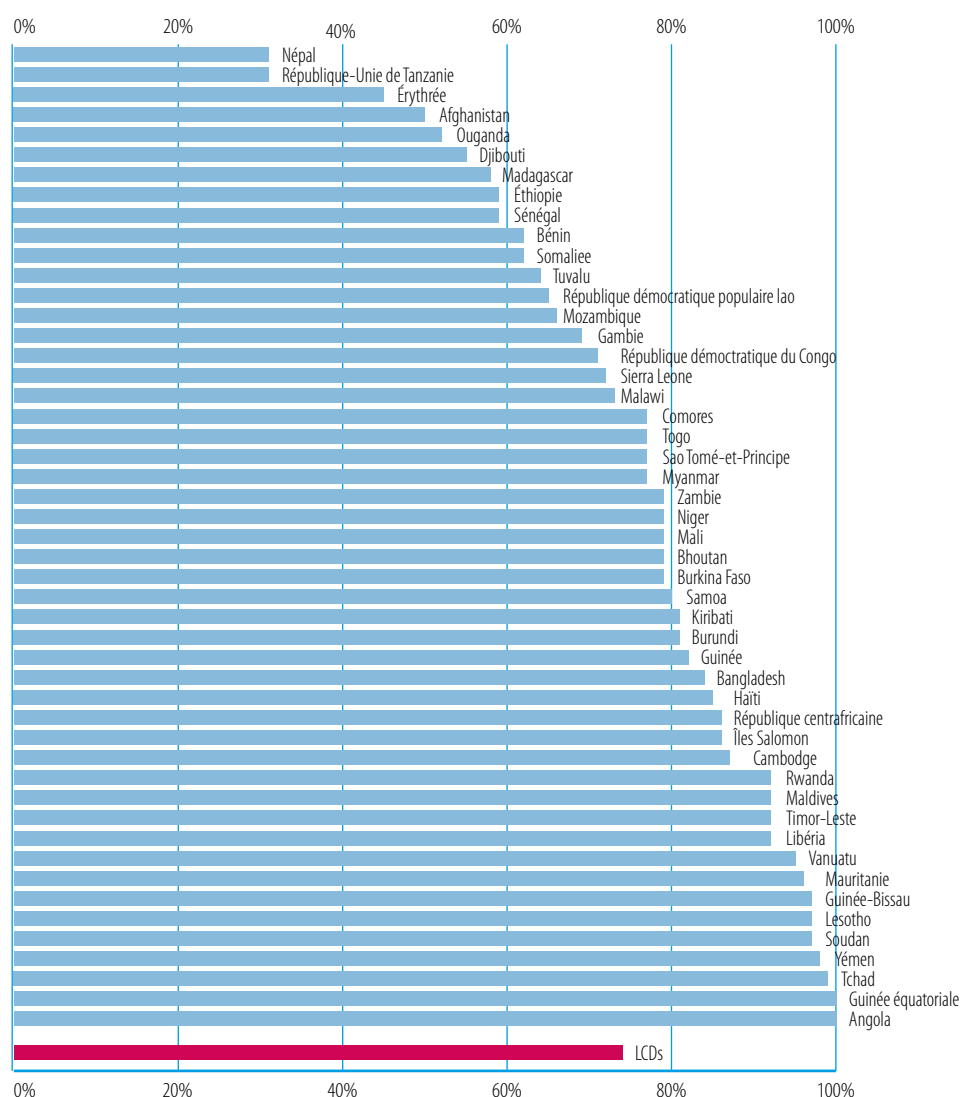
Le cas d'expérience du Cap-Vert illustre parfaitement la manière dont une politique économique rationnelle conjuguée à une libéralisation économique et commerciale, ainsi qu'à l'accession à l'OMC et au soutien constant des donateurs, peuvent constituer une formidable recette de croissance et de réduction de la pauvreté. Il est intéressant de noter que la croissance du secteur des services a été le principal moteur de croissance économique dans ce petit pays insulaire en développement pauvre en ressources. L'aide a aidé les pouvoirs publics à mettre en œuvre leur vision et leur stratégie, et elle a aussi été orientée vers des secteurs importants pour le commerce et la croissance économique, créant des conditions favorables aux courants d'investissement.

LE CADRE **INTÉGRÉ** RENFORCÉ: UTILISATION DU COMMERCE COMME INSTRUMENT DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

L'initiative «Aide pour le commerce» vise à permettre aux pays en développement, en particulier aux PMA, d'utiliser le commerce plus efficacement pour promouvoir la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté et atteindre leurs objectifs de développement, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement. La réalité qui s'impose aux PMA est que leur structure commerciale actuelle les rend vulnérables aux chocs extérieurs – un fait que la récente crise économique mondiale a une nouvelle fois souligné.

La cause de ce phénomène, la concentration des exportations, ressort clairement de la figure

Figure 7: Part des trois premiers produits des PMA dans leurs exportations totales de marchandises, 2008



Source: Secrétariat de l'OMC.

ci-dessus. En l'absence de liens entre le commerce et les secteurs productifs de l'économie dans le plan national de développement, les ressources ne sont pas allouées par le gouvernement ou les partenaires de développement et l'investissement privé reste limité aux quelques domaines où les PMA ont fait la preuve d'un avantage comparatif. Ainsi, le pays continue à compter sur une base d'exportations étroite et sur un petit nombre de marchés bien que la diversification des exportations constitue une priorité politique élevée pour les pouvoirs publics et les acteurs du développement.

... recenser les besoins en matière de commerce, et en tenir compte dans les cadres de planification ...

Un cas d'expérience soumis par la Finlande et la Zambie souligne cette problématique. En dépit de son désir de diversifier l'économie pour qu'elle ne soit plus tributaire du cuivre et d'étendre la base de production à l'exportation, la Zambie n'a pas d'emblée expressément intégré le commerce dans ses plans et stratégies de développement au début des années 2000. Les choses ont commencé à changer lorsque la Zambie est devenue bénéficiaire du Cadre intégré en 2004 et du Cadre intégré renforcé en 2007.

Le commerce est maintenant intégré dans le cinquième Plan de développement national de la Zambie pour 2006-2010 qui met l'accent sur un certain nombre de secteurs économiques et sociaux prioritaires. Dans les divers secteurs économiques (agriculture, industries extractives, communication et météorologie, infrastructures, tourisme, industrie manufacturière), la stratégie mentionne constamment le commerce et les exportations, et non pas seulement dans la section sur le commerce intérieur et extérieur où les principaux objectifs du programme commercial sont énoncés. Mais il n'a pas été facile d'en arriver là et la mise en œuvre de cette déclaration d'intention politique sur le plan opérationnel est un constant défi.

... ce n'est pas toujours simple ...

Il a été difficile en particulier de mettre en place les réseaux de communication interministériels nécessaires. Le fait que cette question n'ait pas été réglée a retardé de près d'un an l'approbation officielle de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce. Le problème, notamment, était qu'il fallait trouver les moyens de faire en sorte que les structures du CIR travaillent en synergie avec les institutions et les mécanismes existants. La solution retenue a consisté à fusionner le processus de CI/CIR et le Programme de réforme pour le développement du secteur privé.

Les difficultés initiales rencontrées pour la création de mécanismes institutionnels, le caractère irrégulier des engagements pris par les donateurs au début de cette période initiale et l'engagement limité de certaines parties prenantes au lancement, ont fait que le processus a été critiqué comme contraignant et lent sur le plan administratif. Ces observations se répètent dans les cas d'expérience soumis par le Malawi, l'Éthiopie et le Niger. On citera parmi les autres facteurs le flou qui règne quant aux liens existants entre l'Aide pour le commerce et le CIR. Cela peut potentiellement compliquer les choses, en particulier lorsque le pays partenaire considère que l'Aide pour le commerce n'est pas un processus, mais un courant de financement.

Dans une communication, la CUTS (Consumer Unity & Trust Society) souligne les problèmes auxquels sont confrontées les autorités zambiennes pour veiller à ce que la consultation sur les priorités en matière de capacité commerciale soit ouverte au plus grand nombre, dont des représentants des entreprises situées en dehors des principales villes et des groupes fréquemment marginalisés comme les négociants informels, les petits agriculteurs, etc. Plusieurs autres cas d'expérience insistent vivement sur la participation des femmes qui pratiquent le commerce à ces concertations – et l'impact puissant que l'autonomisation économique des femmes a sur l'avancement de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

... mais c'est un processus qui vaut la peine

Comme le montre le cas d'expérience de la Zambie, le CIR offre un mécanisme permettant d'obtenir un surcroît de ressources au titre de l'Aide pour le commerce, la fusion des mécanismes nationaux du CIR et des processus gouvernementaux permettant d'assurer l'appropriation des programmes par les intéressés et la durabilité de l'action entreprise. En inscrivant le commerce dans le cinquième Plan de développement national zambien, les partenaires de développement du pays ont également pu choisir le commerce parmi les priorités qu'ils financent – processus qui est encore facilité par le dynamisme du facilitateur des donateurs du CIR et par le mécanisme national. Une communication du Mécanisme mondial met en relief la manière dont en Ouganda ainsi qu'au Mali, les processus du CIR ont joué un rôle important dans les efforts tendant à intégrer les priorités commerciales dans les plans nationaux de développement et à sensibiliser les donateurs aux liens intersectoriels et au manque d'efficacité des programmes isolés.

Le cas d'expérience présenté par la République démocratique du Congo (RDC) souligne que le renforcement du Cadre intégré mis en œuvre en 2007 a permis de tirer des enseignements de l'expérience acquise et de les mettre en pratique. Selon le tableau dressé dans ce cadre, un processus plus régulier a été suivi pour l'établissement et la validation de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce. En outre, le moment choisi pour la validation de l'EDIC, juillet 2010, devrait assurer l'intégration du commerce dans le nouveau document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté pour 2011-2015 – une conclusion également appuyée par l'examen de la politique commerciale de la RDC effectuée par l'OMC en 2010.

Le cas d'expérience de la RDP lao montre que des approches novatrices sont aussi actuellement à l'essai par le biais du CIR. Le Fonds pour le développement du commerce a posé les fondements d'une approche sectorielle du développement du commerce et du secteur privé, en s'inspirant de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme analogue exécuté au Cambodge. L'évaluation initiale laisse entendre que, dans ce cadre, l'assistance mobilisée a été plus importante et mieux alignée sur les priorités et les systèmes de mise en œuvre de l'État.

... en particulier lorsque les nouveaux projets ultérieurs tiennent compte des domaines prioritaires ...

D'autres cas d'expérience soumis par des PMA évoquent des projets financés par le CI/R par le biais des guichets 1 et 2. Par exemple, le Tchad donne l'exemple d'un projet de promotion de l'industrie du cuir par des études de marché et de chaîne de valeur et des activités de renforcement des capacités qui ont débouché sur un partenariat avec l'Institut du commerce extérieur (ICE) de l'Italie et le Centre pour le développement de l'entreprise (CDE) pour moderniser le secteur du cuir et accroître la valeur ajoutée locale. Le cas d'expérience de la République centrafricaine, qui a trait au renforcement de la capacité de production du secteur du sésame, met l'accent sur les possibilités d'accroissement de cette production et d'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux. Les Comores se réfèrent aussi à un projet visant à renforcer les services d'appui au commerce et à l'investissement en améliorant les procédures douanières et en développant le secteur du tourisme. Des améliorations des services d'appui aux entreprises ont aussi été financées aux Maldives où un projet a permis de simplifier les services d'immatriculation au registre du commerce dans ce pays qui a été récemment radié de la liste des PMA.¹

Les bonnes idées ne portent pas toujours leurs fruits et comme dans les cas d'expérience présentés sur d'autres projets de promotion commerciale, il existe aussi des domaines où des leçons peuvent être tirées, notamment pour ce qui est des retards de mise en œuvre et des problèmes de gestion de projets cités dans les cas d'expérience de Madagascar et du Niger. En outre, il est manifeste qu'un soutien à plus long terme pourrait être exigé dans certains cas pour atteindre les résultats escomptés – comme le souligne le projet sur les huiles essentielles du Burundi. Le CSEND a souligné un autre thème de réflexion, à savoir comment le CIR peut intervenir au niveau régional et favoriser la coordination entre donateurs.

... le CIR est un mécanisme essentiel de l'Aide pour le commerce pour les PMA ...

Le cas d'expérience présenté par le Lesotho illustre parfaitement la valeur que le CIR peut offrir aux PMA. «C'est un moyen de vaincre les défis liés à l'intégration du commerce dans la stratégie nationale de développement, et de mobiliser davantage de soutien au titre de l'Aide pour le commerce aux fins, en particulier, de réduire la vulnérabilité économique du Lesotho et de créer des emplois en dehors du secteur agricole. Étant donné l'accent relativement moindre mis sur le commerce et le renforcement des capacités commerciales dans le cadre de l'aide globale, et la grande vulnérabilité de l'économie du Lesotho, l'appui du CIR devient crucial pour intégrer le commerce dans la stratégie nationale de développement et mobiliser une Aide pour le commerce accrue, en particulier dans le domaine du renforcement de la capacité de production.»

NOTES

- 1 L'appui du CIR est disponible pour une nouvelle période de transition de trois ans pour les pays radiés de la liste des PMA.

RWANDA: AMBITION NATIONALE, RÉALITÉS RÉGIONALES

... Un solide programme de réforme ...

Le Rwanda a été désigné comme plus grand pays réformateur dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale pour 2010. Un chef d'entreprise rwandais doit suivre deux procédures prenant trois jours pour créer son affaire contre neuf procédures et 18 jours en 2005. Le coût a aussi très fortement baissé, tombant de 223 pour cent du revenu par habitant à 8 pour cent en 2010. Le transfert d'avoirs prend moins de temps grâce à la réorganisation de l'enregistrement et la fixation de délais légaux pour la durée de la procédure. Les investisseurs bénéficient d'une meilleure protection, la refonte des dispositions relatives à l'insolvabilité a été rationalisée et il peut être recouru à un plus large éventail d'avoirs comme garanties pour accéder au crédit. Le Rwanda a à cœur d'améliorer son environnement économique.

En octobre 2010, le Rwanda a lancé une feuille de route de sept ans pour sa transformation en pays à revenu intermédiaire pour 2017. Parmi les objectifs annoncés, le plan vise à une augmentation de 30 pour cent du niveau d'accès à l'électricité et à une montée en puissance de la production énergétique nationale de 80 à 1 000 mW, l'extension des services financiers à 80 pour cent de la population, et une augmentation de 12 pour cent par an de la production industrielle. Le Rwanda souhaite aussi se positionner comme un centre régional du commerce et des services.

... qui recueille le soutien des partenaires de développement ...

Les flux d'Aide pour le commerce en faveur du Rwanda ont considérablement augmenté à mesure que les partenaires de développement adhèrent au programme de réforme du pays.

TABLEAU 4: Flux d'aide pour le commerce en faveur du Rwanda 2002-2009,

en millions de dollars EU (aux prix constants de 2008)

	2002-2005 (moy.)	2006	2007	2008	2009
Renforcement de la capacité de production (1)	40.4	40.5	43.3	106.1	171.9
Infrastructure économique	37.9	84.7	54.6	59.2	228.2
Politique & réglementation commerciales	0.0	2.9	2.9	0.4	9.1
Trade-related Adjustment (2)			..	0.3	0.0
GRAND TOTAL	78.3	128.1	100.9	166.1	409.2

Source: Système de notification des pays créanciers (SNPC)

... un soutien qui donne des résultats ...

L'agriculture contribue à hauteur de plus de 30 pour cent au PIB national et produit 80 pour cent environ des recettes totales d'exportation. Au Rwanda, la pauvreté touche durement les zones rurales et est en grande partie due au plus lourd handicap du pays – la pénurie de terres. Quarante-cinq pour cent des foyers qui vivent sur moins de 1 hectare sont en dessous du seuil de pauvreté national; en moyenne, les ménages possèdent moins de 0,7 hectare. Et la pauvreté

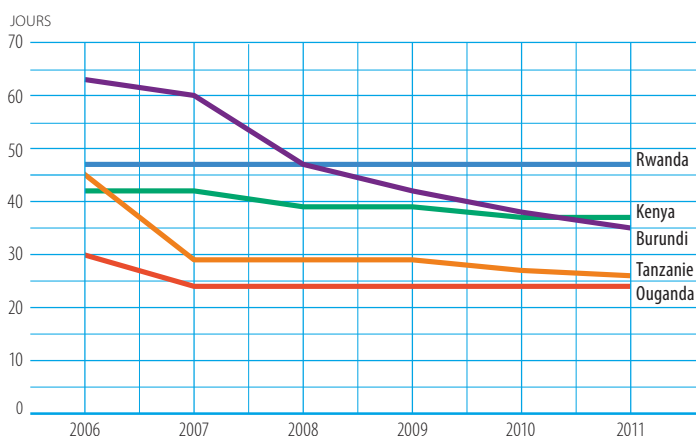
frappe beaucoup plus les femmes que les hommes: c'est pourquoi le Rwanda figure parmi les premiers pays à adopter des approches du développement tenant compte des différences entre les sexes.

L'Union européenne a présenté un cas d'expérience qui souligne l'impact de son soutien à l'agriculture du Rwanda. En 2009, le programme de l'UE avait contribué à une augmentation de 38,2 pour cent de la valeur totale des exportations pour le café et le thé. La part du café «fully washed» était passée de zéro à 24 pour cent tandis que la productivité du secteur du thé était passée de 5,7 à 7 tonnes de feuilles par hectare. Le café rwandais a aussi été promu sur les marchés internationaux par l'exportation d'un produit de qualité plus élevée. Les producteurs de café sont parvenus à négocier de meilleurs accords avec les acheteurs. Par exemple, en 2009, les stations de lavage pouvaient négocier entre 4,5 et 7 dollars EU le kilo de café vert de haute qualité. La mise en œuvre de la nouvelle raffinerie a permis à la Société de Pyrèthre au Rwanda (SOPYRWA) de fortement augmenter les prix sortie exploitation des fleurs séchées qui atteignent 2 dollars EU environ.

... mais les produits doivent accéder au marché ...

Il est crucial pour le Rwanda de faire en sorte que les progrès accomplis au niveau régional suivent le rythme des efforts nationaux. L'intégration régionale du commerce par le biais de la Communauté d'Afrique de l'Est et les efforts tendant à rénover et moderniser le système régional de transport sont indispensables pour le pays.

Figure 8: Temps nécessaire à l'exportation (en jours)



Source: Rapport "Doing Business" de la Banque mondiale dans la Communauté d'Afrique de l'Est, 2010

Le Rwanda est doublement enclavé du fait que ses voisins immédiats n'ont pas non plus d'accès direct à la mer. Pour utiliser le port de Mombasa, un négociant rwandais doit d'abord faire transiter les marchandises par l'Ouganda pour accéder au Kenya. Une étude de l'Organisation mondiale des douanes sur les délais de dédouanement a permis d'établir qu'il fallait en moyenne trois jours. Les expéditions dédouanées à des postes frontière terrestres (un jour) prenaient moins de temps que celles dédouanées à des postes intérieurs (six jours) et à des postes de douane aéroportuaires.

... des progrès sont en cours ...

Le projet sur la facilitation des échanges et des transports en Afrique de l'Est de la Banque mondiale aide à l'abaissement des coûts de transit et des temps de transport le long d'un itinéraire principal reliant le port maritime international de Mombasa à l'Ouganda et au Rwanda par le couloir de transport du Nord. Les temps de transit à la frontière entre l'Ouganda et le Kenya ont été réduits de trois jours à trois heures. La durée d'immobilisation à quai au port de Mombasa est passée de 19 à 13 jours et la durée de transit le long du tronçon Mombasa-Nairobi-Kampala de l'itinéraire de 15 à cinq jours. C'est encourageant pour le Rwanda. Les usines rwandaises envoient leur thé à près de 1 700 kilomètres dans les entrepôts et les ventes aux enchères de Mombasa le long du couloir de transport. Les améliorations des temps de transit se traduisent pas une baisse des coûts et une meilleure compétitivité. Le tout pour une culture qui contribue à hauteur de 25 pour cent aux recettes publiques et qui fournit des emplois à des milliers de petits agriculteurs et travailleurs.

... et ce qui est bon pour le Rwanda peut aussi réussir aux autres pays de la région ...

L'appui apporté par Trade Mark East Africa à l'Office burundais des recettes (OBR) afin qu'il rationalise et renforce les modalités de recouvrement des recettes, notamment par les douanes, a donné des résultats encourageants. Pour la période allant de juillet à décembre 2010, les recettes étaient déjà supérieures de 25 pour cent par rapport à ce qu'elles étaient à la même période en 2009 et le Burundi a également constaté une augmentation de 20 pour cent d'une année sur l'autre de 2009 à 2010; des réalisations qui ont été obtenues en simplifiant les procédures.

... mais des problèmes demeurent ...

En dépit des réformes intérieures, le Rwanda reste un pays très coûteux pour l'activité économique du point de vue des exportations et des importations. Le coût élevé des transports a un effet direct sur la compétitivité du secteur privé national et régional et, partant, de l'économie tout entière. Pour le Rwanda, les réformes menées au niveau de la CAE sont indispensables pour créer un environnement porteur en faveur de son secteur privé naissant.

NOUVEAUX PÔLES DE CROISSANCE ET PROGRÈS ACCOMPLIS POUR REMÉDIER À DES PROBLÈMES DE LONGUE DATE

... Le commerce sud-sud est un nouveau pôle de croissance pour les exportations des PMA ...

En valeur, les exportations des PMA en Chine et en Inde ont augmenté de 24 pour cent annuellement entre 2000 et 2009. Les taux annuels de croissance des importations des PMA ont été même plus élevés pour le Nigéria et l'Afrique du Sud avec 29 pour cent et 36 pour cent respectivement; les importations des PMA ont aussi été près de cinq fois supérieures à celles du Kenya. Les combustibles et les produits des industries extractives ont enregistré des taux élevés de croissance, ainsi que les produits agricoles et les produits manufacturés.

Une étude réalisée en 2009 sur la Communauté de l'Afrique de l'Est a constaté que le commerce interne avait progressé de près de 50 pour cent depuis la mise en œuvre de l'union douanière en 2005. Les exportations de la Tanzanie vers le Kenya ont augmenté de plus du double entre 2004 et 2008, passant de 90,1 à 231,5 millions de dollars EU. L'essor du commerce et de meilleurs résultats économiques associés à l'amélioration de l'administration douanière ont aussi augmenté les recettes recueillies par les douanes.

TABLEAU 5: Importations en provenance des PMA par principaux marchés et groupes de produits, en millions de dollars EU, 2000-2009

Marché	Tous les produits			Produits agricoles			Combustibles et produits des industries extractives			Produits manufacturés		
	Valeur		Variation annuelle en pourcentage	Valeur		Variation annuelle en pourcentage	Valeur		Variation annuelle en pourcentage	Valeur		Variation annuelle en pourcentage
	2000	2009	2000-2009	2000	2009	2000-2009	2000	2009	2000-2009	2000	2009	2000-2009
Afrique du Sud	174	2 739	36	50	148	13	47	2 389	55	78	200	11
Nigéria	120	1 192	29	86	123	4	3	40	32	31	1 029	47
Kenya	47	221	19	21	111	20	11	32	13	15	79	20
Chine	4 007	27 448	24	274	1 576	21	3 650	25 574	24	83	298	15
Inde	1 202	8 540	24	617	2 114	15	293	5 583	39	287	838	13

Sources: Base de données Comtrade de l'ONU et base de données Global Trade Atlas de la société GTIS.

TABLEAU 6: Aperçu des obstacles au commerce intrarégional

Organisation régionale	Principales contraintes en matière de commerce intrarégional	Principales difficultés rencontrées pour mettre en œuvre les stratégies régionales de développement ou les stratégies sectorielles régionales	Principales difficultés rencontrées pour mettre en œuvre les stratégies régionales commerciales
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	- Environnement réglementaire de l'activité commerciale - Liaisons de transport inadéquates - Coût des services de transport - Accès limité au financement du commerce	- Mauvaise articulation avec les stratégies nationales	- Dépendance des gouvernements nationaux à l'égard des recettes tarifaires
Communauté de développement de l'Afrique australe	- Faible demande régionale - Compétitivité - Diversification limitée des exportations - Liaisons de transport inadéquates - Procédures douanières et frontalières - Restrictions informelles	- Mauvaise articulation avec les stratégies nationales - Appartenance à des accords régionaux qui se recoupent	- Dépendance des gouvernements nationaux à l'égard des recettes tarifaires - Appartenance à des accords régionaux qui se recoupent - Absence de mise en œuvre nationale des accords régionaux

Source: 2011 OCDE/OMC Questionnaire sur l'Aide pour le Commerce destiné aux organisations régionales

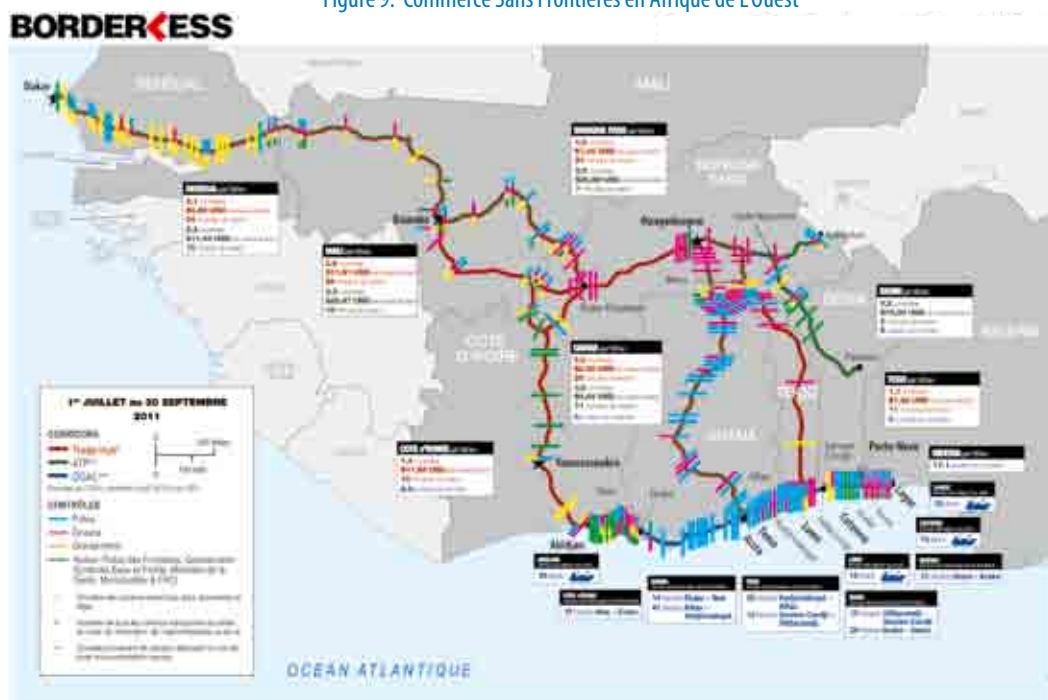
... mais pour exploiter de nouveaux débouchés, il faut souvent éliminer des obstacles de longue date ...

Le tableau ci-dessous met en relief les problèmes évoqués par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) en réponse au questionnaire régional diffusé dans le cadre de l'exercice de suivi et d'évaluation de 2010 sur l'Aide pour le commerce.

... et mettre en question des intérêts en place ...

La Commission de la CEDEAO et le West Africa Trade Hub (Centre pour le commerce en Afrique de l'Ouest) de l'USAID ont présenté un cas d'expérience concernant le Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO visant à déterminer les sources de problèmes en matière de mise en œuvre des protocoles régionaux. La libre circulation des personnes est un succès, mais les résultats sont beaucoup moins bons s'agissant de la libre circulation des marchandises et des transports. Parmi les difficultés citées figurent une législation nationale difficile d'accès, des normes différentes pour les véhicules, des prescriptions divergentes en matière d'inspection, et des limites de charge par essieu non harmonisées. Il en résulte un réseau complexe de lois nationales contradictoires impossibles à appliquer qui, à leur tour, ouvrent la voie à des pratiques irrégulières. Le cas d'expérience souligne aussi que les entreprises qui bénéficient d'obstacles commerciaux informels (comme le maintien de restrictions tarifaires ou de mesures non tarifaires telles que les interdictions saisonnières) et les organismes de recouvrement des recettes (formels et informels) peuvent ne pas favoriser la mise en œuvre du Schéma de libéralisation des échanges. Les études trimestrielles menées par l'Observatoire des pratiques anormales sur les restrictions qui lui sont signalées par les opérateurs du secteur privé mettent l'accent sur l'impact négatif que ces pratiques irrégulières ont sur le commerce dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

Figure 9: Commerce Sans Frontières en Afrique de l'Ouest



Source: USAID West Africa Trade Hub

... mais l'on s'attache de plus en plus à vaincre ces obstacles ...

Le Sommet tripartite COMESA-CAE-CDAА tenu à Kampala (Ouganda) en octobre 2008, a reconnu la nécessité d'harmoniser les arrangements commerciaux entre les trois commissions économiques régionales et de se diriger vers un Accord de libre-échange unique. Depuis la décision qui a été prise concernant un ALE tripartite, beaucoup a été fait. Un projet de feuille de route en vue d'un ALE et un projet d'accord établissant l'ALE tripartite ont été préparés et un programme de facilitation des échanges et des transports tripartite établi au début de 2011. Ce programme met l'accent sur les procédures douanières (nomenclatures harmonisées, gestion intégrée des frontières, cautionnement douanier régional, systèmes de transit), les procédures d'immigration et de transport (assurance responsabilité civile régionale, poids par essieu et dimensions des véhicules, interconnexion des plates-formes de pesage grâce à l'utilisation de la technologie de l'identification par radiofréquence (IRF), droits acquittés par les usagers de la route, système de gestion des transports routiers régional autoréglementé, établissement de groupes de gestion de corridors. On observe le même type d'activités dans d'autres régions depuis plus de temps. Le programme de la sous-région du delta du Grand Mékong remonte à 1992.

... le projet donne des résultats encourageants ...

De bons résultats ont été enregistrés à l'échelle des projets. Certains des exemples cités sont les suivants:

Projet de corridor est-ouest,**Sous-région du Grand Mékong – BAFD**

- Le temps de trajet moyen entre Savannakhet (RDP lao) et Dansavanh (Viet Nam), qui était de 10 à 12 heures, ne dure plus que 2 heures 30 à 3 heures.
- Le temps nécessaire pour passer la frontière entre Laobao (RDP lao) et Dansavanh (Viet Nam) est tombé de 487 minutes (avant le projet) à 151 minutes (après le projet).

Centres africains pour le commerce – USAid

- Accélération de la procédure de dédouanement au Mozambique. Les études sur les délais de mainlevée ont permis de repérer les problèmes, de supprimer les goulets d'étranglement et d'améliorer les procédures. Du fait des améliorations apportées par les douanes mozambicaines, le temps de traitement des marchandises a été réduit, tombant de 30 jours (dans les cas extrêmes) à environ deux à cinq jours.
- Amélioration des procédures douanières en Afrique australe au moyen de meilleurs outils (SAD 500). L'adoption de la déclaration douanière unique a contribué à réduire les tâches administratives et les temps de transit. De nouvelles procédures ont permis de réduire les formalités administratives, d'obtenir des temps d'immobilisation plus courts, d'abaisser les coûts et de réduire au minimum la fraude douanière mettant en jeu de fausses déclarations.
- Amélioration de la connectivité entre la Tanzanie et le Malawi. Les autorités fiscales de la Tanzanie et du Malawi sont parvenues à établir un accord opérationnel bilatéral, ont installé de nouveaux logiciels et suivi des formations. La transmission électronique automatique des données des déclarations en douane a permis de réduire le temps de transit et de créer un environnement commercial plus transparent.

Éthiopie – Organisation mondiale des douanes

- L'Éthiopie s'est dotée d'un Programme de réforme du secteur public qui porte principalement sur la fiscalité et les douanes. Ce programme s'est traduit par la rationalisation des taux de droits de douane, la réduction des documents requis, la simplification des procédures et leur informatisation, lesquels ont permis d'abaisser fortement le temps nécessaire au dédouanement, d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales et de réduire la corruption.

Haïti

- L'installation du logiciel mondial SYDONIA dans le système douanier haïtien, avec l'appui de la CNUCED, a permis de réduire les délais nécessaires pour le dédouanement de quatre jours à deux heures pour les déclarations en circuit vert et autorisé le prédédouanement des produits périssables.

... même si on aurait parfois espéré de meilleurs résultats ...

Bien sûr, les choses ne se passent pas toujours comme prévu. Un cas d'expérience présenté par la CDAA concernant un projet de modernisation des douanes et de facilitation des échanges met en relief certains des problèmes qui peuvent compromettre le succès des projets de facilitation des échanges. Il permet de constater que le projet était trop ambitieux tant du point de vue de son calendrier que de sa portée et qu'il a pâti de longs délais de mise en œuvre. Les parties prenantes n'ont pas suffisamment participé à la conception du projet qui n'a pas mis en rapport les décideurs et spécialistes du commerce de la région. L'équipe du projet n'était pas bien rattachée au Secrétariat de la CDAA et a dû faire face à d'importants mouvements du personnel. Lorsque l'Union douanière de la CDAA n'est pas entrée en vigueur en 2010, il n'y avait pas de plan B et le projet n'a pas su s'adapter en conséquence.

Les cas d'expérience présentés sur le guichet unique de Chirundu à la frontière de la Zambie et du Zimbabwe mettent l'accent sur la mobilisation permanente requise par des gouvernements et leurs partenaires de développement pour mettre en œuvre de nouveaux mécanismes à la frontière. L'ouverture de ce guichet a permis de réduire considérablement le temps nécessaire pour franchir la frontière – et de faire faire des économies aux transporteurs. Mais il a fallu plus de temps que prévu pour atteindre cet objectif et le projet a permis aux gouvernements comme à leurs partenaires de développement de beaucoup apprendre. La Zambie applique actuellement les enseignements tirés à Chirundu pour poursuivre le développement du guichet de Nakonde-Tunduma à la frontière avec la Tanzanie. Toutefois, pour pouvoir vraiment améliorer la totalité du Couloir Nord-Sud, il faut aussi améliorer les autres points de passage de la frontière, par exemple en mettant en œuvre le système de gestion de l'efficacité des douanes de Beitbridge (lancé en mai 2009) à la frontière entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Les améliorations apportées sur un tronçon du couloir risquent d'aggraver l'engorgement ailleurs ...

... la recherche laisse entendre qu'il y a tout à gagner à améliorer la facilitation des échanges ...

Les travaux de recherche économétrique menés par la CEA-NU mettent en relief les incidences positives qu'ont actuellement les projets et programmes d'aide pour le commerce. Ils montrent qu'une augmentation de 1 pour cent de l'aide pour le commerce réduit de 0,11 pour cent le coût d'exportation d'un conteneur de 20 pieds. Autrement dit, une augmentation de 10 pour cent de l'aide pour le commerce réduit les coûts d'exportation de 1,1 pour cent – ce qui n'est pas négligeable si l'on considère le volume de conteneurs qui passe par les ports africains pour l'exportation. Des évaluations empiriques analogues entreprises par le Secrétariat du Commonwealth soulignent aussi les effets notables que la facilitation de l'aide pour le commerce peut avoir sur la réduction des frais de commercialisation. Si l'on double la facilitation de l'aide pour le commerce, le coût d'importation baisse de 5 pour cent.

En outre, ces résultats positifs ne se matérialisent pas seulement au niveau économétrique, ils s'observent aussi sur le terrain. Entre 2008 et 2009, le Centre pour l'Afrique de l'Est a fait état d'une augmentation de 11 millions de dollars des exportations au titre de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique, tandis que le Centre pour l'Afrique australe et le Centre pour l'Afrique de l'Ouest ont bénéficié respectivement de hausses de 40 et 20 millions de dollars de leurs exportations.

... et les PMA ont beaucoup à apprendre les uns des autres, et à enseigner aux autres ...

Au moyen de financements fournis par la coopération pour le développement allemande, les administrations publiques kirghizes et tadjik se sont appuyées sur des exemples pratiques et des consultants sénégalais pour mettre en place un guichet unique de prédédouanement et simplifier les procédures d'approbation par les douanes. Le modèle sénégalais de guichet unique a été considéré particulièrement bien adapté au contexte de l'Asie centrale par rapport aux exemples et compétences des grandes puissances commerciales. Depuis le début du programme en 2006, le Kirghizistan a réduit de 60 pour cent la série de formulaires qui doivent être remplis pour le commerce extérieur. Le Tadjikistan affiche également des résultats tout aussi remarquables. D'autres pays partenaires manifestent aussi de l'intérêt pour l'expérience sénégalaise.

LES PMA ET LES **NORMES**: UN ENGAGEMENT PERMANENT PLUTÔT QU'UNE DÉPENSE PONCTUELLE

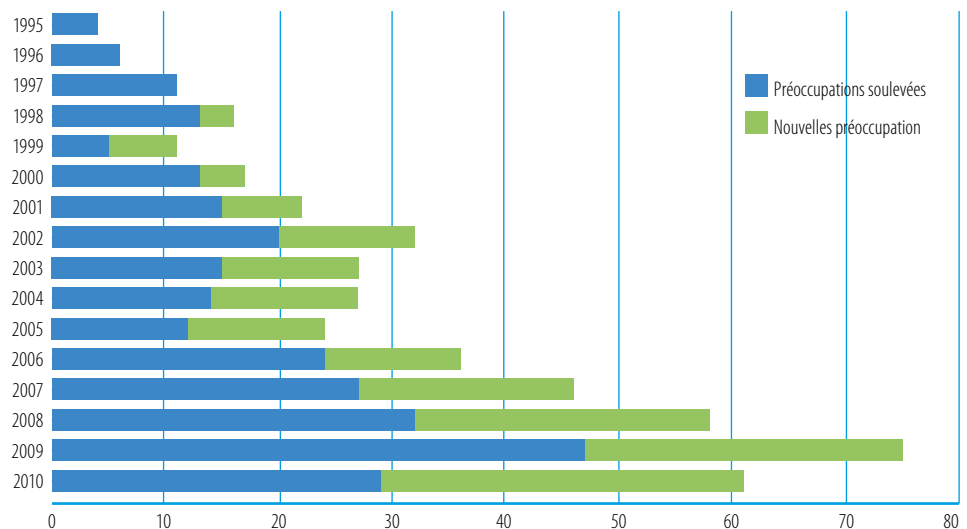
Traditionnellement, les PMA ont bénéficié de préférences non réciproques pour leurs exportations de marchandises à destination des marchés des pays développés. Ces dernières années, un nombre croissant de pays en développement ont aussi accordé des préférences aux PMA dans le cadre d'un ensemble de systèmes multilatéraux, régionaux, bilatéraux ou unilatéraux.

Accès en franchise de droits et sans contingent: les prescriptions sont-elles appliquées?

Il reste que les régimes d'accès préférentiel aux marchés ne garantissent pas l'entrée sur les marchés. Les exportateurs doivent aussi respecter un vaste éventail de prescriptions obligatoires et volontaires et, ce qui est tout aussi important, prouver qu'ils se conforment à ces prescriptions. En outre, ce ne sont pas seulement les autorités publiques qui déterminent les prescriptions et vérifient la conformité; il existe aussi un corps de plus en plus important de normes privées et de pratiques sectorielles en matière de respect des obligations dont les fournisseurs des PMA doivent s'accommoder.

Les prescriptions non tarifaires peuvent jouer sur la capacité des exportateurs des PMA de tirer parti des possibilités d'accès aux marchés préférentielles et non préférentielles. Elles sont de plus en plus contestées dans les relations commerciales, en particulier lorsque les mesures prises ne sont pas conformes aux Accords pertinents de l'OMC: l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. La figure ci-après montre que les questions soulevées concernant les mesures commerciales prennent de l'importance au Comité OTC bien que les PMA n'aient pas encore entièrement recours au Comité pour défendre leurs intérêts. Il en est de même en grande partie pour le Comité SPS.

Figure 10: Préoccupations commerciales spécifiques soulevées au Comité OTC 1995



Source: WTO, G/TBT/GEN/74/Rev7

Aide pour le commerce et respect des normes

Comme on pouvait s'y attendre, le respect des prescriptions non tarifaires est aussi au centre des projets d'aide pour le commerce dans la mesure où les donateurs s'efforcent d'aider les PMA à se conformer aux normes, qu'elles soient internationales, régionales, nationales, ainsi que publiques et privées. Des cas d'expérience concernant l'Aide pour le commerce qui portent sur des prescriptions non tarifaires touchant les PMA ont été soumis, entre autres choses, par l'Allemagne, la Banque mondiale, le Bangladesh, le Bénin, le Centre du commerce international, le Danemark, la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), la Gambie, le Kenya, les Pays-Bas, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Royaume-Uni et la Suisse. Ils peuvent être regroupés d'une manière générale selon les thématiques suivantes: aide à l'élaboration de normes, aide au respect des normes, développement des normes et de la chaîne de valeur, et impact des normes.

Les prescriptions non tarifaires citées sont très diverses, qu'il s'agisse des normes relatives à la main-d'œuvre dans l'industrie du vêtement cambodgienne ou des prescriptions sanitaires applicables aux exportations de poisson du Mozambique et du Bénin. Ce large éventail montre bien la prévalence de prescriptions fondées sur des normes.

Les normes facilitent l'entrée sur les marchés; le non-respect de ces normes empêche de fait l'accès aux marchés

Parmi les thèmes communs qui se dégagent des cas d'expérience, on peut citer:

- Les normes qui, il y a dix ans, pouvaient être considérées comme «spécialisées» sont maintenant plus générales et offrent des possibilités de croissance et de différenciation des produits. Par exemple, les exportations de produits biologiques certifiés provenant de l'Ouganda sont passées de 10 millions de dollars EU en 2004/05 à 37 millions en 2009/10;
- Les projets visant à améliorer la participation des PMA aux organismes normatifs ne doivent pas se limiter à financer des experts pour participer à des réunions annuelles; pour pouvoir prendre une part effective aux travaux, les experts doivent être formés, toutes les étapes de l'élaboration des normes doivent être suivies, et les systèmes en place doivent être à l'échelle nationale et régionale pour faciliter l'application des normes en œuvre lorsqu'elles sont adoptées;
- Le respect des normes offre des perspectives d'accès aux marchés, mais les donateurs jugent tout aussi importantes (sinon plus) les possibilités que les normes offrent d'atteindre d'autres objectifs de politique publique, comme par exemple de meilleures conditions de travail, des revenus plus élevés, la biodiversité, l'impact plus faible sur l'environnement, etc. Par exemple, étant donné que les modèles de production de la petite exploitation prédominent dans certaines chaînes de valeur (par exemple le café en Éthiopie ou au Rwanda), la mise en conformité avec les normes peut avoir des effets tangibles à l'échelle des ménages, par exemple sur l'autonomisation économique des femmes;
- Lorsque les systèmes de normes fonctionnent bien, ils peuvent améliorer la productivité et réduire de fait les coûts de mise en conformité tant au niveau des entreprises individuelles que du secteur dans son ensemble. Par exemple, le projet «Amélioration des usines au Cambodge» de la Société financière internationale et de l'Organisation internationale du travail a convaincu 45 acheteurs internationaux d'abandonner leurs propres modalités de contrôle au profit de ce projet. Cela a permis de réduire les coûts et d'améliorer l'image des usines cambodgiennes auprès des acheteurs et des consommateurs;

- La participation du secteur privé à la conception et à l'élaboration des normes est indispensable. L'un des enseignements tirés du Projet d'amélioration du café éthiopien était l'importance qu'il y avait à associer les acheteurs à la conception du projet. Leurs connaissances de première main se sont avérées inestimables pour garantir l'efficacité des interventions;
- L'actualisation des normes périmées peut mettre en question des intérêts corporatistes, dont en particulier ceux des organismes qui prélèvent des redevances pour l'établissement de certificats de conformité tant du point de vue juridique qu'informel. À l'échelle régionale, les défenseurs sont moins véhéments, de sorte que le changement est plus lent et plus difficile. Des solutions novatrices peuvent aider à la constitution de coalitions pour le changement. Voir par exemple l'adresse <http://www.tradebarriers.org>;
- Bien que nécessaire, la mise à jour des cadres juridiques n'est pas suffisante. Il faut promouvoir une culture de la conformité dans le secteur privé. Les projets à court terme peuvent ne pas produire de résultats durables en matière de conformité;
- La conformité aux normes (publiques et privées) peut faciliter l'entrée dans les chaînes de valeur; le non-respect des prescriptions publiques ferme l'accès aux marchés.

Ignorer les prescriptions publiques à ses risques et périls

Entre 2003 et 2005, le non-respect des prescriptions sanitaires a amené le Bénin à mettre fin à ses exportations de crevettes en UE. Les inspections effectuées en 2002 ont mis à jour des faiblesses dans le système de contrôle de qualité, y compris l'absence de laboratoires accrédités pour les analyses microbiologiques et biochimiques. Bien que le moratoire ait été levé en 2005, les producteurs ont toujours du mal à revenir sur le marché de l'UE. La Belgian Technical Cooperation figure parmi les divers donateurs qui ont apporté leur soutien à l'amélioration des conditions de production de la crevette dans le Lac Aheme au Bénin par le biais d'une formation aux bonnes pratiques en matière d'hygiène à l'intention des inspecteurs, des responsables de la qualité et des pêcheurs. Les conditions sanitaires dans lesquelles s'effectuent la production, le prélèvement et le transport des produits de la pêche se sont améliorées et l'autorité chargée du contrôle sanitaire a été renforcée. Toutefois, d'autres problèmes sont apparus. Du fait qu'il y a eu interdiction, les créanciers jugent désormais risqués les crédits commerciaux à l'appui des exportations de crevettes. Les volumes et les prix à l'exportation ne se sont pas encore redressés. Les volumes de produits de la pêche déclarés à l'exportation ne se sont élevés au total qu'à 65 tonnes en 2008, contre 11 566 tonnes pour le Mozambique; il vaudrait donc beaucoup mieux éviter une interdiction comme le Mozambique a pu le faire grâce à la rapide intervention de Trade Mark Southern Africa pour régler des problèmes du même ordre. Ce faisant, le Mozambique a aidé les 0,5 million d'habitants qui, selon les estimations, tirent leur revenu de la pêche, à assurer leur subsistance.

LA **POLITIQUE** SUIVIE PAR LE CAMBODGE POUR LE **RIZ** EST-ELLE APPLICABLE AU PADDY OUEST-AFRICAÎN?

Le NERICA (pour «New Rice for Africa», Nouveau riz pour l'Afrique) est un groupe de variétés de riz qui a été développé pour s'adapter aux conditions particulières de l'Afrique de l'Ouest du point de vue du climat, des sols et des cultures. Les travaux de recherche et de développement ont été effectués au Centre du riz pour l'Afrique (WARDA) au début des années 1990. La sélection d'une nouvelle variété de riz partait de l'observation qu'alors que le riz prenait toujours plus d'importance, les agriculteurs étaient confrontés à la baisse des rendements et à la faible qualité du riz produit localement par rapport aux variétés importées. La variété NERICA combine les atouts du cultivar de riz asiatique (haut rapport, faible consommation d'intrants) et la robustesse des variétés africaines pour créer une variété de riz à rendement plus élevé qui a des cycles de croissance plus courts et qui résiste mieux aux parasites et aux atteintes à l'environnement.

Pour développer le NERICA, le WARDA a choisi de travailler en partenariat avec un grand nombre d'organisations internationales, régionales et nationales dans le but de contribuer à l'atténuation de la pauvreté et à la sécurité alimentaire par le biais de la recherche-développement et d'activités concertées. Parmi ses partenaires figurent la Banque africaine de développement (BAfD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), ainsi que d'autres centres de recherche et des ONG. Les efforts déployés dans la diffusion du riz NERICA couvrent un large champ, depuis la mise à disposition de semences de qualité jusqu'à la commercialisation et la distribution, en passant par la production, la récolte et les techniques de transformation.

Un cas soumis par le Bénin met l'accent sur l'expérience acquise de la diffusion du riz NERICA avec le soutien de la Banque africaine de développement. L'un des projets de diffusion du NERICA visait à aider les petits exploitants de sept pays d'Afrique de l'Ouest. L'évaluation préliminaire des résultats du projet montre que ce dernier a eu un effet positif sur les rendements, la production et le revenu au bénéfice des populations rurales, et des femmes en particulier. En 2009, au total, 204 tonnes de semences certifiées ont été produites et commercialisées par 169 entreprises locales du Bénin, contre 57 tonnes en 2007. La hausse de la production et de la commercialisation du NERICA s'est traduite par une augmentation du revenu des agriculteurs dans les zones rurales ainsi que par un meilleur régime alimentaire car cette nouvelle variété possède aussi de plus hautes valeurs nutritionnelles. L'expérience du NERICA montre les possibilités offertes par les transferts de connaissances et de techniques pour résoudre les problèmes de production.

Un cas d'expérience soumis par le Cambodge montre qu'outre l'amélioration de la production, il est indispensable de ne pas négliger les problèmes relatifs aux institutions, aux infrastructures et à la chaîne de valeur. La politique cambodgienne d'exportation du riz a donné lieu à une coopération et à une coordination étroites entre parties prenantes, de la coordination interministérielle à un dialogue dynamique avec le secteur privé. La stratégie cambodgienne aborde la question du riz par une approche du développement de la chaîne de valeur et de la chaîne d'approvisionnement qui prévoit l'adoption de procédures de facilitation des échanges simplifiées, la création d'infrastructures liées au commerce ou leur amélioration, la fourniture de financements, l'aide apportée aux producteurs et aux exportateurs de riz pour qu'ils satisfassent aux normes et autres prescriptions des marchés d'importation et exploitent l'accès préférentiel aux marchés. Cette stratégie a exigé l'intervention du gouvernement pour forger un solide

partenariat entre les secteurs public et privé et les donateurs afin de s'attaquer aux problèmes critiques liés aux faiblesses institutionnelles systémiques et à la pénurie de ressources. Les avantages pour le Cambodge peuvent être importants. La production de riz paddy redémarre et selon les estimations, il pourrait y avoir un excédent de plus de 3 millions de tonnes à transformer en riz usiné pour l'exportation – qui pourrait représenter quelque 600 millions de dollars EU comme contribution à la valeur ajoutée à l'économie nationale.

D'autres PMA producteurs de riz comme le Bénin peuvent s'inspirer de l'expérience du Cambodge s'agissant de transformer leurs hausses de production en un potentiel d'exportation.

RÉFÉRENCES

RETRAIT DE LA LISTE DES PMA: MISE EN ÉVIDENCE DU RÔLE DU COMMERCE

Cas d'expérience du Cap-Vert

LE CADRE INTÉGRÉ RENFORCÉ: UTILISATION DU COMMERCE COMME INSTRUMENT DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Bénin – Projet d'appui au développement des filières halieutiques sur le lac Ahame

Burundi – Projet sur les huiles essentielles

Comores – Programme de renforcement des services du commerce et de l'investissement

CSEND – Assessing transport & Trade facilitation in Uganda, Rwanda and Tanzania

Espagne: Capacity building and human capital training course for the administrative units in charge of trade facilitation in countries targeted by enhanced integrated framework programmes

États-Unis (document établi par le gouvernement): The Importance of Monitoring and Evaluation to Trade Capacity Building Program Effectiveness

Éthiopie – The Third Global Review of Aid for Trade

Madagascar – Renforcement de capacité dans les négociations et appui aux exportations

Mécanisme mondial – Towards a common agenda on trade and agriculture: Lessons from the Uganda and Mali experience

Niger – Trade Integration

République centrafricaine – Renforcement de capacité de production – cas sésame

République démocratique du Congo – Mise en œuvre du Cadre intégré renforcé

Tchad – Redynamisation du secteur cuir au Tchad: appui à la filière cuir

RWANDA: AMBITION NATIONALE, RÉALITÉS RÉGIONALES

Appui Institutionnel à l'Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord (ACTT-CN) par la Banque Africaine de Développement – l'Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord

Assessing Transport & Trade Facilitation in Uganda, Rwanda and Tanzania – Centre for Socio-Economic Development

Commission européenne – Support to the Agriculture Sector in Rwanda (2003-2010)

Délégation de l'UE au Rwanda

Changing Incentives: Revenue Growth in Burundi – Ministère britannique du développement international et Trade Mark East Africa

Uganda–Kenya Corridor – Banque mondiale

The use of the WCO Time Release Study to measure border performance in a landlocked developing country (Uganda) – Organisation mondiale des douanes

Increasing Opportunities and Measuring Accountability for Rwandan women in Trade – Oda Gasinzigwa, Gender Monitoring Office, Rwanda

Autres références:

<http://www.minagri.gov.rw>

<http://www.ttcanc.org/>

<http://www.eac.int/customs/>

World Bank's Doing Business 2010: Reforming through Difficult Times

Rwanda CAADP compact: <http://www.caadp.net/library-country-status-updates.php>

http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/258643-1271798012256/rwanda_Coffee.pdf

NOUVEAUX PÔLES DE CROISSANCE ET PROGRÈS ACCOMPLIS POUR REMÉDIER À DES PROBLÈMES DE LONGUE DATE EN MATIÈRE DE FACILITATION DES ÉCHANGES

Banque asiatique de développement – Greater Mekong Subregion East West Corridor Project

Secrétariat du Commonwealth – Assessing the effectiveness of Aid for Trade

CEDEAO et Centre pour le commerce en Afrique de l'Ouest: Gap Analysis of the ECOWAS Trade Liberalization Scheme

GIZ et Ministère kirghize de la réglementation économique: Three-Party South-South Cooperation: Using Senegalese Knowledge and Experience to Improve Trade Administration Systems in Central Asia

Finlande et Zambie – Aid-for-Trade Case Story on the Chirundu One-Stop Border Post

Haïti – Projet d'automatisation du système douanier (SYDONIA WORLD)

Secrétariat de la CDAA: Customs Modernization and Trade Facilitation towards the SADC Customs Union Project

Trade Mark Southern Africa (au nom du Ministère britannique du développement international):

- COMESA-EAC-SADC Tripartite Free Trade Agreement
- Improving Service Delivery and Reducing Clearing Times at Chirundu Border Post
- Improving Service Delivery and Reducing Clearing Times at Beitbridge Border Post

USAID's Aid-For-Trade Programming – Regional Trade Facilitation Implemented by the African Trade Hubs

CEA-ONU – Econometric Evidence of the Effectiveness of Aid for Trade in Addressing Trade Binding Constraints in Africa

Organisation mondiale des douanes – Customs Reform and Trade Facilitation in Ethiopia

Zimbabwe – Chirundu One Stop Border Post: A Regional Trade Facilitation Programme

An Evaluation of the Implementation and Impact of the East African Community Customs Union – M. Evarist Mugisa, M. Chris Onyango, M. Patrick Mugoya, mars 2009

LES PMA ET LES NORMES: UN ENGAGEMENT PERMANENT PLUTÔT QU'UNE DÉPENSE PONCTUELLE

International Partnership for Sustainable Development: Promoting production and trade of organic agricultural products in East Africa – CNUCED

A Case Study on SACA's support to Southern African Delegates in International Plant Protection Convention (IPPC) Attendance – Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe

African Organic – Ambassade du Danemark, Ouganda

The East African Organic Products Standard – Programme des Nations Unies pour l'environnement

The Impacts of Certification for Sustainable Production on Coffee Producers in Tanzania – Secrétariat d'État suisse aux affaires économiques

Ethiopian Coffee Quality Improvement Project – Centre du commerce international

Establishing regional quality infrastructure in the East African Community: Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est et Physikalisch-Technische Bundesanstalt, Allemagne

Better Factories Cambodia – Société financière internationale

Maintaining the Fisheries Sector's Access to the EU Market in Mozambique – Ministère britannique du développement international et Trade Mark Southern Africa

Establishing a Regional Non-Tariff Barrier Reporting and Monitoring Mechanism – Ministère britannique du développement international et Trade Mark Southern Africa

Projet d'Appui au développement des filières halieutiques sur le lac Aheme – Ministère du commerce, Bénin

The Implementation of the West African Quality Programme in The Gambia 2007-2010 – Gambie

LA POLITIQUE SUIVIE PAR LE CAMBODGE POUR LE RIZ EST-ELLE APPLICABLE AU PADDY OUEST-AFRICAIN?

Trade Diversification after the Global Financial Crisis: Cambodian Rice Export Policy Case Story – Sok Siphana, Consultant, Centre international de commerce et de développement durable

Projet Multinational de Diffusion du Riz Nerica – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Bénin

ANNEXES

A1.1 Part de l'Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés

Millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et %

	ENGAGEMENTS					DÉCAISSEMENTS			
	2002-05 Moyenne	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Aide pour le commerce en faveur des PMA	6,663.8	7,011.6	9,692.9	10,215.4	12,176.3	5,185.2	6,284.3	7,132.2	8,285.4
Aide pour le commerce totale	16 191.4	27,265.8	30,731.4	39,352.0	40,116.0	20,746.5	23,049.1	25,911.0	29,135.8
Part des PMA dans l'Aide pour le commerce totale	26.5%	25.7%	31.5%	26.0%	30.4%	25.0%	27.3%	27.5%	28.4%

Source: OCDE-CAD, base de données sur les activités d'aide (SNPC).

Note: Les Maldives (radiées de la liste des PMA en 2011) figurent parmi les PMA bénéficiaires de flux d'aide saisis dans la base SNPC mais pas le Cap-Vert (radié en 2007).

A1.2 Part de l'Aide pour le commerce et de l'APD ventilable par secteur en faveur des pays les moins avancés

Millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et %

	ENGAGEMENTS					DÉCAISSEMENTS			
	2002-05 Moyenne	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Aide pour le commerce en faveur des PMA	6,663.8	7,011.6	9,692.9	10,215.4	12,176.3	5,185.2	6,284.3	7,132.2	8,285.4
APD ventilable par secteur en faveur des PMA	20,473.4	24,786.8	29,079.2	32,090.7	36,589.1	19,920.0	22,970.4	25,075.9	28,047.0
Part de l'Aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur en faveur des PMA	32.5%	28.3%	28.3%	31.8%	33.3%	26.0%	27.4%	28.4%	29.5%
Aide pour le commerce totale	25,106.3	27,265.8	30,731.4	39,352.0	40,116.0	20,746.5	23,049.1	25,911.0	29,135.8
APD totale ventilable par secteur	74,808.1	91,058.9	99,242.2	110,650.0	121,696.3	70,859.2	78,520.1	86,199.0	96,355.9
Part totale de l'Aide pour le commerce dans l'APD ventilable par secteur	33.6%	29.9%	31.0%	35.6%	33.0%	29.3%	29.4%	30.1%	30.2%

Source: OCDE-CAD, base de données sur les activités d'aide (SNPC).

Note: Les Maldives (radiées de la liste des PMA en 2011) figurent parmi les PMA bénéficiaires de flux d'aide saisis dans la base SNPC mais pas le Cap-Vert (radié en 2007).

A1.3 Part des autres apports du secteur public au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés

Millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et %

	ENGAGEMENTS					DÉCAISSEMENTS			
	2002-05 Moyenne	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
Aide pour le commerce en faveur des PMA	6,663.8	7,011.6	9,692.9	10,215.4	12,176.3	5,185.2	6,284.3	7,132.2	8,285.4
Aide pour le commerce totale	25,106.3	27,265.8	30,731.4	39,352.0	40,116.0	20,746.5	23,049.1	25,911.0	29,135.8
Part des PMA dans l'Aide pour le commerce totale	26.5%	25.7%	31.5%	26.0%	30.4%	25.0%	27.3%	27.5%	28.4%

Source: OCDE-CAD, base de données sur les activités d'aide (SNPC).

Note: Les Maldives (radiées de la liste des PMA en 2011) figurent parmi les PMA bénéficiaires de flux d'aide saisis dans la base SNPC mais pas le Cap-Vert (radié en 2007).

A1.4 Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés, par donateur

Engagements, en millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et %

	AIDE POUR LE COMMERCE EN FAVEUR DES PMA					PART DES PMA DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE				
	2002-05 avg.	2006	2007	2008	2009	2002-05 avg.	2006	2007	2008	2009
Pays du CAD										
Allemagne	230.7	174.6	239.9	267.4	242.8	17.2%	8.0%	13.9%	9.3%	9.2%
Australie	22.8	23.0	22.8	41.5	-12.9	12.6%	9.6%	16.1%	9.4%	-67.1%
Autriche	16.9	8.1	7.8	16.1	8.1	34.7%	21.3%	12.4%	22.6%	10.0%
Belgique	71.9	79.0	135.5	117.6	213.8	28.3%	34.4%	45.1%	37.8%	39.5%
Canada	86.5	111.7	164.7	222.0	263.6	26.3%	43.0%	49.1%	45.6%	57.1%
Corée(1)		62.9	134.7	246.3	254.3		39.0%	32.6%	43.9%	27.2%
Danemark	234.4	192.3	213.7	156.7	132.9	51.5%	68.7%	57.8%	64.5%	38.0%
Espagne	46.1	36.9	51.7	96.6	59.2	10.5%	4.4%	7.6%	11.1%	6.4%
États-Unis	524.2	1,236.1	1,708.5	2,602.2	1,868.0	13.7%	25.8%	34.9%	40.1%	41.5%
Finland	9.5	21.4	7.6	62.1	123.2	11.4%	22.6%	6.3%	32.6%	34.5%
France	153.2	179.3	250.4	214.1	174.5	19.1%	16.4%	17.1%	8.8%	11.5%
Grèce	0.2	0.1	0.2	0.2	0.6	1.3%	0.3%	1.2%	1.2%	3.3%
Irlande	25.4	31.7	30.5	46.6	49.7	81.7%	81.2%	76.8%	66.7%	80.6%
Italie	113.3	49.7	94.5	86.8	65.8	39.2%	13.9%	57.6%	32.6%	24.0%
Japon	380.2	472.5	946.2	449.5	1,059.6	7.0%	8.5%	17.6%	4.7%	17.5%
Luxembourg	5.2	3.6	12.5	12.2	9.8	29.3%	19.7%	31.8%	31.3%	32.1%
Norvège	121.4	155.2	187.3	151.7	212.9	43.3%	42.6%	42.2%	25.3%	27.5%
Nouvelle-Zélande	3.6	24.8	4.3	15.6	14.0	21.4%	51.4%	25.0%	41.7%	51.1%
Pays-Bas	84.6	46.8	77.6	118.2	175.2	13.8%	4.7%	10.6%	18.3%	26.1%
Portugal	9.7	7.2	7.1	3.5	5.5	20.0%	68.5%	10.6%	19.3%	6.0%
Royaume-Uni	164.7	176.3	127.0	372.8	521.9	23.9%	30.6%	29.3%	23.8%	28.2%
Suède	64.6	78.6	102.2	89.9	67.9	28.9%	23.1%	30.0%	31.0%	19.7%
Suisse	57.6	54.3	35.3	61.9	17.2	20.9%	23.8%	15.3%	22.1%	9.2%
SOUS-TOTAL	2 426.5	3 226.1	4 561.8	5 451.5	5 527.5	15.5%	17.2%	24.8%	19.2%	24.3%
Autres donateurs bilatéraux										
Émirats arabes unis (2)					343.4					72.5%
République tchèque(2) (3)					..					0.0%
Turquie(2) (3)					0.0					0.1%
SOUS-TOTAL					343.4					68.3%
	2002-05 avg.	2006	2007	2008	2009	2002-05 avg.	2006	2007	2008	2009

A1.4 Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés, par donateur

Engagements, en millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et %

	AIDE POUR LE COMMERCE EN FAVEUR DES PMA					PART DES PMA DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE				
Donateurs multilatéraux										
BAfD	115.1	301.5	605.0	234.0	975.4	74.2%	51.9%	51.4%	51.2%	45.5%
Banque mondiale	2,429.9	1,797.8	3,276.5	2,695.3	3,420.4	48.3%	54.8%	51.4%	49.9%	42.5%
BAsD	386.9	226.2	219.5	32.9	132.7	49.4%	53.5%	32.9%	6.1%	15.8%
BIAD4	38.8	..	18.5	..	28.3	15.3%	0.0%	9.3%	0.0%	11.9%
CEE-ONU				..	..				0.0%	0.0%
CESAO-ONU3			..	0.0	..			0.0%	11.3%	0.0%
CESAP-ONU3			0.0	0.0	..			5.7%	1.3%	0.0%
FAO3			..	..	..			0.0%	0.0%	0.0%
FIDA	153.4	163.7	239.8	194.2	283.7	54.6%	45.9%	52.6%	53.1%	57.8%
FMI5			5.9	5.5	5.5			36.4%	34.6%	38.9%
Institutions de l'UE	1,106.6	1,280.9	749.0	1,546.2	1,274.0	38.2%	34.0%	23.8%	42.1%	30.4%
ITC3			..	..	..			0.0%	0.0%	0.0%
OMC3			4.2	3.7	0.9			24.0%	15.8%	5.8%
ONUDI			..	33.6	19.6			..	39.7%	18.4%
PNUD	6.0	15.3	12.6	17.8	24.1	48.2%	61.2%	55.0%	64.7%	56.1%
Autres donateurs multilatéraux (6)	0.5	..	..	0.6	140.9	50.1%	..	..	25.0%	33.6%
SOUS-TOTAL	4 237.3	3 785.5	5 131.1	4 763.9	6 305.3	45.0%	44.5%	41.7%	43.5%	37.3%
TOTAL	6 663.8	7 011.6	9 692.9	10 215.4	12 176.3	26.5%	25.7%	31.5%	26.0%	30.4%

Source: OCDE-CAD, base de données sur les activités d'aide (SNPC).

1. Membre du CAD depuis le 1er janvier 2010. La transmission officielle des données concernant les flux d'aide a débuté en 2009. Les données relatives aux années précédentes peuvent être incomplètes.

2. Les premières données communiquées au SNPC concernaient les flux de 2009.

3. Y compris les données concernant les flux d'Aide pour le commerce communiquées au SNPC.

4. En 2010, la BIAD a révisé sa méthode de communication des données au SNPC concernant les flux de 2009. Les révisions concernant les années précédentes sont à venir.

5. Ces données comprennent les données relatives à la FAS, à la FASR, à la FRPC, ainsi que les données concernant les flux d'Aide pour le commerce.

6. ACICI, UNICEF, FODI, FEM, PAM et Fonds nordique de développement. Pour l'ACICI, les données comprennent celles concernant les flux d'Aide pour le commerce communiquées au SNPC.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été notifiée.

Les Maldives (radiées de la liste des PMA en 2011) figurent parmi les PMA bénéficiaires de flux d'aide saisis dans la base SNPC mais pas le Cap-Vert (radié en 2007).

A1.5 Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés

Engagements, en millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et

	AIDE POUR LA COMMERCE EN FAVEUR DES PMA				PART DES PMA DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE TOTALE			
	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION (1)								
Services et institutions de soutien commerciaux	818.0	353.2	469.3	300.6	48.1%	16.1%	21.7%	19.8%
Banques et services financiers	285.3	442.7	425.9	931.7	15.0%	17.6%	11.8%	21.6%
Agriculture	1,760.3	2,214.4	2,084.5	3,220.0	38.1%	35.3%	31.1%	37.6%
Sylviculture	54.4	43.9	111.0	134.7	9.5%	5.8%	15.2%	20.6%
Pêche	86.3	48.5	69.9	76.8	34.1%	14.3%	14.4%	13.8%
Industries manufacturières	348.9	360.6	421.1	382.0	20.4%	25.0%	21.3%	20.8%
Industries extractives	77.1	13.9	155.3	53.7	18.7%	22.4%	20.8%	9.0%
Tourisme	8.0	9.5	14.5	8.7	1.5%	12.6%	23.3%	5.9%
SOUS-TOTAL	3,438.3	3,486.6	3,751.5	5,108.2	29.3%	25.5%	22.8%	28.1
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE								
Transports et entreposage	2,315.5	3,263.3	4,017.3	4,097.8	28.1%	39.3%	29.8%	31.8%
Communications	181.8	119.8	139.5	291.1	34.0%	19.9%	35.8%	43.1%
Production et distribution d'énergie	774.7	2,667.4	1,963.4	2,443.4	14.0%	37.0%	25.5%	34.9%
SOUS-TOTAL	3,272.0	6,050.5	6,120.2	6,832.3	22.9%	37.6%	28.4%	33.3%
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS								
Politique commerciale et gestion administrative	269.3	109.3	210.3	166.6	30.3%	21.7%	28.2%	20.7%
Facilitation du commerce	3.9	29.1	48.4	35.3	3.1%	20.8%	18.2%	13.3%
Accords commerciaux régionaux	26.6	13.8	73.2	30.2	15.3%	5.8%	31.4%	12.2%
Négociations commerciales multilatérales	0.6	1.4	4.4	1.8	1.6%	3.5%	9.6%	7.4%
Éducation/formation dans le domaine du commerce	0.9	2.2	2.5	1.3	3.7%	4.9%	10.1%	4.0%
SOUS-TOTAL	301.3	155.8	338.8	235.2	24.1%	16.1%	25.8%	17.1%
AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE (2)								
Ajustement lié au commerce		..	4.9	0.6		0.0%	77.5%	3.7%
SOUS-TOTAL		..	4.9	0.6		0.0%	77.5%	3.7%
TOTAL	7,011.6	9,692.9	10,215.4	12,176.3	25.7%	31.5%	26.0%	30.4%

Source: OCDE-CAD, base de données sur les activités d'aide (SNPC).

1. Inclut les activités de développement du commerce qui peuvent être identifiées grâce au marqueur du développement du commerce dans le SNPC (données postérieures à 2007).

2. Données disponibles depuis 2007.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été notifiée.

Les Maldives (radiées de la liste des PMA en 2011) figurent parmi les PMA bénéficiaires de flux d'aide saisis dans la base SNPC mais pas le Cap-Vert (radié en 2007).

A1.6 Éléments prêt et don de l'Aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés (1)

Millions de dollars EU (en dollars EU constants de 2009) et %

	ENGAGEMENTS					DÉCAISSEMENTS			
	2002-05 Average	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
AIDE POUR LE COMMERCE EN FAVEUR DES PMA									
Dons	3,671.1	4,795.1	5,792.9	7,303.4	7,969.1	3,453.0	4,223.5	4,831.2	5,828.0
Prêts	2,992.7	2,216.5	3,900.0	2,912.0	4,207.2	1,732.2	2,060.7	2,301.0	2,457.5
Aide pour le commerce en faveur des PMA	6,663.8	7,011.6	9,692.9	10,215.4	12,176.3	5,185.2	6,284.3	7,132.2	8,285.4
Part des PMA dans l'Aide pour le commerce totale									
Dons	30.3%	32.3%	36.7%	38.0%	39.4%	28.2%	33.5%	35.1%	36.5%
Prêts	23.0%	17.8%	26.1%	14.5%	21.2%	20.4%	19.8%	19.0%	18.7%
Part des PMA dans l'Aide pour le commerce totale	26.5%	25.7%	31.5%	26.0%	30.4%	25.0%	27.3%	27.5	28.4%

Source: OCDE-CAD, base de données sur les activités d'aide (SNPC).

1. La participation au capital est classée au titre des prêts.

Note: Les Maldives (radiées de la liste des PMA en 2011) figurent parmi les PMA bénéficiaires de flux d'aide saisis dans la base SNPC mais pas le Cap-Vert (radié en 2007).



APPORTS D'AIDE POUR LE COMMERCE : VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

AFGHANISTAN, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	7 177	3 926	33 710	85 971	52 253	11 823	17 331	47 052	15 666
Facilitation du commerce	3 266	10	5 466	14 072	2 326	2 146	2 138	1 480	4 033
Accords commerciaux régionaux	12 439	..	..	..	..	7 150	4 818	1 322	- 75
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	7
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	18	363	35	..	..	363	35	..	2
SOUS-TOTAL	22 900	4 300	39 212	100 043	54 579	21 482	24 323	49 854	19 632
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	396 803	302 051	648 573	667 253	600 704	195 471	214 307	470 645	784 401
Communications	22 955	8 349	1 879	5 254	1 535	10 425	5 229	6 286	2 657
Production et fourniture d'énergie	67 027	64 620	279 404	339 236	79 597	35 062	82 653	181 251	170 943
SOUS-TOTAL	486 785	375 020	929 855	1 011 742	681 837	240 958	302 189	658 182	958 002
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	30 447	701 792	37 971	54 004	71 782	430 737	492 482	208 130	110 662
Banque et services financiers	31 265	22 887	94 003	61 456	164 086	42 329	41 158	24 730	129 979
Agriculture	177 049	147 197	361 539	437 931	503 882	71 028	102 797	235 740	467 933
Sylviculture	154	11	1 094	805	111	183	1 094	..	1 138
Pêche	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Industries manufacturières	6 785	895	14 564	24 360	22 523	3 960	16 673	5 885	14 761
Industries extractives	2 234	14 937	..	73	10 722	3 170	3 678	2 168	8 707
Tourisme	1 594	121	..	1 585	..	..	..	104	2
SOUS-TOTAL	249 528	887 841	509 171	580 214	773 105	551 406	657 882	476 758	733 183
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			26 190	59 631	55 477		484 357	210 593	97 581
Objectif significatif			4	50 653	16 720		..	3 871	26 352
SOUS-TOTAL			26 195	110 284	72 197		484 357	214 465	123 933
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	759 213	1 267 161	1 478 238	1 691 999	1 509 520	813 846	984 394	1 184 794	1 710 816
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	2 240 951	3 105 684	3 813 734	5 171 525	5 302 459	2 443 713	2 993 475	3 510 731	4 964 825

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

ANGOLA, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	29	4 475	266	74	258	69	1 168	73	69
Facilitation du commerce	..	..	..	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	7	18	..	..	7	18
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	9	..	13	..	..	..	13	..	905
SOUS-TOTAL	38	4 475	278	81	354	69	1 181	81	1 008
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	1 177	2 604	56 437	42 574	84	2 683	905	1 776	5 708
Communications	3 031	2 105	1 030	469	495	4 769	6 205	886	3 814
Production et fourniture d'énergie	1 627	6 483	28 116	696	70	341	1 021	2 768	4 659
SOUS-TOTAL	5 835	11 192	85 583	43 738	649	7 792	8 131	5 431	14 181
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	598	461	1 044	861	7 763	708	1 034	1 215	3 511
Banque et services financiers	1 845	752	1 263	1 448	913	1 524	525	875	1 749
Agriculture	6 477	17 584	48 704	30 408	6 437	11 900	12 538	27 630	28 426
Sylviculture	31	24	58	..	..	24	58	1 044	855
Pêche	4 210	179	682	1 319	933	2 024	2 298	3 240	2 921
Industries manufacturières	772	105	362	2 609	1 113	363	32	1 586	303
Industries extractives	16	8	..	29	475	520	271	71	2 112
Tourisme	5	..	40	..	..	..	40	..	..
SOUS-TOTAL	13 953	19 112	52 152	36 674	17 634	17 063	16 795	35 663	39 879
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			480	594	309		337	1 353	633
Objectif significatif			430	3 649	8 327		430	23 519	23 364
SOUS-TOTAL			910	4 243	8 635		768	24 871	23 998
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	19 826	34 779	138 014	80 493	18 637	24 925	26 106	41 174	55 067
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	326 771	276 720	411 103	467 204	206 028	262 641	334 686	318 849	273 132

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

BANGLADESH, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	14 486	24 555	18 195	70 781	934	2 335	33 187	49 477	5 603
Facilitation du commerce	118	5	31	4	..	91	227	4	202
Accords commerciaux régionaux	14	..	..	..	..	..	..	..	44
Négociations multilatérales commerciales	..	101	..	..	19	101	..	..	150
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	8	..	..	4	..	..	..	4	..
SOUS-TOTAL	14 626	24 661	18 225	70 788	953	2 528	33 414	49 484	5 999
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	252 811	126 469	257 224	76 034	179 633	69 580	80 584	51 371	57 805
Communications	12 634	94 919	1 766	53 642	1 645	13 091	20 383	19 463	13 927
Production et fourniture d'énergie	240 923	73 490	405 489	548 944	499 139	85 675	194 006	252 448	83 080
SOUS-TOTAL	506 368	294 878	664 479	678 620	680 417	168 346	294 973	323 282	154 812
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	105 295	2 468	63 077	89 921	33 923	10 796	71 960	59 350	14 063
Banque et services financiers	86 953	111 251	163 771	37 200	30 670	7 804	74 312	71 221	35 036
Agriculture	65 782	104 445	68 018	130 842	27 833	29 097	23 664	76 978	46 247
Sylviculture	629	608	39	1 392	15	608	39	532	738
Pêche	202	34 321	330	24	438	2 011	5 012	8 706	2 506
Industries manufacturières	49 623	7 329	28 861	83 964	117 866	10 334	40 618	81 482	12 330
Industries extractives	562	..	83	95 117	..	8 170	9 192	19 447	601
Tourisme	2	96	1 968	74	108	98	672	74	107
SOUS-TOTAL	309 047	260 517	326 147	438 534	210 853	68 917	225 469	317 790	111 629
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			99 009	78 122	29 294		99 670	101 840	4 586
Objectif significatif			195	43 362	65 817		965	10 437	30 460
SOUS-TOTAL			99 204	121 484	95 111		100 635	112 277	35 046
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	830 041	580 056	1 008 851	1 187 943	892 222	239 790	553 856	690 557	272 439
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	2 096 351	2 522 622	2 881 389	2 790 531	2 200 621	1 146 511	1 449 119	1 720 978	1 319 037

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

BÉNIN, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	179 097	2 822	4 166	323	1 523	587	3 036	316
Facilitation du commerce	10	..	489	3 467	78	12	359	140	304
Accords commerciaux régionaux	..	..	32	5	..	..	32	5	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	93	..	..	..	93	84
Ajustement lié au commerce ¹			..	3	51		..	..	38
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	34	685	128	..	34	685	70
SOUS-TOTAL	10	179 097	3 377	8 419	580	1 536	1 011	3 960	813
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	45 563	80 726	24 180	110 730	86 994	18 584	55 320	96 885	92 262
Communications	275	1 889	321	1 701	119	983	1 237	820	730
Production et fourniture d'énergie	13 118	16 592	6 202	18 305	102 296	10 465	7 333	28 809	16 282
SOUS-TOTAL	58 955	99 207	30 703	130 736	189 408	30 032	63 891	126 514	109 273
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	2 715	3 103	2 826	102	2 068	1 334	4 080	5 140	4 374
Banque et services financiers	4 917	20 877	143	2 968	498	3 090	3 742	3 273	8 757
Agriculture	24 488	17 476	55 365	28 600	29 133	21 782	26 986	31 213	44 149
Sylviculture	15 566	9	..	..	12	10 596	1 769	6 614	13
Pêche	3 047	587	4 829	1 798	990	1 369	1 686	3 779	3 620
Industries manufacturières	5 613	5 170	1 015	5 255	8 674	5 688	5 205	1 600	6 188
Industries extractives	18	62	62	..	..	62	62	..	..
Tourisme	..	..	..	63	228	..	..	63	26
SOUS-TOTAL	56 364	47 284	64 241	38 786	41 602	43 920	43 528	51 682	67 127
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			9 802	16 509	420		1 262	7 667	3 555
Objectif significatif			14 715	6 732	165		596	2 784	2 094
SOUS-TOTAL			24 517	23 241	585		1 858	10 452	5 649
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	115 328	325 589	98 321	177 941	231 590	75 488	108 430	182 156	177 213
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	383 917	813 365	417 297	485 057	579 251	315 294	378 444	499 939	523 185

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

BHOUTAN, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	454	22	12	14	117	456	417	14	19
Facilitation du commerce	..	5	..	2	3	5	..	528	112
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	4	5	12	..	4	5	12	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	14	..	..	36	..	..	..	36	..
SOUS-TOTAL	468	30	17	64	119	465	422	590	132
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	10 929	2 507	11 476	565	30 262	16 196	10 835	3 592	8 953
Communications	5 851	2 404	5 557	7 889	1 098	2 454	2 251	3 848	7 283
Production et fourniture d'énergie	14 190	660	38 959	7 420	33 928	2 251	1 600	2 346	6 256
SOUS-TOTAL	30 970	5 571	55 993	15 875	65 289	20 900	14 686	9 786	22 492
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	213	1 746	1 790	32	3 262	1 790	1 246	105	3 444
Banque et services financiers	416	1 694	15 534	..	3 138	1 746	40	182	3 331
Agriculture	8 801	2 149	7 075	2 490	3 622	4 151	7 249	6 603	6 108
Sylviculture	1 525	..	3 569	541	622	1 186	1 048	952	1 128
Pêche	11	4	15	7	8	4	15	7	8
Industries manufacturières	856	4 910	3 699	573	485	4 716	3 739	728	1 007
Industries extractives	26	0	1	..	..	0	1	..	..
Tourisme	594	359	364	6 726	6	320	463	1 187	2 410
SOUS-TOTAL	12 442	10 862	32 047	10 369	11 142	13 913	13 800	9 765	17 434
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	..		..	..	..
Objectif significatif			364	6 954	..		168	1 005	2 441
SOUS-TOTAL			364	6 954	0		168	1 005	2 441
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	43 879	16 463	88 057	26 308	76 550	35 278	28 908	20 141	40 058
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	100 931	81 721	124 944	71 886	174 511	95 197	82 323	67 489	86 223

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

BURKINA FASO, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	4	3 557	18 613	14 091	355	1 198	20 193	13 140	1 652
Facilitation du commerce	..	..	..	39	79	..	..	163	16
Accords commerciaux régionaux	..	1 685	129	44 600	..	..	186	90	2 712
Négociations multilatérales commerciales	1 764	..	..	22	..	802	..	22	28
Ajustement lié au commerce ¹			..	1	0		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	78	68	286	..	77	68	67
SOUS-TOTAL	1 768	5 241	18 820	58 821	720	2 001	20 457	13 484	4 476
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	74 176	13 798	19	84 943	292 877	64 266	120 784	37 327	52 513
Communications	11 054	90	553	335	299	4 958	4 531	4 836	4 312
Production et fourniture d'énergie	49 205	197	42 656	16 857	10 903	35 786	24 534	38 381	26 098
SOUS-TOTAL	134 435	14 085	43 228	102 136	304 079	105 011	149 850	80 544	82 923
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	13 109	5 815	10 243	11 443	2 960	8 636	13 649	14 030	2 379
Banque et services financiers	8 354	255	454	3 164	21 952	507	325	2 136	15 204
Agriculture	54 555	128 437	84 272	64 390	239 335	63 608	78 470	94 266	108 149
Sylviculture	4 228	688	3 058	2 552	2 319	2 273	2 512	2 290	2 772
Pêche	..	28	308	161	415	28	307	185	413
Industries manufacturières	14 006	19 162	14 501	5 155	5 628	14 463	16 912	5 977	9 092
Industries extractives	..	..	..	7 781	..	..	..	7 214	..
Tourisme	6	..	..	30	312	..	..	30	100
SOUS-TOTAL	94 260	154 385	112 836	94 675	272 922	89 515	112 175	126 127	138 108
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			30 693	26 497	139 102		35 019	36 747	998
Objectif significatif			17 065	9 790	3 453		2 183	3 029	24 279
SOUS-TOTAL			47 758	36 287	142 555		37 202	39 776	25 277
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	230 463	173 712	174 884	255 632	577 721	196 527	282 481	220 155	225 507
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	569 976	665 766	610 184	625 986	1 362 083	646 943	690 181	679 902	739 780

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

BURUNDI, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	1 848	429	837	67	38 761	298	433
Facilitation du commerce	..	..	526	..	78	..	8	31	48
Accords commerciaux régionaux	..	..	1 073	2 878	13 926	..	..	65	4 492
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	347	..	..	..	478
Ajustement lié au commerce ¹			..	40	7		..	..	1 053
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	116	..	..	..	59
SOUS-TOTAL	0	67	3 448	3 347	15 311	67	38 770	394	6 563
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	27 248	35 044	38 172	3 711	46 338	15 428	24 947	33 769	45 981
Communications	1 268	1 498	19 549	11	47	1 622	495	1 508	1 834
Production et fourniture d'énergie	..	75	11 457	32 798	295	60	199	1 041	1 865
SOUS-TOTAL	28 517	36 617	69 179	36 520	46 680	17 110	25 640	36 318	49 680
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	..	15 232	2 220	10 323	116	8 934	6 307	10 061	393
Banque et services financiers	1 798	8 478	3 044	6 702	31 709	3 069	4 163	9 445	4 609
Agriculture	17 585	43 021	16 969	29 017	37 840	27 768	24 690	17 732	25 485
Sylviculture	5	1	10	..	692	1	10	..	9
Pêche	8	33	143	137	133	33	142	137	156
Industries manufacturières	3 858	2 754	1 986	6 241	520	3 154	2 372	5 797	1 036
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	..	..	34	..	102	..	34	..	102
SOUS-TOTAL	23 253	69 519	24 405	52 419	71 113	42 957	37 720	43 172	31 790
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			2 533	495	541		142	915	622
Objectif significatif			154	256	1 231		154	256	758
SOUS-TOTAL			2 687	751	1 772		297	1 171	1 379
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	51 770	106 202	97 031	92 286	133 104	60 133	102 130	79 884	88 033
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	203 079	477 214	293 334	392 841	479 461	239 365	287 861	291 493	340 527

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

CAMBODGE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	2 628	11 364	1 172	1 319	1 854	2 866	1 665	7 088	2 736
Facilitation du commerce	735	13	2 541	7 558	129	1 038	3 178	1 363	1 093
Accords commerciaux régionaux	..	..	379	..	..	..	..	..	5
Négociations multilatérales commerciales	693	63	116	..	13	281	481	232	47
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	35	103	132	126	..	117	144	139	8
SOUS-TOTAL	4 091	11 543	4 340	9 004	1 997	4 301	5 468	8 822	3 889
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	46 519	85 996	57 943	89 050	143 418	38 203	53 191	44 562	44 723
Communications	9 394	3 498	2 002	2 253	1 703	2 452	2 374	5 435	2 239
Production et fourniture d'énergie	52 232	37 886	58 248	18 786	-5 002	9 437	7 467	23 058	12 433
SOUS-TOTAL	108 144	127 380	118 192	110 089	140 120	50 092	63 032	73 055	59 395
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	3 027	247	5 705	7 845	4 440	715	3 163	5 976	8 456
Banque et services financiers	8 638	3 562	3 495	60 363	9 811	8 899	4 207	13 039	13 921
Agriculture	53 780	36 019	38 388	36 653	42 043	43 018	44 145	31 206	35 706
Sylviculture	1 343	1 630	1 885	1 906	1 412	2 044	2 495	1 903	1 403
Pêche	4 351	1 866	2 353	2 341	12 060	1 942	2 353	2 336	2 450
Industries manufacturières	6 658	19 394	10 547	46 707	6 428	4 919	18 753	6 563	6 748
Industries extractives	0	3	28	1 866	1 815	3	40	1 938	2 189
Tourisme	5 282	583	692	962	1 013	392	829	709	2 702
SOUS-TOTAL	83 078	63 303	63 093	158 642	79 022	61 932	75 986	63 670	73 574
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			11 516	45 226	3 538		8 794	7 257	6 883
Objectif significatif			3 922	2 958	26 510		3 876	2 666	17 760
SOUS-TOTAL			15 438	48 184	30 048		12 670	9 923	24 643
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	195 313	202 226	185 625	277 735	221 139	116 325	144 485	145 548	136 858
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	599 121	674 855	554 065	748 898	739 029	485 927	547 861	567 400	603 720

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

CAPE VERDE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	19	126	33	500	31	125	33	71	32
Facilitation du commerce	503	..	123	273	34	319	501	459	173
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	1	..	..	7	..	..	..	7	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	1	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	524	126	156	780	65	445	534	537	204
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	54 076	22 111	60 236	39 015	91 370	34 694	31 898	74 565	55 689
Communications	824	1 718	1 075	56	756	1 765	1 110	248	756
Production et fourniture d'énergie	142	..	205	55 404	1 713	2 795	521	1 766	1 881
SOUS-TOTAL	55 042	23 829	61 515	94 475	93 839	39 254	33 529	76 580	58 325
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	7 435	510	269	638	3 805	752	1 004	1 050	1 082
Banque et services financiers	7 027	223	1 642	1 770	15 123	1 501	3 844	6 288	2 434
Agriculture	6 050	894	2 021	5 953	8 806	2 614	2 406	7 449	7 355
Sylviculture	39	..	..	..	..	24	500	..	..
Pêche	1 941	1 252	3 944	2 238	1 938	1 249	723	3 438	3 846
Industries manufacturières	646	557	736	565	2 790	498	722	442	733
Industries extractives	281	55	..	37	..	55	..	37	..
Tourisme	241	109	542	120	38	142	579	120	38
SOUS-TOTAL	23 659	3 599	9 154	11 321	32 500	6 836	9 777	18 824	15 488
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			2 174	491	938		2 844	1 397	5 027
Objectif significatif			1 130	4 528	7 849		1 394	5 231	2 887
SOUS-TOTAL			3 304	5 019	8 787		4 239	6 629	7 914
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	79 225	27 554	70 826	106 575	126 404	46 534	43 840	95 941	74 017
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	182 781	142 049	162 682	204 623	272 245	144 726	142 691	191 707	206 999

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

COMORES, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	35	14	343	67	32	14	59
Facilitation du commerce	..	..	..	..	122	..	..	..	59
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	14	..	..	..	14	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	3	1		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	18	..	..	..	18
SOUS-TOTAL	0	67	48	18	484	67	45	14	137
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	3 032	3 252	..	..	23 117	2 138	3 501	570	2 239
Communications	44	..	..	..	..	..	..	..	..
Production et fourniture d'énergie	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	3 076	3 252	0	0	23 117	2 138	3 501	570	2 239
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	764	..	..	..	78	..	119	..	16
Banque et services financiers	..	..	3 453	421	8 109	399	690	1 512	1 417
Agriculture	523	5 684	3 509	1 410	..	492	800	1 244	571
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	3
Pêche	249	385	438	..	..	425	114	..	..
Industries manufacturières	1	3	..	..	..	2	..	..	..
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	..	..	..	..	11	..	..	..	11
SOUS-TOTAL	1 536	6 072	7 399	1 831	8 199	1 318	1 723	2 757	2 018
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	78		..	..	16
Objectif significatif			..	..	11		..	..	74
SOUS-TOTAL			0	0	90		0	0	89
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	4 612	9 392	7 448	1 849	31 800	3 523	5 270	3 341	4 394
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	34 614	34 013	45 950	23 523	61 239	30 355	40 302	32 442	28 158

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

DJIBOUTI, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	..	700	275	67	..	73	59
Facilitation du commerce	..	..	204	..	106	..	..	..	44
Accords commerciaux régionaux	374	..	..	..	..	- 14	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	14	..	..	..	14	..
SOUS-TOTAL	374	67	204	713	382	53	0	87	103
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	10 448	273	2 476	10 692	121	1 836	5 904	3 584	15 838
Communications	114	80	96	277	10 245	80	95	276	619
Production et fourniture d'énergie	9 314	..	..	814	9 052	570	1 825	7 103	20 191
SOUS-TOTAL	19 877	354	2 572	11 783	19 418	2 487	7 824	10 962	36 648
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	1 122	..	..	..	78	..	..	..	16
Banque et services financiers	11	28	1 864	1	2 359	27	0	2	3 489
Agriculture	1 735	233	589	173	164	232	308	173	170
Sylviculture	28	..	20	68	168	..	20	68	167
Pêche	15	..	..	..	..	418	921	926	6
Industries manufacturières	229	166	236	175	104	165	235	175	103
Industries extractives	10	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	19	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	3 168	426	2 710	417	2 873	843	1 483	1 344	3 950
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	78		..	..	16
Objectif significatif			..	..	..		..	..	..
SOUS-TOTAL			0	0	78		0	0	16
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	23 418	847	5 485	12 914	22 673	3 382	9 307	12 393	40 701
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	87 117	80 192	93 016	61 958	160 238	73 685	68 571	60 198	195 731

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

GUINÉE ÉQUATORIALE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	..	11	14	12	..	11	14	12
Facilitation du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	0	0	11	14	12	0	11	14	12
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	65	..	..	..	..	..	..	..	..
Communications	3	..	125	..	..	..	125	0	0
Production et fourniture d'énergie	119	..	..	40	10	..	..	40	10
SOUS-TOTAL	186	0	125	40	10	0	125	40	10
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Banque et services financiers	..	..	..	..	..	..	..	..	- 1
Agriculture	383	..	618	..	..	..	618	36	120
Sylviculture	..	..	..	..	736	..	..	340	53
Pêche	12	29	5	72	365	29	5	72	364
Industries manufacturières	364	0	..	103	..	0	..	103	..
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	760	30	623	176	1 101	30	623	551	535
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			78	..	..		78	..	..
Objectif significatif			327	..	981		327	..	297
SOUS-TOTAL			405	0	981		405	0	297
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	946	30	759	230	1 123	30	758	605	557
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	24 977	41 979	38 260	13 099	130 697	34 039	31 084	29 759	31 243

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

ÉRYTHRÉE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	90	11	74	68	90	11	73	12
Facilitation du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	39
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	0	90	11	74	68	90	11	73	51
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	17 311	1	57 234	..	..	6 507	2 474	1 797	2 948
Communications	45	24	..	8	..	24	..	108	..
Production et fourniture d'énergie	15 524	..	7 481	17 377	31	8 529	5 554	11 961	3 099
SOUS-TOTAL	32 879	26	64 716	17 384	31	15 060	8 028	13 866	6 047
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	31	..	87	..	0	17	87	..	0
Banque et services financiers	4 566	581	..	57	26	616	2 088	956	23
Agriculture	13 409	17 688	5 490	1 044	62 393	6 550	4 839	2 413	13 242
Sylviculture	61	1 469	5	17	2 485	526	5	525	524
Pêche	13	15	..	..	9	629	..	..	9
Industries manufacturières	72	3	14	9	3	3	14	9	3
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	..	..	..	0	189	..	..	0	189
SOUS-TOTAL	18 152	19 757	5 596	1 127	65 105	8 340	7 033	3 903	13 990
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	109		..	..	69
Objectif significatif			..	9	..		..	9	31
SOUS-TOTAL			0	9	109		0	9	100
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	51 031	19 873	70 322	18 585	65 204	23 489	15 071	17 843	20 088
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	182 402	77 204	129 972	62 494	163 833	82 964	109 395	91 803	91 579

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

ÉTHIOPIE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	2 009	7 512	1 129	891	17 640	573	798	1 397	4 370
Facilitation du commerce	189	5	..	..	148	29	65	94	162
Accords commerciaux régionaux	29	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	127	18	9	122	114	29	9	84
Ajustement lié au commerce ¹			..	54	8		..	..	562
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	22	3	10	..	22	3	400
SOUS-TOTAL	2 227	7 643	1 169	956	17 928	716	914	1 503	5 579
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	161 692	432 257	352 381	309 264	290 118	226 873	229 325	305 825	251 786
Communications	6 822	4 281	1 974	1 630	1 450	5 871	3 355	4 296	4 618
Production et fourniture d'énergie	169 157	145 005	312 045	1 231	86 363	140 570	101 397	102 354	199 681
SOUS-TOTAL	337 670	581 543	666 400	312 126	377 931	373 315	334 077	412 475	456 086
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	45 972	19 215	11 299	22 064	19 907	38 239	38 303	27 958	23 557
Banque et services financiers	20 504	24 342	1 164	5 019	174 231	6 747	15 661	10 956	131 239
Agriculture	81 812	92 821	228 968	339 516	264 587	78 803	88 953	89 958	469 453
Sylviculture	6 932	1 064	1 455	9 926	1 922	2 814	5 142	3 251	7 760
Pêche	399	6	93	23	..	6	113	23	1 420
Industries manufacturières	36 371	2 459	2 075	50 863	27 028	14 534	18 573	16 334	21 263
Industries extractives	1 091	..	70	..	..	..	70	..	..
Tourisme	509	128	86	173	95	144	111	173	117
SOUS-TOTAL	193 591	140 035	245 210	427 585	487 771	141 287	166 925	148 653	654 810
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			9 302	52 636	35 310		36 033	26 968	14 920
Objectif significatif			1 431	4 215	50 141		1 431	5 004	5 453
SOUS-TOTAL			10 733	56 851	85 451		37 463	31 972	20 373
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	533 488	729 221	912 778	740 667	883 630	515 318	501 916	562 631	1 116 474
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	1 207 945	2 041 340	3 168 294	2 209 207	3 320 625	1 498 973	1 965 132	1 979 337	2 722 213

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

GAMBIE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	111	74	70	82	336	185	11	82	61
Facilitation du commerce	..	..	..	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	4	..	..	..	4
Négociations multilatérales commerciales	..	..	40	..	..	..	40	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	60	10		..	..	1 568
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	13	11	..	..	13	..	..
SOUS-TOTAL	111	74	123	154	428	185	63	82	1 649
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	16 992	2 543	6 570	16	8 000	2 983	6 851	6 270	9 694
Communications	974	40	867	57	109	489	1 076	318	424
Production et fourniture d'énergie	157	..	..	11	113	745	373	23	1 834
SOUS-TOTAL	18 124	2 583	7 436	84	8 222	4 217	8 300	6 612	11 953
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	307	664	55	..	180	358	55	..	725
Banque et services financiers	13	6 570	174	8	81	147	266	149	732
Agriculture	6 084	7 089	1 833	961	16 352	4 154	4 559	6 533	9 940
Sylviculture	9	105	112	50	..	517	152	50	..
Pêche	74	..	397	7 022	7 725	1 172	1 012	1 309	6 560
Industries manufacturières	3 001	27	..	119	233	1 438	648	882	1 212
Industries extractives	109	..	..	..	..	..	..	110	..
Tourisme	6	..	43	49	..	203	182	48	69
SOUS-TOTAL	9 603	14 457	2 614	8 208	24 572	7 988	6 875	9 082	19 238
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	94		877	1 260	31
Objectif significatif			82	6 764	..		82	325	7 158
SOUS-TOTAL			82	6 764	94		959	1 586	7 189
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	27 838	17 114	10 173	8 446	33 222	12 389	15 239	15 776	32 840
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	51 875	70 781	55 212	34 821	89 904	57 774	77 776	63 276	89 733

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

GUINÉE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	655	289	74	249	67	44	250	589
Facilitation du commerce	69	..	..	..	78	17	9	36	24
Accords commerciaux régionaux	..	405	..	..	..	..	66	..	20
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	2 100	..	..	..	707	21
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	132	170	24	..	132	170	24	5
SOUS-TOTAL	69	1 193	459	2 198	327	216	288	1 017	657
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	32 211	36 575	100 695	623	12 971	11 630	11 195	34 609	28 565
Communications	48	59	95	1 729	18	59	209	118	142
Production et fourniture d'énergie	1 273	7 964	6 731	22	18 500	5 388	4 970	6 519	811
SOUS-TOTAL	33 533	44 598	107 521	2 375	31 489	17 076	16 375	41 246	29 519
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	321	156	588	1 390	459	161	968	1 940	490
Banque et services financiers	1 375	3	..	164	712	391	264	366	1 797
Agriculture	17 830	11 003	32 435	2 143	3 654	5 394	16 529	12 891	16 554
Sylviculture	2 083	..	..	..	634	2 343	1 587	642	710
Pêche	5 185	5 712	7 321	3 925	303	3 401	4 058	4 302	5 925
Industries manufacturières	1 445	752	1 137	43	514	909	642	279	415
Industries extractives	474	..	..	..	..	135	145	320	216
Tourisme	..	..	..	..	122	..	..	..	20
SOUS-TOTAL	28 713	17 626	41 481	7 665	6 398	12 734	24 192	20 740	26 127
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	556	855		1 476	779	792
Objectif significatif			..	553	623		..	552	696
SOUS-TOTAL			0	1 109	1 478		1 476	1 331	1 489
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	62 315	63 417	149 461	12 237	38 214	30 025	40 855	63 003	56 303
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	185 964	223 750	314 577	158 568	130 908	192 830	199 431	215 090	180 202

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

GUINÉE-BISSAU, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	57	..	20	20	387	..	..	20	178
Facilitation du commerce	..	..	..	..	78	38	..	..	365
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	47	..	..	..	47	..	19
Ajustement lié au commerce ¹			..	26	..		..	394	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	44	263	..	..	44	263	..
SOUS-TOTAL	57	0	110	310	465	38	91	677	562
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	18 174	3 715	13 972	16	4 179	22 469	34 044	16 409	15 131
Communications	371	167	416	170	154	167	416	185	154
Production et fourniture d'énergie	2 412	7 901	..	..	38	999	2 606	3 800	3 449
SOUS-TOTAL	20 957	11 782	14 388	186	4 371	23 635	37 066	20 393	18 734
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	1 706	168	344	..	1 198	665	1 383	376	1 291
Banque et services financiers	110	672	639	5	568	672	639	5	1 393
Agriculture	1 386	9 987	3 534	2 809	4 035	1 367	2 085	4 799	6 511
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	1 382	527	255	1 690	3 955	5 420	1 161	2 427	3 020
Industries manufacturières	1 335	11	..	1	2 718	507	1 039	377	2 967
Industries extractives	36	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	1	..	49	8	184	..	41	8	405
SOUS-TOTAL	5 956	11 365	4 822	4 512	12 659	8 630	6 347	7 991	15 586
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	426		..	..	364
Objectif significatif			887	675	1 749		887	675	2 074
SOUS-TOTAL			887	675	2 175		887	675	2 438
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	26 971	23 147	19 321	5 008	17 495	32 303	43 504	29 061	34 882
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	66 258	72 234	103 418	81 526	90 213	76 313	98 804	102 242	98 023

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

HAÏTI, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	..	1 444	1 864	1 526	..	49	1 131	1 042
Facilitation du commerce	4	285	..	..	421	..	18	16	49
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	27
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	214	..	..	..	57
SOUS-TOTAL	4	285	1 444	1 864	2 162	0	67	1 147	1 175
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	35 391	15 541	21 233	96 127	264 504	23 703	33 507	37 636	94 238
Communications	767	4	97	19	114	658	104	36	64
Production et fourniture d'énergie	3 508	24 128	22 032	4	20 666	1 146	5 737	3 360	6 562
SOUS-TOTAL	39 666	39 674	43 362	96 150	285 285	25 507	39 348	41 032	100 863
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	3 190	124	4 810	8 034	4 606	1 014	3 888	5 897	10 005
Banque et services financiers	5 491	1 280	7 614	2 950	9 194	2 993	1 968	4 897	5 440
Agriculture	37 887	42 460	10 772	19 978	29 082	4 488	14 035	24 397	43 911
Sylviculture	15	553	555	132	336	174	332	357	799
Pêche	28	598	424	630	961	598	424	1 471	960
Industries manufacturières	191	167	616	1 480	3 110	194	136	589	1 895
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	5	28	..	100	217	28	..	100	88
SOUS-TOTAL	46 806	45 210	24 791	33 305	47 505	9 490	20 783	37 707	63 099
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			5 345	8 260	5 281		756	4 307	9 402
Objectif significatif			359	1 201	3 232		359	1 201	3 052
SOUS-TOTAL			5 703	9 461	8 514		1 115	5 508	12 453
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	86 476	85 168	69 597	131 318	334 952	34 996	60 197	79 886	165 137
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	393 488	547 283	481 203	606 853	1 085 171	377 638	416 875	476 271	779 009

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

ÎLES SALOMON, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	3	20	15	20	265	20	122	20	78
Facilitation du commerce	9	73	79	555	1 137	46	19	575	1 074
Accords commerciaux régionaux	16	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	15	..	..	18	..	..	..	18	1
Ajustement lié au commerce ¹			..	0	0		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	5	..	..	39	29	..	..	39	29
SOUS-TOTAL	48	93	94	632	1 431	66	141	652	1 182
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	1 999	27 613	463	9 215	302	7 463	9 443	4 977	11 195
Communications	8	5	..	463	47	5	..	82	58
Production et fourniture d'énergie	2 466	8 043	..	3 980	92	5 764	6 746	2 013	181
SOUS-TOTAL	4 473	35 661	463	13 657	440	13 232	16 189	7 073	11 433
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	88	476	28	51	78	114	105	58	425
Banque et services financiers	198	..	..	..	313	..	..	..	81
Agriculture	2 889	599	1 885	1 107	964	597	941	780	1 136
Sylviculture	397	5 517	109	505	284	193	129	123	794
Pêche	3 328	3 645	1 632	2 779	2 913	6 407	1 600	2 603	3 583
Industries manufacturières	743	307	1 282	..	18	434	32	139	279
Industries extractives	20	203	53	..	10	202	52	..	10
Tourisme	15	47	..	25	15	47	..	25	16
SOUS-TOTAL	7 679	10 793	4 988	4 468	4 595	7 994	2 859	3 728	6 325
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			658	38	468		..	150	633
Objectif significatif			..	1 696	1 720		..	145	2 317
SOUS-TOTAL			658	1 734	2 188		0	295	2 951
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	12 200	46 547	5 544	18 757	6 467	21 291	19 189	11 453	18 940
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	114 759	263 610	255 259	264 678	240 642	203 552	233 059	207 294	201 299

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

KIRIBATI, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	3	20	11	22	308	20	11	22	78
Facilitation du commerce	82	..	..	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	6	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	4	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	5	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	100	20	11	22	387	20	11	22	94
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	1 930	326	1 605	3 307	980	2 445	3 347	1 097	3 331
Communications	32	11	16	54	102	11	16	54	300
Production et fourniture d'énergie	2 157	..	..	..	5 717	1 771	251	..	7
SOUS-TOTAL	4 119	337	1 621	3 361	6 798	4 227	3 614	1 150	3 637
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	28	..	..	..	78	..	..	..	16
Banque et services financiers	21	..	415	200	- 363	..	306	101	109
Agriculture	59	30	34	3	..	173	150	5	..
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	3 551	958	14 352	1 447	1 491	7 177	10 366	5 429	1 612
Industries manufacturières	40	6	..	..	262	6	..	36	95
Industries extractives	6	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	0	..	..	..	15	..	..	..	14
SOUS-TOTAL	3 704	994	14 801	1 650	1 483	7 356	10 822	5 571	1 845
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	78		..	..	16
Objectif significatif			..	..	- 118		..	..	321
SOUS-TOTAL			0	0	- 39		0	0	337
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	7 923	1 352	16 433	5 034	8 668	11 603	14 447	6 744	5 576
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	20 884	19 575	32 306	31 308	15 490	28 195	28 398	26 694	20 134

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

LAOS, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	306	860	1 163	481	2 106	465	831	3 978	773
Facilitation du commerce	..	..	6 025	4 202	5 679	..	..	1 166	477
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	5
Négociations multilatérales commerciales	301	194	570	56	5	412	725	286	7
Ajustement lié au commerce ¹			..	635	..		..	590	0
Éducation/formation dans le domaine du commerce	39	55	93	24	..	69	105	37	..
SOUS-TOTAL	646	1 109	7 852	5 398	7 790	945	1 660	6 056	1 263
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	45 231	28 120	36 752	9 525	2 207	47 641	51 834	33 054	25 572
Communications	4 302	2 827	996	1 043	1 145	4 120	4 499	5 186	1 208
Production et fourniture d'énergie	39 532	26 783	18 220	15 843	38 154	16 225	7 262	13 888	20 650
SOUS-TOTAL	89 064	57 730	55 967	26 411	41 507	67 986	63 595	52 128	47 429
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	4 111	15 447	9 281	3 761	- 771	8 925	10 128	10 858	10 805
Banque et services financiers	11 976	451	2 880	785	7 449	1 615	1 129	2 984	5 710
Agriculture	37 342	31 165	52 236	40 191	12 574	24 882	45 939	28 041	22 589
Sylviculture	8 340	6 652	2 312	24 647	4 783	7 284	8 136	7 578	9 060
Pêche	1 043	1 982	1 565	1 453	1 097	2 121	1 627	1 479	1 085
Industries manufacturières	3 604	5 988	7 516	3 625	2 184	4 576	3 014	5 840	5 196
Industries extractives	45	622	1 007	1 183	945	620	1 002	1 179	319
Tourisme	3 880	1 793	917	1 377	2 443	944	1 282	1 912	2 512
SOUS-TOTAL	70 341	64 101	77 714	77 021	30 704	50 967	72 256	59 871	57 275
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			382	6 627	-4 736		..	8 505	5 762
Objectif significatif			33	1 554	2 933		..	1 711	6 375
SOUS-TOTAL			415	8 180	- 1 803		0	10 216	12 137
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	160 052	122 940	141 533	108 830	80 001	119 898	137 512	118 055	105 967
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	356 074	290 724	356 140	265 143	249 384	297 701	324 683	294 993	314 260

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

LESOTHO, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	..	490	561	247	..	39	463	129
Facilitation du commerce	8	1 901	190	2 151	78	531	314	2 293	465
Accords commerciaux régionaux	0	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	9	..	..	..	9
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	1	..	70	92	..	..	70	92	..
SOUS-TOTAL	9	1 901	750	2 804	335	531	423	2 849	603
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	2 464	18 090	52 792	1 258	2 292	10 533	8 509	15 699	6 462
Communications	19	..	59	19	..	..	59	19	..
Production et fourniture d'énergie	42	60	8	..	17 784	2 479	7 020	- 57	354
SOUS-TOTAL	2 524	18 150	52 859	1 276	20 076	13 012	15 588	15 660	6 816
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	36	1 398	243	68	78	92	142	395	489
Banque et services financiers	33	109	8 189	..	36	208	387	93	159
Agriculture	4 059	516	3 919	149	951	851	555	273	1 408
Sylviculture	80	113	152	113	95	113	152	113	95
Pêche	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Industries manufacturières	197	..	3 444	1 322	103	56	255	1 488	345
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	45	248	..	..	21	248	..	..	21
SOUS-TOTAL	4 449	2 384	15 947	1 652	1 285	1 568	1 490	2 362	2 516
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			6 997	1 302	243		519	1 828	164
Objectif significatif			..	184	183		..	84	795
SOUS-TOTAL			6 997	1 486	427		519	1 911	958
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	6 982	22 435	69 556	5 732	21 696	15 111	17 502	20 871	9 935
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	85 272	123 237	185 991	398 336	190 881	78 806	98 461	136 270	126 088

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

LIBÉRIA, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	47	74	365	67	17	73	80
Facilitation du commerce	..	..	31	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	..	5 646	..	..	900	138	2 035	2 241	715
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	6	..	..	..	6
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	0	5 713	78	74	1 349	204	2 052	2 315	816
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	9	34 712	50 467	22 608	190 885	873	14 089	30 249	49 827
Communications	49	27	75	33	11	27	75	33	274
Production et fourniture d'énergie	..	14 898	20 450	6 473	35 032	171	5 201	15 580	13 076
SOUS-TOTAL	58	49 637	70 992	29 113	225 928	1 071	19 365	45 861	63 176
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	..	..	5 230	7 153	9 661	..	272	2 735	5 146
Banque et services financiers	..	523	..	527	831	48	460	529	1 433
Agriculture	184	523	15 444	5 992	54 018	86	1 348	8 391	17 148
Sylviculture	524	..	..	307	1 115	853	..	1 059	1 115
Pêche	86	..	196	46	..	..	23	197	2
Industries manufacturières	..	498	35 310	2 830	4 960	..	30 503	- 714	479
Industries extractives	1	441	..	..	..	441	..	..	..
Tourisme	..	..	..	76	..	..	..	1	33
SOUS-TOTAL	795	1 985	56 180	16 931	70 585	1 427	32 607	12 198	25 356
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			2 692	5 952	9 595		295	697	3 533
Objectif significatif			..	279	9 000		..	279	..
SOUS-TOTAL			2 692	6 230	18 595		295	976	3 533
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	853	57 335	127 250	46 118	297 862	2 703	54 023	60 375	89 349
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	75 024	203 636	833 118	304 424	727 651	124 728	611 689	235 695	328 799

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MADAGASCAR, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	13	92	190	470	270	91	66	228	98
Facilitation du commerce	797	105	1 218	313	107	869	1 103	819	193
Accords commerciaux régionaux	0	..	1 602	..	..	..	80	17	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	317	329	9	..	317	329	62
Ajustement lié au commerce ¹			..	38	7		..	..	991
Éducation/formation dans le domaine du commerce	6	..	193	437	..	..	193	437	5
SOUS-TOTAL	817	196	3 520	1 587	393	960	1 760	1 830	1 349
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	174 748	53 084	55 610	276 760	12 060	171 576	165 570	114 777	42 831
Communications	131	116	26 266	85	159	116	1 441	390	253
Production et fourniture d'énergie	8 741	11 872	23 963	11 055	120	8 011	21 529	16 370	5 807
SOUS-TOTAL	183 620	65 072	105 839	287 899	12 339	179 703	188 541	131 538	48 891
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	9 675	1 240	14 824	19 990	3 271	7 367	10 594	18 691	8 065
Banque et services financiers	15 471	2 730	10 458	7 702	2 242	7 504	8 446	17 463	10 130
Agriculture	48 652	71 464	78 883	55 702	33 725	44 524	94 723	44 821	51 638
Sylviculture	2 837	89	787	397	471	88	605	468	689
Pêche	4 093	11 642	2 312	1 154	1 489	3 663	6 238	3 441	3 683
Industries manufacturières	22 463	10 672	5 736	29 927	78	13 610	20 529	29 548	6 333
Industries extractives	6 483	79	11 058	150	556	6 639	5 617	5 151	1 446
Tourisme	417	64	69	175	621	64	69	175	621
SOUS-TOTAL	110 090	97 979	124 127	115 198	42 454	83 460	146 821	119 757	82 605
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			3 049	15 250	1 659		2 848	9 174	14 668
Objectif significatif			2 619	6 572	2 576		6 667	12 087	2 226
SOUS-TOTAL			5 667	21 822	4 234		9 515	21 261	16 894
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	294 527	163 248	233 486	404 684	55 186	264 123	337 122	253 125	132 845
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	610 565	552 735	1 526 326	836 125	608 382	623 129	689 934	934 330	763 153

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MALAWI, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	263	2 540	1 436	250	443	332	719	742	471
Facilitation du commerce	4	294	321	291	292	294	321	291	230
Accords commerciaux régionaux	55	549	434	54	..	549	434	54	..
Négociations multilatérales commerciales	30	..	5	..	..	..	5	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	55	10		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	140	..	36	..	15	..	36	..	17
SOUS-TOTAL	492	3 383	2 232	650	760	1 175	1 515	1 087	718
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	25 451	31 377	31 717	5 903	38 005	12 507	15 528	32 546	22 269
Communications	3 796	3 111	1 888	542	19 789	3 702	2 634	687	2 001
Production et fourniture d'énergie	3 279	5 892	49 418	1 103	1 399	3 213	2 516	2 081	2 275
SOUS-TOTAL	32 526	40 380	83 023	7 548	59 194	19 422	20 678	35 314	26 546
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	2 232	1 506	3 113	1 786	2 607	1 798	2 897	1 765	2 854
Banque et services financiers	2 968	1 239	8 178	1 801	2 290	1 607	2 393	2 298	5 444
Agriculture	69 878	61 248	67 385	71 744	102 301	59 108	78 340	65 581	66 346
Sylviculture	6 683	146	278	887	14 341	2 168	4 669	4 306	2 195
Pêche	1 861	743	321	564	481	2 682	813	2 201	4 083
Industries manufacturières	633	7 178	7 348	1 963	8 495	1 865	5 174	2 030	10 850
Industries extractives	146	28	69	69	..	28	69	8	59
Tourisme	12	959	208	231	434	89	261	231	359
SOUS-TOTAL	84 414	73 046	86 900	79 045	130 949	69 345	94 615	78 420	92 190
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			12 001	1 316	3 217		1 498	2 099	2 202
Objectif significatif			13 072	7 688	2 721		2 368	782	5 812
SOUS-TOTAL			25 074	9 003	5 938		3 866	2 882	8 014
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	117 432	116 809	172 155	87 242	190 902	89 942	116 808	114 821	119 454
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	521 203	538 832	498 647	503 412	889 404	449 599	539 951	588 324	618 211

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MALDIVES, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	7	253	14	247	7	..	14	166
Facilitation du commerce	..	..	59	..	98	..	59	..	36
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	12	..	5	..	38	..	5	..	38
SOUS-TOTAL	12	7	317	14	383	7	64	14	240
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	293	141	10 888	5 701	8	140	5 166	5 701	8
Communications	3 587	138	67	82	67	138	67	82	66
Production et fourniture d'énergie	2 976	..	350	126	18 924	68	228	315	7 902
SOUS-TOTAL	6 856	279	11 305	5 909	18 999	346	5 461	6 098	7 977
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	..	..	..	..	114	..	..	..	51
Banque et services financiers	6	30	16 208	7 505	..	30	7	308	2 300
Agriculture	210	568	2 950	1	24	1	36	1	25
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	1 634	1 699	8	..	..	..	8	..	..
Industries manufacturières	14	9	5	4	7 143	9	5	4	1
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	10	..	..	10	10	..	..	56	10
SOUS-TOTAL	1 873	2 306	19 171	7 519	7 291	40	55	369	2 387
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	78		..	..	16
Objectif significatif			..	..	..		..	..	..
SOUS-TOTAL			0	0	78		0	0	16
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	8 742	2 592	30 793	13 443	26 673	393	5 581	6 481	10 603
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	30 426	97 544	47 265	63 130	61 211	13 782	21 921	22 352	36 402

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MALI, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	2 302	5 311	514	6 635	4 669	5 645	1 056	2 010	4 269
Facilitation du commerce	2 069	..	7 014	5 156	4 645	95	4 801	3 265	7 913
Accords commerciaux régionaux	..	675	..	25 486	..	..	61	..	2 571
Négociations multilatérales commerciales	..	..	11	11	6	..	11	11	81
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	35		..	..	9
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	214	115	29	..	131	96	44
SOUS-TOTAL	4 371	5 987	7 753	37 404	9 384	5 740	6 060	5 382	14 887
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	72 933	9 482	241 835	359 096	37 243	76 710	126 790	79 160	44 582
Communications	2 194	468	202	454	40 088	470	657	605	827
Production et fourniture d'énergie	14 963	36 568	13 123	34 480	163 329	17 038	21 857	11 464	20 544
SOUS-TOTAL	90 090	46 518	255 160	394 030	240 659	94 217	149 305	91 229	65 953
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	10 574	5 290	41 646	6 297	11 459	6 540	7 674	11 349	10 182
Banque et services financiers	6 304	5 964	25 048	24 057	35 082	12 117	16 915	19 147	10 349
Agriculture	63 795	86 601	330 021	115 346	279 452	76 995	113 075	104 473	139 518
Sylviculture	713	..	1 846	1	7 278	453	442	363	3 145
Pêche	54	60	48	518	545	389	614	2 082	5 195
Industries manufacturières	5 037	4 326	114 488	4 721	19 772	5 380	18 161	4 118	11 709
Industries extractives	1 991	..	..	..	398	2 663	4 957	3 609	1 006
Tourisme	51	26	328	377	480	26	75	370	328
SOUS-TOTAL	88 518	102 267	513 424	151 316	354 467	104 562	161 912	145 510	181 431
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			81 149	20 390	19 345		40 369	40 715	33 186
Objectif significatif			296 852	74 480	43 248		10 876	10 277	39 631
SOUS-TOTAL			378 001	94 871	62 593		51 246	50 992	72 817
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	182 980	154 772	776 337	582 750	604 510	204 520	317 277	242 121	262 271
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	532 680	799 833	1 196 917	925 171	1 342 654	640 319	757 423	756 382	821 174

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MAURITANIE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	600	67	1 445	180	370	488	6 243	397	249
Facilitation du commerce	6	..	..	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	..	714	..	..	6	..	116	0	181
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	24	4		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	29	..	..	..	29	..	..
SOUS-TOTAL	606	780	1 474	204	459	488	6 388	397	446
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	39 292	110 811	3 164	4 393	188	19 942	52 274	40 532	22 946
Communications	346	38	2 169	44	81	672	616	167	45
Production et fourniture d'énergie	11 357	27 998	5 815	2 285	4 956	409	5 372	7 227	11 220
SOUS-TOTAL	50 995	138 848	11 149	6 721	5 224	21 022	58 261	47 926	34 210
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	61	..	..	213	78	424	..	197	16
Banque et services financiers	2 106	77	9 409	982	923	66	87	724	2 787
Agriculture	36 516	17 503	6 682	4 362	11 496	19 427	31 790	19 601	25 038
Sylviculture	8	1	36	..	71	1	36	..	3 522
Pêche	12 266	5 630	1 032	26 686	33	6 482	3 499	5 141	6 529
Industries manufacturières	6 924	8 088	48	120	1 053	5 144	4 458	3 569	1 186
Industries extractives	8 431	4 675	73	130	..	3 721	3 010	2 360	1 268
Tourisme	337	2 234	..	56	42	27	..	361	483
SOUS-TOTAL	66 650	38 210	17 280	32 549	13 695	35 292	42 880	31 953	40 828
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			717	201	99		15 252	7 366	733
Objectif significatif			944	1 512	1 245		944	1 556	15 824
SOUS-TOTAL			1 662	1 713	1 344		16 196	8 921	16 557
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	118 252	177 838	29 903	39 474	19 378	56 802	107 529	80 277	75 484
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	212 523	385 809	156 825	148 945	221 242	194 829	273 010	233 196	228 818

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MOZAMBIQUE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	3 480	3 659	2 978	1 510	9 602	8 901	7 645	3 172	22 091
Facilitation du commerce	712	124	352	9 163	778	286	352	1 521	30
Accords commerciaux régionaux	21	32	543	37	..	32	..	37	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	992	47	333	..	..	8
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	107	210	18	38	..	210	17	38	..
SOUS-TOTAL	4 319	4 025	3 891	11 740	10 427	9 762	8 015	4 768	22 129
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	116 965	104 587	220 238	341 090	32 669	189 431	146 459	96 585	100 011
Communications	11 834	25 067	14 033	1 248	79 382	13 457	13 890	8 099	18 981
Production et fourniture d'énergie	74 444	55 027	97 441	13 692	62 447	41 362	55 851	50 770	57 599
SOUS-TOTAL	203 244	184 681	331 712	356 030	174 498	244 250	216 201	155 454	176 590
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	19 694	2 562	34 006	12 914	7 838	14 782	21 192	19 330	10 261
Banque et services financiers	28 596	3 975	22 470	10 645	64 475	23 174	12 599	9 885	66 497
Agriculture	57 140	120 063	75 519	103 149	111 962	71 664	61 804	117 190	97 240
Sylviculture	843	1	52	14 347	5 968	222	1 105	389	1 567
Pêche	10 452	6 384	3 913	2 678	27 954	12 985	12 537	7 728	8 452
Industries manufacturières	15 555	17 477	16 022	6 728	25 812	22 987	15 276	6 462	17 941
Industries extractives	12 888	7 072	75	1 447	1 044	3 595	4 928	3 381	2 620
Tourisme	1 738	223	400	347	390	223	371	342	166
SOUS-TOTAL	146 906	157 756	152 457	152 256	245 443	149 633	129 810	164 707	204 745
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			10 194	5 115	15 458		2 093	6 740	4 877
Objectif significatif			10 914	38 411	114 106		2 508	24 402	89 379
SOUS-TOTAL			21 108	43 526	129 565		4 601	31 142	94 256
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	354 468	346 462	488 059	520 026	430 368	403 644	354 026	324 929	403 464
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	1 087 957	1 136 326	1 642 125	1 838 215	1 408 257	1 187 764	1 214 090	1 317 743	1 384 167

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

MYANMAR, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	53	77	144	85	193	74	143	85	203
Facilitation du commerce	0	..	2	54	5	..	2	24	161
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	5
Négociations multilatérales commerciales	..	..	5	..	..	..	5	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	33	60	67	..	..	59	67	..	..
SOUS-TOTAL	86	137	218	140	198	133	217	109	369
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	154	415	441	170	896	413	439	710	886
Communications	466	579	1 570	1 540	2 121	578	1 563	1 537	2 100
Production et fourniture d'énergie	1 797	1 472	339	53	123	1 364	428	116	123
SOUS-TOTAL	2 417	2 466	2 350	1 763	3 140	2 355	2 430	2 363	3 108
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	210	30	59	172	30	30	72	172	29
Banque et services financiers	797	634	144	5 161	1 334	632	658	5 221	1 463
Agriculture	2 962	9 859	5 320	10 789	14 069	7 955	6 935	10 077	19 550
Sylviculture	4 261	877	1 439	2 854	1 252	4 083	1 162	2 456	1 789
Pêche	82	371	356	313	862	370	355	312	852
Industries manufacturières	703	1 298	960	501	223	1 445	977	725	278
Industries extractives	199	301	54	22	..	300	53	22	..
Tourisme	13	14	18	25	22	14	18	24	22
SOUS-TOTAL	9 227	13 385	8 351	19 837	17 792	14 829	10 230	19 009	23 983
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	165	173		..	165	908
Objectif significatif			..	321	341		..	377	850
SOUS-TOTAL			0	486	514		0	543	1 758
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	11 730	15 987	10 919	21 739	21 131	17 317	12 878	21 481	27 460
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	86 933	135 246	158 858	138 419	161 249	106 730	137 722	159 330	172 304

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

NÉPAL, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	33	2 973	1 282	1 319	1 657	36	890	214	416
Facilitation du commerce	..	..	44	59	707	..	44	59	77
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	- 93	0	..
Négociations multilatérales commerciales	39	8	18	3	2	8	18	3	2
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	11	1	..	42	..	..	..	42	..
SOUS-TOTAL	84	2 982	1 344	1 423	2 366	44	859	318	494
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	22 604	70 178	45 412	75 706	133 686	35 923	41 940	59 589	49 080
Communications	1 263	552	2 524	1 854	686	4 450	2 015	5 312	1 515
Production et fourniture d'énergie	52 481	59 959	77 229	44 061	92 801	36 619	39 386	57 632	68 363
SOUS-TOTAL	76 347	130 689	125 165	121 622	227 173	76 992	83 341	122 533	118 959
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	4 919	736	3 507	10 949	1 606	4 253	3 301	2 585	3 500
Banque et services financiers	35 989	1 459	948	2 493	10 333	9 248	3 995	1 956	2 014
Agriculture	44 870	73 392	126 828	33 191	28 298	14 298	19 110	19 632	34 286
Sylviculture	5 346	83	1 601	18 026	11 125	3 779	4 540	5 340	10 652
Pêche	11	269	190	156	51	183	106	309	50
Industries manufacturières	1 896	1 005	1 463	937	11 416	2 243	1 325	1 539	3 438
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	900	381	462	245	134	1 019	423	323	160
SOUS-TOTAL	93 930	77 324	134 998	65 997	62 963	35 022	32 799	31 684	54 100
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			2 647	11 188	1 133		1 293	2 368	3 259
Objectif significatif			1 092	1 434	31 407		164	2 324	7 749
SOUS-TOTAL			3 739	12 622	32 540		1 457	4 692	11 008
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	170 361	210 995	261 507	189 042	292 501	112 058	116 999	154 534	173 553
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	558 356	475 657	713 801	632 881	931 971	405 297	437 267	519 641	665 590

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

NIGER, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	..	20	109	9 871	4	20	93	70
Facilitation du commerce	..	..	..	..	83	19	..	..	21
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	18	..	12	269	..	..	12	269	68
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	58	8	21	..	57	8	21
SOUS-TOTAL	18	0	89	387	9 976	24	89	370	180
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	42 119	36 206	7 890	150 569	9 205	6 550	46 244	59 255	38 806
Communications	1 585	86	393	142	146	790	905	506	450
Production et fourniture d'énergie	534	96	10 287	7	316	2 129	1 002	1 656	591
SOUS-TOTAL	44 239	36 388	18 569	150 718	9 667	9 469	48 152	61 417	39 846
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	7 112	..	16	5 089	133	167	20	333	927
Banque et services financiers	2 611	352	276	10 712	21 749	1 410	1 070	564	3 200
Agriculture	38 799	36 431	37 310	55 073	93 339	57 712	45 460	40 524	36 357
Sylviculture	61	302	143	196	93	107	301	242	177
Pêche	..	1 979	..	..	..	1 979	..	..	1
Industries manufacturières	2 817	4 304	341	4 790	5 595	2 816	842	366	1 027
Industries extractives	17 006	81	50	..	..	3 626	4 616	3 727	4 605
Tourisme	109	..	..	350	123	..	..	350	21
SOUS-TOTAL	68 514	43 448	38 136	76 210	121 032	67 816	52 309	46 106	46 317
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	441	363		3 922	4 374	105
Objectif significatif			8 179	338	2 026		208	275	4 068
SOUS-TOTAL			8 179	778	2 389		4 130	4 648	4 173
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	112 771	79 836	56 795	227 314	140 674	77 309	100 550	107 892	86 343
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	318 588	472 760	318 105	573 142	337 336	371 866	371 861	413 115	353 438

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

UGANDA, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	4 352	613	1 983	9 137	17 193	1 148	15 263	2 414	3 510
Facilitation du commerce	57	..	25	382	78	..	25	153	227
Accords commerciaux régionaux	63	5 047	207	..	..	180	543	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	87	353	..	..	87	456
Ajustement lié au commerce ¹			..	4	2		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	52	1	77	57	126	1	77	57	63
SOUS-TOTAL	4 523	5 661	2 293	9 666	17 752	1 329	15 908	2 710	4 256
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	105 742	93 588	92 633	105 497	461 003	71 246	117 218	173 782	103 110
Communications	957	371	12 605	936	8 454	1 248	2 257	11 515	4 426
Production et fourniture d'énergie	7 546	6 982	517 201	31 345	188 900	20 692	117 834	89 694	120 165
SOUS-TOTAL	114 245	100 941	622 438	137 778	658 357	93 186	237 308	274 991	227 701
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	13 411	3 303	8 855	25 798	5 279	11 306	8 004	7 121	29 753
Banque et services financiers	12 781	7 065	4 244	18 262	17 150	11 393	27 780	5 374	26 674
Agriculture	83 147	53 252	96 875	75 423	254 235	103 319	119 070	110 269	120 373
Sylviculture	3 726	50	46	14 074	25 285	5 225	2 478	1 419	2 932
Pêche	89	70	252	181	15	3 661	1 497	9 893	7 873
Industries manufacturières	20 727	21 389	4 642	21 814	24 177	13 723	9 457	10 449	29 768
Industries extractives	5 551	..	41	2 422	15 689	2 081	3 865	3 837	7 116
Tourisme	99	13	48	73	..	585	790	306	79
SOUS-TOTAL	139 532	85 141	115 003	158 047	341 830	151 292	172 942	148 668	224 568
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			12 366	3 514	6 189		17 561	25 308	5 272
Objectif significatif			2 509	14 279	36 384		737	3 708	41 870
SOUS-TOTAL			14 875	17 793	42 573		18 298	29 016	47 142
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	258 300	191 743	739 734	305 492	1 017 939	245 808	426 158	426 368	456 524
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	988 155	1 076 940	1 959 535	1 434 474	2 187 719	1 040 701	1 285 655	1 245 788	1 484 285

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	134	74	401	67	134	73	59
Facilitation du commerce	..	..	712	30	2 021	..	..	64	241
Accords commerciaux régionaux	..	..	2 578	..	7 291	..	..	121	816
Négociations multilatérales commerciales	..	..	7	17	..	..	7	17	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	32	84	..	..	32	..	..
SOUS-TOTAL	0	67	3 461	205	9 714	67	172	275	1 117
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	27 201	87 368	23 542	24	58 392	6 023	2 730	4 953	15 323
Communications	266	4 535	10	19	5 402	4 440	349	103	80
Production et fourniture d'énergie	..	4	..	..	8 000	4	..	..	3 360
SOUS-TOTAL	27 467	91 908	23 552	44	71 794	10 467	3 079	5 056	18 764
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	56	..	712	1 014	2 534	- 1	..	1 038	241
Banque et services financiers	60	399	310	7	494	399	385	210	494
Agriculture	3 717	395	19 244	1 968	2 695	395	19 335	3 092	2 359
Sylviculture	4 445	11 906	..	1 662	948	26 149	5 782	7 246	2 856
Pêche	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Industries manufacturières	45	61	..	3	180	61	89	59	..
Industries extractives	..	22 676	..	..	250	22 200	782	..	255
Tourisme	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	8 323	35 436	20 266	4 653	7 101	49 202	26 374	11 645	6 205
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	78		..	..	16
Objectif significatif			..	3	1 388		..	3	12
SOUS-TOTAL			0	3	1 467		0	3	28
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	35 790	127 411	47 279	4 902	88 609	59 735	29 624	16 976	26 085
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	95 971	250 590	159 602	112 582	263 544	171 065	96 724	129 662	113 509

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "..." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	385	513	23 304	67	11	186	773
Facilitation du commerce	3	171	14	242	78	171	14	242	24
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	294
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	3	..	..	..	3	5
SOUS-TOTAL	3	237	400	757	23 383	237	25	430	1 096
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	182 217	56 767	132 825	122 453	228 384	111 596	103 600	154 380	138 277
Communications	8 330	222	1 389	15 118	2 671	6 984	2 285	5 321	4 297
Production et fourniture d'énergie	100 400	7	318 650	55 420	264 347	30 687	27 941	35 044	132 763
SOUS-TOTAL	290 947	56 995	452 864	192 991	495 401	149 267	133 827	194 745	275 337
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	28 148	..	334	408	1 997	3 270	2 553	2 633	2 618
Banque et services financiers	86 700	16 442	2 670	21 747	104 459	8 914	4 843	16 865	125 235
Agriculture	21 443	74 851	15 055	30 292	72 516	18 950	16 791	28 265	46 970
Sylviculture	11 442	2 661	7 728	5 417	21 121	2 609	4 056	3 094	3 999
Pêche	458	463	..	873	1 165	463	..	1 044	1 189
Industries manufacturières	24 384	619	405	2 673	3 780	414	522	2 558	2 336
Industries extractives	49 391	8 710	212	12 208	766	7 210	1 382	2 938	2 975
Tourisme	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	221 966	103 746	26 404	73 619	205 804	41 829	30 148	57 398	185 321
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			499	25 107	3 957		2 839	8 146	4 326
Objectif significatif			1 089	3 459	6 606		4 336	12 925	14 157
SOUS-TOTAL			1 588	28 565	10 563		7 175	21 071	18 483
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	512 916	160 979	479 667	267 367	724 588	191 334	163 999	252 573	461 754
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	1 284 609	862 011	1 426 785	1 530 633	1 948 297	908 816	783 486	1 153 938	1 466 086

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

RWANDA, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	7	91	655	321	934	1 088	736	472	381
Facilitation du commerce	0	..	2 228	35	78	..	..	410	24
Accords commerciaux régionaux	..	2 765	..	..	7 654	277	102	156	3 531
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	347	..	..	..	471
Ajustement lié au commerce ¹			..	344	22		..	..	8 916
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	62	..	116	..	62	..	57
SOUS-TOTAL	7	2 856	2 945	700	9 151	1 364	900	1 037	13 381
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	25 567	69 022	15 456	361	76 226	27 858	21 941	49 241	26 791
Communications	842	1 272	4 113	26 727	1 914	774	1 442	6 419	2 441
Production et fourniture d'énergie	11 454	14 418	35 009	32 158	150 069	1 673	19 531	25 694	41 894
SOUS-TOTAL	37 862	84 712	54 577	59 246	228 209	30 305	42 914	81 354	71 125
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	1 978	3 713	2 849	5 183	15 458	1 908	3 015	4 554	9 880
Banque et services financiers	3 957	714	4 272	9 651	5 728	3 709	8 305	6 233	4 977
Agriculture	21 940	31 336	20 729	87 239	139 251	29 660	29 180	45 141	49 300
Sylviculture	373	36	30	667	1 692	2 022	2 151	2 159	1 018
Pêche	19	6	27	..	15	516	1 249	1 768	38
Industries manufacturières	12 155	4 731	15 443	3 051	9 719	4 556	4 746	1 349	8 163
Industries extractives	1	..	..	353	17	..	..	..	116
Tourisme	4	..	..	..	..	..	..	..	0
SOUS-TOTAL	40 426	40 535	43 350	106 142	171 880	42 371	48 646	61 203	73 492
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			1 201	2 649	3 222		7 213	7 515	3 557
Objectif significatif			50	3 739	10 710		50	3 628	11 015
SOUS-TOTAL			1 252	6 388	13 933		7 263	11 143	14 573
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	78 296	128 104	100 872	166 089	409 240	74 040	92 460	143 594	157 998
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	403 987	547 032	621 494	688 316	1 014 446	443 051	520 858	716 596	710 850

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

SAMOA, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	18	20	39	72	273	20	39	72	86
Facilitation du commerce	..	..	..	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	6	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	5	0	..	12	37	4	..	12	37
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	7	..	9	..	..	..	9	..	..
SOUS-TOTAL	35	20	47	84	388	24	47	84	138
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	3 659	217	6 819	14 231	625	1 407	3 264	1 833	11 951
Communications	1 766	193	227	224	269	857	1 246	529	785
Production et fourniture d'énergie	2 408	497	48 568	115	79	450	180	633	4 671
SOUS-TOTAL	7 834	908	55 613	14 570	974	2 714	4 691	2 995	17 408
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	389	149	8 501	2 122	1 890	272	645	4 266	413
Banque et services financiers	1 619	..	..	..	5	..	..	..	5
Agriculture	1 836	580	605	297	191	614	603	389	205
Sylviculture	110	115	64	37	52	155	226	37	52
Pêche	2 057	119	138	133	130	5 087	2 171	133	132
Industries manufacturières	393	458	578	528	306	456	575	526	261
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	241	163	19	..	56	189	93	..	56
SOUS-TOTAL	6 646	1 584	9 906	3 118	2 629	6 774	4 313	5 352	1 124
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	1 457	1 263		..	213	147
Objectif significatif			..	658	657		..	205	278
SOUS-TOTAL			0	2 115	1 920		0	418	425
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	14 515	2 512	65 567	17 772	3 991	9 512	9 050	8 431	18 670
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	58 567	80 355	87 159	70 070	51 026	46 451	39 132	38 581	54 145

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	173	..	9	29	246	..	9	29	59
Facilitation du commerce	..	..	..	33	78	..	..	28	99
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	215	..	..	..	215	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	31	..	..	..	24	..
SOUS-TOTAL	173	0	9	308	324	0	9	296	158
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	5 160	1 584	5 465	166	19 986	5 155	5 103	3 636	1 586
Communications	165	149	337	1 514	106	149	337	1 514	106
Production et fourniture d'énergie	451	..	34	..	..	79	34	1	..
SOUS-TOTAL	5 777	1 732	5 837	1 681	20 092	5 382	5 474	5 152	1 692
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	381	262	115	..	1 888	262	115	..	16
Banque et services financiers	26	30	54	40	65	30	54	40	65
Agriculture	882	6 554	17	107	85	46	107	579	773
Sylviculture	..	32	39	..	684	32	39	..	..
Pêche	710	83	277	105	74	83	277	104	73
Industries manufacturières	6	5	58	..	0	5	58	..	0
Industries extractives	61	11	4	1 167	400	11	4	1 116	..
Tourisme	133	102	224	347	276	102	224	347	343
SOUS-TOTAL	2 198	7 079	790	1 766	3 472	570	879	2 186	1 270
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			358	246	2 111		358	246	306
Objectif significatif			..	141	831		..	141	148
SOUS-TOTAL			358	388	2 943		358	388	453
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	8 148	8 811	6 635	3 755	23 889	5 952	6 362	7 634	3 119
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	31 391	26 136	30 214	31 904	45 687	27 935	31 083	36 489	25 378

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

SÉNÉGAL, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	4 032	12 356	1 404	284	1 067	3 369	7 265	4 728	3 523
Facilitation du commerce	68	..	..	..	14 058	8	..	..	84
Accords commerciaux régionaux	..	675	..	..	84	..	73	47	201
Négociations multilatérales commerciales	15	..	..	5	0	..	..	5	21
Ajustement lié au commerce ¹			..	291	9		..	10 748	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	77	155	32	..	77	49	37
SOUS-TOTAL	4 115	13 032	1 481	735	15 249	3 376	7 415	15 577	3 866
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	52 980	72 312	37 328	80 613	164 526	74 796	64 976	81 175	89 116
Communications	9 136	1 595	542	964	844	16 676	3 163	2 113	2 429
Production et fourniture d'énergie	26 588	38 961	881	119 996	48 809	10 889	10 458	83 629	16 499
SOUS-TOTAL	88 703	112 868	38 751	201 573	214 179	102 362	78 596	166 917	108 044
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	19 882	576	3 112	4 240	13 839	8 514	14 627	6 755	11 899
Banque et services financiers	7 975	3 077	4 009	30 265	16 065	12 713	10 452	16 785	12 430
Agriculture	39 327	109 090	70 717	60 174	108 881	52 757	60 903	52 077	59 087
Sylviculture	4 672	3 313	2 783	1 813	8 258	5 095	3 366	2 081	6 895
Pêche	12 688	3 066	1 656	9 234	3 663	11 443	4 037	8 558	3 958
Industries manufacturières	9 026	10 667	3 723	30 297	13 877	13 666	8 456	4 279	6 343
Industries extractives	5 612	..	..	11 671	..	20	3 808	11 932	4 844
Tourisme	276	15	248	641	357	309	256	641	250
SOUS-TOTAL	99 460	129 806	86 248	148 334	164 941	104 517	105 905	103 109	105 706
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			19 752	3 702	11 501		13 365	14 130	4 539
Objectif significatif			1 851	17 409	29 672		1 606	13 532	27 176
SOUS-TOTAL			21 603	21 110	41 173		14 971	27 662	31 715
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	192 278	255 706	126 480	350 642	394 369	210 256	191 916	285 603	217 616
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	595 193	963 989	666 615	868 719	1 133 080	797 209	713 992	816 482	799 803

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

SIERRA LEONE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	1 020	378	6 991	257	1 658	2 377	2 873	4 241	4 745
Facilitation du commerce	..	..	..	..	78	..	..	..	24
Accords commerciaux régionaux	1 535	..	1 721	..	..	0	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	5	..	..	..	5	..	24
Ajustement lié au commerce ¹			..	4	..		..	106	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	13	..	..	..	13	..	5
SOUS-TOTAL	2 555	378	8 730	261	1 736	2 377	2 891	4 347	4 797
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	38 333	3 260	28 690	26 189	183	19 027	10 613	21 969	34 200
Communications	347	41	35	1	..	122	34	1	857
Production et fourniture d'énergie	23 437	434	30 672	65 827	7 069	2 871	18 747	17 154	30 103
SOUS-TOTAL	62 117	3 734	59 396	92 018	7 253	22 021	29 394	39 125	65 160
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	3 761	2 724	..	9 909	323	1 931	1 947	7 240	5 649
Banque et services financiers	1 521	146	7 211	5 484	3 830	2 073	1 822	1 784	1 780
Agriculture	10 106	2 470	21 172	5 299	18 239	4 472	3 690	8 153	13 671
Sylviculture	1	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	1 122	..	..	99	46	..	690	2 964	5 449
Industries manufacturières	2 426	8 820	7 288	3 417	5 141	2 949	1 624	3 030	3 137
Industries extractives	13 491	2 212	..	1 961	271	5 703	372	2 224	373
Tourisme	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	32 430	16 372	35 671	26 169	27 850	17 127	10 146	25 395	30 059
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			25 562	5 747	146		..	3 294	4 185
Objectif significatif			..	4 335	19 483		..	530	6 723
SOUS-TOTAL			25 562	10 082	19 629		0	3 824	10 909
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	97 102	20 485	103 797	118 448	36 839	41 525	42 432	68 866	100 017
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	284 980	144 980	245 816	265 312	261 725	215 163	218 930	254 284	301 563

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

SOMALIE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	..	11	14	12	..	11	14	12
Facilitation du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	0	0	11	14	12	0	11	14	12
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	203	633	1 424	22 497	139	338	1 558	62	1 739
Communications	72	..	..	..	75	..	..	..	72
Production et fourniture d'énergie	187	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	462	633	1 424	22 497	215	338	1 558	62	1 811
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	3	4	..	90	153	4	..	90	219
Banque et services financiers	146	385	138	..	118	112	240	126	170
Agriculture	3 769	3 202	7 887	2 886	39 448	5 001	1 077	8 452	14 655
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	140	..	..	..	..	..	..	..	15
Industries manufacturières	..	5 039	..	..	..	1 680	..	257	1 199
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	..	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	4 057	8 629	8 025	2 977	39 718	6 797	1 318	8 926	16 257
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			7 574	..	336		..	20	47
Objectif significatif			..	..	55		..	2 425	1 242
SOUS-TOTAL			7 574	0	391		0	2 445	1 290
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	4 519	9 262	9 459	25 488	39 945	7 135	2 886	9 002	18 080
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	80 784	104 373	136 872	254 502	163 067	95 038	101 230	143 322	163 039

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

SOUDAN, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	11	81	2 790	558	321	81	11 291	73	98
Facilitation du commerce	2	..	18	..	101	..	18	..	39
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	77	..	..	..	77	61
Ajustement lié au commerce ¹			..	2 725	424		..	2 886	18 034
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	3	..	..	..	3	..
SOUS-TOTAL	14	81	2 808	3 363	846	81	11 309	3 039	18 231
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	2 289	10 647	35 945	75 082	140 502	8 516	499	28 819	78 303
Communications	148	312	1 535	4	121	479	657	1 337	111
Production et fourniture d'énergie	93	4	1 928	4 268	4 680	533	402	1 973	2 002
SOUS-TOTAL	2 530	10 962	39 408	79 354	145 302	9 528	1 559	32 129	80 416
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	7	6	3 115	2 834	15 307	45	21	3 267	12 294
Banque et services financiers	1 510	282	13	11 443	8 004	206	176	5 554	4 710
Agriculture	19 209	20 808	17 360	14 571	50 046	4 758	8 997	9 774	18 592
Sylviculture	1	68	5 112	281	344	68	1 052	660	1 389
Pêche	..	12	321	8	4 677	12	320	8	999
Industries manufacturières	158	145	23	17 684	5 307	79	23	67	203
Industries extractives	13	..	..	1 721	1 542	2	..	1 471	1 695
Tourisme	33	..	..	..	52	..	..	11	52
SOUS-TOTAL	20 930	21 321	25 944	48 543	85 277	5 169	10 590	20 812	39 935
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			3 094	1 464	9 671		..	3 666	1 893
Objectif significatif			668	15 602	10 702		1	134	10 728
SOUS-TOTAL			3 762	17 066	20 374		1	3 800	12 621
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	23 474	32 365	68 160	131 260	231 426	14 778	23 457	55 981	138 581
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	432 790	557 531	580 020	963 911	1 221 273	547 834	647 567	741 442	913 441

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

TANZANIE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	14 325	3 889	2 471	802	1 185	1 741	17 122	1 972	773
Facilitation du commerce	800	195	283	502	219	852	283	330	188
Accords commerciaux régionaux	59	6 991	88	..	13	391	88	122	302
Négociations multilatérales commerciales	..	102	..	..	394	102	..	..	458
Ajustement lié au commerce ¹			..	175	..		..	5 199	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	225	..	361	16	127	..	361	16	66
SOUS-TOTAL	15 410	11 177	3 204	1 495	1 938	3 086	17 854	7 639	1 787
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	132 417	100 123	256 919	635 492	203 211	140 102	162 652	161 322	146 414
Communications	3 087	18 120	5 280	5 142	99 350	2 520	6 016	2 764	2 154
Production et fourniture d'énergie	30 252	18 193	125 875	416 408	171 310	20 436	28 160	55 302	121 431
SOUS-TOTAL	165 756	136 436	388 074	1 057 043	473 871	163 058	196 828	219 389	270 000
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	27 935	18 925	37 186	110 362	2 830	37 255	46 283	32 401	30 077
Banque et services financiers	24 400	19 936	9 026	41 084	20 306	14 523	17 705	36 762	39 543
Agriculture	144 735	170 577	111 336	100 870	326 083	111 478	108 623	147 899	181 861
Sylviculture	7 810	15 994	7 030	..	13 895	6 550	6 168	6 708	10 961
Pêche	1 936	238	491	475	266	8 617	7 287	7 701	781
Industries manufacturières	19 512	56 416	30 421	9 329	27 074	50 917	28 448	10 722	32 000
Industries extractives	3 772	58	47	4 565	14 663	5 421	3 128	5 416	22 692
Tourisme	1 227	18	37	27	372	166	987	1 202	812
SOUS-TOTAL	231 327	282 162	195 574	266 712	405 489	234 927	218 630	248 813	318 726
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			6 023	97 681	15 818		22 846	41 532	20 863
Objectif significatif			1 916	9 739	92 270		1 546	4 755	49 373
SOUS-TOTAL			7 940	107 420	108 089		24 391	46 287	70 236
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	412 493	429 775	586 852	1 325 249	881 298	401 070	433 312	475 841	590 513
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	1 344 713	1 454 542	1 975 077	2 805 464	2 817 653	1 356 716	1 513 236	1 730 189	1 879 184

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

TCHAD, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	67	..	2 826	429	67	..	14	272
Facilitation du commerce	855	..	890	..	78	..	..	..	154
Accords commerciaux régionaux	..	..	3 222	..	316	..	..	..	166
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	..	74	..	..	..	67	..
SOUS-TOTAL	855	67	4 112	2 900	824	67	0	81	592
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	41 613	15	30 857	3 103	49 208	25 195	14 921	56 902	45 332
Communications	199	..	..	71	6 660	..	..	75	..
Production et fourniture d'énergie	5	..	28 690	1	0	1 015	760	1 970	831
SOUS-TOTAL	41 817	15	59 547	3 175	55 868	26 210	15 680	58 947	46 164
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	39	..	890	..	710	..	..	..	62
Banque et services financiers	3 465	6	..	21	375	7	2	22	13 097
Agriculture	23 667	1 853	2 801	13 550	38 385	14 384	15 541	7 484	13 792
Sylviculture	653	..	..	6 398	697	678	..	36	13
Pêche	4 185	..	..	..	..	..	325	1 299	2 785
Industries manufacturières	4 897	450	5	4	895	450	5	4	161
Industries extractives	145	..	..	..	..	..	..	- 172	..
Tourisme	..	..	..	..	..	..	..	..	0
SOUS-TOTAL	37 052	2 309	3 695	19 973	41 062	15 519	15 872	8 672	29 909
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ²									
Objectif principal			..	..	78		9 150	1 897	16
Objectif significatif			11	..	1 538		..	..	1 505
SOUS-TOTAL			11	0	1 616		9 150	1 897	1 521
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	79 724	2 391	67 354	26 049	97 753	41 796	31 553	67 701	76 665
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	262 836	136 524	230 012	196 163	269 840	200 938	193 513	232 854	242 977

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

TIMOR-LESTE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	60	..	27	20	264	4	11	20	96
Facilitation du commerce	181	..	33	..	189	..	..	280	241
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	5	..	..	..	..	..	..	..	27
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	9	..	..	..	..	..	..	..	6
SOUS-TOTAL	255	0	60	20	453	4	11	299	371
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	8 911	11 973	1 739	12 203	3 417	5 971	5 170	8 880	3 546
Communications	680	1 152	1 723	779	483	1 163	1 403	633	240
Production et fourniture d'énergie	7 771	5 368	3 093	658	9 098	7 793	3 190	853	3 204
SOUS-TOTAL	17 363	18 493	6 555	13 641	12 998	14 927	9 763	10 366	6 990
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	6 609	48	9 687	4 728	5 135	48	422	5 943	6 945
Banque et services financiers	665	134	1 116	854	291	181	562	851	773
Agriculture	4 830	2 587	13 916	9 687	8 217	3 885	4 272	12 906	10 538
Sylviculture	22	5	..	664	607	5	..	662	600
Pêche	578	495	180	205	593	495	180	199	592
Industries manufacturières	1 020	156	2 146	1 938	1 582	166	678	2 223	1 252
Industries extractives	538	2 317	..	10 289	471	803	1 067	1 853	2 784
Tourisme	382	221	86	8	34	221	290	- 19	34
SOUS-TOTAL	14 644	5 962	27 131	28 372	16 930	5 804	7 470	24 617	23 517
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			9 473	4 845	4 974		504	6 144	6 706
Objectif significatif			92	1 861	1 846		..	1 657	1 931
SOUS-TOTAL			9 566	6 706	6 820		504	7 800	8 638
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	32 261	24 455	33 747	42 033	30 380	20 735	17 244	35 283	30 879
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	235 330	246 710	295 017	210 086	172 054	209 066	244 495	232 860	189 784

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

TOGO, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	..	..	11	25	248	..	11	25	82
Facilitation du commerce	..	..	..	7	120	8	..	7	68
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	30	..	..	..	30	..	27
Ajustement lié au commerce ¹			..	406	3		..	6 086	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	4	..	87	23	..	..	87	23	6
SOUS-TOTAL	4	0	128	461	370	8	128	6 141	184
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	3 623	328	2 866	16	6 027	6 739	4	41	569
Communications	120	280	1	8	..	106	144	8	..
Production et fourniture d'énergie	..	27	574	20 886	40 849	27	444	21 008	2 530
SOUS-TOTAL	3 743	635	3 442	20 910	46 877	6 872	593	21 057	3 098
BUILDING PRODUCTIVE CAPACITY <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	191	..	71	22 462	2 081	23	71	22 381	2 236
Banque et services financiers	328	335	143	26 942	23 771	454	181	26 928	16 415
Agriculture	1 066	1 091	1 551	5 506	5 712	1 309	1 387	1 366	17 209
Sylviculture	7	..	..	57	..	..	..	57	..
Pêche	20	19	53	99	93	19	53	99	93
Industries manufacturières	440	1 213	42	40 119	114	529	422	40 351	474
Industries extractives	..	..	..	..	2 000	..	19	..	2 134
Tourisme	6	..	..	1	3	..	..	1	3
SOUS-TOTAL	2 059	2 659	1 860	95 187	33 774	2 335	2 133	91 183	38 564
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	1	183		..	1	121
Objectif significatif			29	123	210		29	123	448
SOUS-TOTAL			29	124	393		29	124	568
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	5 806	3 293	5 430	116 558	81 021	9 215	2 853	118 381	41 847
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	73 052	57 600	191 715	410 201	240 228	81 053	116 035	262 354	287 732

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

TUVALU, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	3	20	11	24	265	20	11	24	78
Facilitation du commerce	..	..	..	..	78	..	..	..	16
Accords commerciaux régionaux	3	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	2	..	..	..	..	..	..	..	..
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	1	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	10	20	11	24	344	20	11	24	93
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	124	239	10 092	4 517	404	307	533	4 213	5 811
Communications	582	11	16	154	191	11	16	153	189
Production et fourniture d'énergie	2 502	..	..	33	10	7 959	1 326	33	10
SOUS-TOTAL	3 208	250	10 109	4 704	605	8 276	1 875	4 399	6 010
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	..	..	..	..	78	..	..	..	16
Banque et services financiers	399	..	..	..	..	..	922	..	76
Agriculture	14	1	..	12	..	1	..	12	..
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	228	590	377	355	336	450	452	396	337
Industries manufacturières	381	82	..	..	..	82	..	..	..
Industries extractives	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tourisme	0	..	..	..	..	..	..	..	..
SOUS-TOTAL	1 023	674	377	367	414	533	1 374	408	429
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			..	..	78		..	..	16
Objectif significatif			..	..	..		..	..	..
SOUS-TOTAL			0	0	78		0	0	16
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	4 240	944	10 496	5 095	1 363	8 829	3 259	4 831	6 532
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	11 552	7 815	18 493	13 545	13 223	15 934	10 231	11 640	10 671

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

VANUATU, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	3	20	139	14	347	20	139	14	78
Facilitation du commerce	..	..	..	7	78	..	..	7	16
Accords commerciaux régionaux	6	..	148	..	..	..	119	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	..	51	12	..	..	14	39
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	11	..	..	24	..	13	..	24	..
SOUS-TOTAL	19	20	288	96	438	33	258	60	132
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	4 105	64 574	769	23 878	13 223	1 228	2 905	31 997	36 779
Communications	208	273	2 826	487	934	272	1 371	1 455	6 277
Production et fourniture d'énergie	132	250	15 126	24	..	249	2 907	9 072	1 365
SOUS-TOTAL	4 445	65 097	18 721	24 388	14 157	1 749	7 184	42 523	44 421
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	200	209	475	326	422	260	245	267	669
Banque et services financiers	119	..	..	..	313	..	..	..	81
Agriculture	650	356	5 373	1 561	8 115	928	5 254	1 614	457
Sylviculture	78	144	313	114	230	144	313	114	233
Pêche	229	1 051	893	1 000	328	1 047	888	998	328
Industries manufacturières	43	72	187	192	- 28	284	563	134	39
Industries extractives	..	53	242	89	..	52	240	89	..
Tourisme	958	99	2 957	170	120	1 329	1 164	496	431
SOUS-TOTAL	2 276	1 984	10 439	3 452	9 499	4 045	8 666	3 711	2 237
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			2 869	..	386		..	..	563
Objectif significatif			458	1 329	8 009		..	1 088	183
SOUS-TOTAL			3 327	1 329	8 395		0	1 088	746
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	6 741	67 101	29 448	27 937	24 094	5 827	16 108	46 295	46 791
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	52 387	110 566	63 596	104 422	94 950	51 878	55 650	88 638	97 082

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

YÉMEN, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	2 796	79	124	418	289	1 727	1 570	522	59
Facilitation du commerce	..	5	..	15	178	5	..	15	116
Accords commerciaux régionaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Négociations multilatérales commerciales	..	..	161	7	..	..	161	1 345	628
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	..	..	95	..	..	..	95	..	..
SOUS-TOTAL	2 796	83	380	441	467	1 731	1 825	1 882	802
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	17 007	..	29 260	13 803	123 899	16 076	21 253	17 578	19 340
Communications	931	182	1 791	370	79	6 628	2 205	1 367	501
Production et fourniture d'énergie	123	55 445	4 588	36 648	192 437	131	1 544	742	2 440
SOUS-TOTAL	18 061	55 626	35 640	50 820	316 415	22 834	25 002	19 687	22 281
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	1 985	990	12 299	4 133	14 585	2 278	2 215	10 803	7 450
Banque et services financiers	1 330	27	5 910	13	118 864	2 090	568	506	502
Agriculture	27 389	23 160	14 874	15 757	64 781	23 353	17 581	18 536	31 887
Sylviculture	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pêche	2 070	52	123	130	185	904	1 088	2 512	2 325
Industries manufacturières	1 468	47	20 621	347	326	1 603	942	11 335	1 081
Industries extractives	..	..	..	12	..	..	..	12	..
Tourisme	..	30	..	15	12	30	..	15	12
SOUS-TOTAL	34 242	24 306	53 828	20 408	198 752	30 258	22 395	43 719	43 257
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			176	2 900	13 786		176	3 281	5 975
Objectif significatif			..	164	..		..	164	1 218
SOUS-TOTAL			176	3 065	13 786		176	3 445	7 193
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	55 100	80 016	89 848	71 669	515 635	54 824	49 222	65 288	66 340
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	335 355	291 140	518 910	663 975	1 302 889	412 946	414 544	596 472	447 772

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: ".." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

ZAMBIE, AIDE POUR LE COMMERCE: VALEURS REPRESENTATIVES DANS LE SNPC

ADP: Milliers de dollars, prix constants de 2009

	ENGAGEMENTS					VERSEMENT			
	Moyenne 2002-2005	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
POLITIQUE COMMERCIALE ET RÉGLEMENTATIONS ET AJUSTEMENT LIÉ AU COMMERCE									
Politique commerciale et gestion administrative	122	302	2 477	2 578	9 782	368	709	733	3 221
Facilitation du commerce	47	664	265	11	78	664	265	11	26
Accords commerciaux régionaux	99	1 419	1 623	186	..	1 419	1 623	186	107
Négociations multilatérales commerciales	..	..	34	27	12	..	34	27	39
Ajustement lié au commerce ¹			..	..	..		..	..	..
Éducation/formation dans le domaine du commerce	165	..	84	48	36	..	84	48	42
SOUS-TOTAL	433	2 385	4 483	2 850	9 908	2 451	2 715	1 004	3 436
INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE									
Transport et stockage	70 509	74 369	142 790	120 292	104 481	89 084	28 231	75 210	34 596
Communications	1 824	655	772	3 899	729	659	787	1 230	1 170
Production et fourniture d'énergie	6 068	436	1 094	43 926	60 558	8 361	1 932	1 484	8 094
SOUS-TOTAL	78 400	75 461	144 656	168 116	165 768	98 104	30 949	77 924	43 861
RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION <i>[y compris les activités de développement du commerce²]</i>									
Services aux entreprises et autres services	12 713	7 230	10 973	1 231	27 013	4 918	6 519	6 292	7 523
Banque et services financiers	8 681	15 524	2 332	5 566	7 083	2 073	2 714	2 920	6 818
Agriculture	48 166	64 856	22 422	34 166	69 544	44 882	45 728	52 440	43 488
Sylviculture	405	157	118	153	2 522	231	507	187	507
Pêche	217	337	201	13	13	181	240	17	13
Industries manufacturières	12 726	114 069	1 480	4 628	5 523	6 572	8 355	17 590	13 572
Industries extractives	58 043	12 591	632	994	1 682	8 873	10 094	12 932	9 485
Tourisme	112	61	159	143	84	78	183	143	83
SOUS-TOTAL	141 062	214 826	38 316	46 893	113 464	67 809	74 341	92 521	81 491
PRIORITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE²									
Objectif principal			2 790	687	13 067		6 209	7 873	2 682
Objectif significatif			8 607	989	21 277		0	1 267	13 468
SOUS-TOTAL			11 396	1 676	34 344		6 209	9 140	16 150
AUTRES BESOINS CONCERNANT LE COMMERCE									
Les données entrant dans cette catégorie ne peuvent pas être identifiées séparément en tant qu'aide pour le commerce dans le SNPC.									
TOTAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	219 895	292 673	187 455	217 859	289 141	168 364	108 006	171 449	128 788
TOTAL VENTILABLE PAR SECTEUR	766 389	992 438	791 379	1 177 609	830 565	682 923	734 786	866 794	732 149

Source: OCDE-CAD, Base de données sur les activités d'aide (SNPC).

¹ L'ajustement lié au commerce est pris en compte dans le SNPC à partir des données de 2007.² Les activités de développement du commerce sont identifiées dans le SNPC au moyen du marqueur du développement du commerce, qui est utilisé dans le SNPC depuis 2007. Les montants indiqués correspondent à des sous-catégories d'activités de renforcement de la capacité de production qui ont été marquées comme contribuant principalement ou significativement au développement du commerce. Il faut cependant noter que ces montants ne peuvent être utilisés au mieux que comme approximations.

Note: "." indique qu'aucune activité n'a été déclarée.

L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LES PMA: PREMIERS RÉSULTATS

Le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés a établi des objectifs spécifiques dont celui de renforcer le rôle du commerce dans le développement. Depuis son adoption en 2001, la part des pays les moins avancés dans le commerce mondial des marchandises a augmenté, cet accroissement de la capacité commerciale étant en partie imputable aux 73 milliards de dollars EU fournis par les donateurs au titre de programmes d'aide liée au commerce. La présente publication décrit les résultats obtenus par certains de ces programmes et les enseignements à en tirer. Elle contribue aussi à la transparence concernant les flux d'aide pour le commerce en faveur des pays les moins avancés.